



Documents administratifs

In: Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Tome 26, 1926. pp. 525-688.

Citer ce document / Cite this document :

Documents administratifs. In: Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Tome 26, 1926. pp. 525-688.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/befeo_0336-1519_1926_num_26_1_3110

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

I. — Législation relative au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques et des objets d'art de l'Indochine française (1).

1

15 février 1925.

Décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques. (*J. O. I. F.*, 1925, p. 250.)

Le Gouverneur général de l'Indochine, Grand Officier de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 1^{er} février 1902, relatif à la promulgation des actes officiels en Indochine ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret du 23 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de la loi du 31 décembre 1913, relative au classement et à la protection des monuments historiques,

Arrête :

Article unique. — Est promulgué en Indochine le décret du 23 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques.

Hanoi, le 15 février 1925.

Par délégation :

*Le Secrétaire général du
Gouvernement général de l'Indochine,*

René ROBIN.

(1) Comme nous l'annonçons dans le tome précédent du *Bulletin* (XXV, 625) nous publions ici *in extenso* l'ensemble des textes et des documents officiels qui ont été établis en 1925 et 1926 et qui sont relatifs au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques de l'Indochine française.

— 526 —

RAPPORT

au Président de la République française.

Paris, le 23 décembre 1924.

Monsieur le Président,

L'article 36 de la loi du 31 décembre 1913 sur le classement et la protection des monuments historiques prévoit son extension à l'Algérie et aux colonies par des « règlements d'administration publique, qui détermineront dans quelles conditions et suivant quelles modalités elle y sera appliquée ».

L'Indochine possède un patrimoine d'art et d'archéologie d'une valeur considérable qui s'accroît sans cesse du fait de nouvelles découvertes. La protection de ces richesses est un devoir qui s'impose impérieusement à l'autorité française, non seulement dans les territoires de souveraineté directe, mais également dans ceux de protectorat.

Or, bien que les pouvoirs locaux ne s'en soient jamais désintéressés, en fait cette protection n'a cependant pas été organisée jusqu'à ce jour sur des bases légales avec une pleine efficacité.

Le décret du 3 avril 1920, qui a réorganisé l'Ecole Française d'Extrême-Orient et a doté cet établissement de la personnalité civile, se borne à déclarer qu'elle a dans ses attributions : « d'assurer la conservation des monuments historiques de l'Indochine française » (art. 2), et à charger son directeur de « proposer au Gouverneur général le classement et le déclasserment des monuments historiques ainsi que les mesures destinées à en assurer la conservation ; de prescrire et de surveiller l'exécution des travaux de dégagements, réparations, fouilles, etc., et de statuer sur le transfèrement aux musées des pièces détachées » (art. 8).

Ce texte, qui règle en cette matière la compétence et les attributions du directeur de l'Ecole, fait présumer qu'il doit exister, d'autre part, une législation édictant valablement les règles juridiques du classement et les sanctions propres à rendre efficaces les prescriptions relatives à la conservation des monuments. A la vérité, il y a bien un arrêté du Gouverneur général, en date du 9 mars 1900, sur la conservation des monuments et objets ayant un intérêt historique ou artistique, sur lequel, faute de mieux, l'Ecole Française a pu s'appuyer jusqu'ici pour remplir sa mission. Mais il est avéré depuis longtemps que ce texte ne répond pas d'une manière satisfaisante au but recherché et qu'il est, au demeurant, entaché d'une illégalité flagrante.

Il était donc nécessaire, et d'ailleurs urgent, étant donnée l'importance que commence à prendre en ce pays le tourisme, entraînant comme corollaire un commerce actif des curiosités locales, de reprendre la question sur de nouvelles bases, de manière à aboutir à une réglementation cohérente, générale, de légalité et d'efficacité certaines.

D'une part, M. le Gouverneur général de l'Indochine a prié les Résidents supérieurs, en Annam et au Cambodge, de convaincre les souverains de ces états de l'opportunité que comporte la préservation par l'autorité publique du patrimoine d'art et d'archéologie de leur royaume et d'obtenir d'eux la publication d'ordonnances législatives édictant le principe de la conservation des monuments et objets historiques, et donnant une délégation formelle au Gouvernement du Protectorat et à l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour régler, dans tous les détails, la procédure du classement et les moyens propres à assurer la conservation des biens classés. Ces suggestions ont été bien accueillies et les ordonnances royales conformes sont en élaboration. Un règlement local de l'administration de la colonie complètera cette législation particulière.

D'autre part, le projet de décret ci-joint, indispensable pour atteindre les biens régis par la loi française, a été élaboré sur la proposition du Gouverneur général et d'accord avec MM. les Ministres des Beaux-Arts, de la Guerre et de la Marine, et avec le Conseil d'Etat.

Ce projet suit de très près la loi du 31 décembre 1913. Nous sommes en matière française et il n'y avait lieu, en somme, qu'à adapter le texte de cette loi au cadre des institutions locales. Tous les pouvoirs accordés en France au Ministre des Beaux-Arts sont transférés ici au Gouverneur général agissant seul ou en conseil, suivant les cas. L'Ecole Française d'Extrême-Orient conserve les attributions techniques que lui reconnaissait déjà le décret du 3 avril 1920 ; cette institution jouera, en outre, le rôle dévolu dans la Métropole à la commission des monuments historiques, jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé.

Les sanctions pénales ont été calquées sur celles qu'édictait la loi métropolitaine ; celles-ci sont, en effet, suffisantes pour garantir le respect des prescriptions qu'il s'agira de faire appliquer.

D'une façon générale, tous les détails et modalités d'application du nouveau règlement, qui ne peuvent affecter le substratum juridique de la question, ont été réservés à la compétence du Gouverneur général.

J'estime que, dans son ensemble, le texte ci-annexé répond à un besoin évident et urgent de notre colonie d'Extrême-Orient.

J'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien, si vous partagez ma manière de voir, le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies.

DALADIER.

— 528 —

DÉCRET.

Le Président de la République française.

Sur le rapport du Ministre des Colonies et l'avis conforme du Ministre des Beaux-Arts et du Ministre de la Guerre ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'article 36 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1921 ;

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 18 avril 1918 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en Indochine ;

Vu le décret du 3 avril 1920, réorganisant l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'article 463 du Code pénal ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — La loi susvisée du 31 décembre 1913 est étendue à l'Indochine française sous les conditions et suivant les modalités ci-après :

DES IMMEUBLES.

Art. 2. — En Indochine française, et sous réserve des droits des souverains des Etats protégés, les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, sont classés comme monuments historiques, en totalité ou en partie, par les soins du Gouverneur général, sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Sont compris, parmi les immeubles susceptibles d'être classés aux termes du présent décret, les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques et les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

La proposition de classement est notifiée au propriétaire intéressé par le Gouverneur général. Les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé à compter de cette notification. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Tout arrêté prononçant le classement d'un immeuble régi par la loi française, après la promulgation du présent décret, sera transcrit, à la diligence du Gouverneur général ou de son délégué à cet effet, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 3. — Sont considérés comme ayant été régulièrement classés avant la promulgation du présent décret les immeubles régis par la loi française qui ont fait l'objet d'arrêtés de classement, conformément à l'arrêté du 9 mars 1900 du Gouverneur général de l'Indochine.

La liste de ces immeubles sera publiée au *Journal officiel de l'Indochine* dans un délai de trois mois, à compter de la publication, dans ce même *Journal officiel*, du présent décret. Elle sera également publiée au *Journal officiel de la République française*.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour par le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et rééditée tous les dix ans dans la même forme.

Il sera dressé, en outre, dans le délai de trois ans, un inventaire supplémentaire de tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation. L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble inscrit, sans avoir, quinze jours auparavant, avisé le Gouverneur général de leur intention.

Art. 4. — Les immeubles appartenant à l'Etat français sont classés par arrêté du Gouverneur général, avec l'autorisation préalable du Ministre dans les attributions duquel l'immeuble se trouve placé. Pour les autres immeubles, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat sur la proposition concertée du Ministre des Colonies et du Ministre des Beaux-Arts.

Art. 5. — Les immeubles appartenant au domaine colonial sont classés par arrêté pris par le Gouverneur général en Conseil de Gouvernement. Les immeubles appartenant au domaine local, au domaine municipal ou à un établissement public sont classés, s'il y a consentement du propriétaire, et après avis du Chef de l'administration locale du pays où l'immeuble se trouve situé, par arrêté du Gouverneur général. En cas de désaccord, le classement est prononcé par arrêté pris par le Gouverneur général en Conseil de Gouvernement.

Art. 6. — Les immeubles appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 4 et 5 sont classés par arrêté du Gouverneur général, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire. S'il y a contestation sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le Gouverneur général, sauf recours devant le Conseil du Contentieux.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement pourra être prononcé d'office par le Gouverneur général en Conseil de Gouvernement. Le classement pourra donner lieu à une indemnité représentative du préjudice devant résulter pour le propriétaire de la servitude de classement d'office institué par le présent paragraphe. La demande devra être produite dans les

six mois à dater de la notification de l'arrêté de classement. Cet acte informera le propriétaire de son droit éventuel à indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité sont portées devant la juridiction civile compétente du ressort dans lequel les immeubles sont situés.

Un arrêté du Gouverneur général règle les conditions et proportions dans lesquelles seront imputées aux différents budgets les sommes allouées au titre de ladite indemnité.

Art. 7. — Le Gouverneur général et les Chefs d'administration locale peuvent toujours, en se conformant aux prescriptions du décret du 18 avril 1918 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique en Indochine, poursuivre l'expropriation d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'offre sa conservation au point de vue de l'histoire ou de l'art.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Dans tous les cas, l'utilité publique est déclarée par arrêté du Gouverneur général en Conseil de Gouvernement.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du Gouverneur général. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'Administration ne poursuit pas les formalités préalables à l'expropriation.

Art. 8. — Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique sans l'autorisation du Gouverneur général.

Art. 9. — Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Gouverneur général par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à l'Etat français ne peut être aliéné qu'après que le Gouverneur général a été appelé à présenter ses observations. L'immeuble classé qui appartient au domaine colonial, au domaine local, au domaine municipal ou à un établissement public, ne peut être aliéné qu'avec l'autorisation du Gouverneur général.

Art. 10. — L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification

quelconque, que dans les conditions qui seront fixées par un arrêté du Gouverneur général.

Art. 11. — Le Gouverneur général peut faire exécuter d'office les travaux de réparation et d'entretien qui, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés.

Un arrêté du Gouverneur général règle les conditions dans lesquelles seront réparties entre le budget général et les autres budgets existant en Indochine, les dépenses afférentes aux monuments classés relevant desdits budgets.

Art. 12. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, le Gouverneur général, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles et des immeubles voisins.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté du Chef de l'Administration locale. Sa durée ne peut excéder six mois. En cas de préjudice causé, elle peut donner lieu à une indemnité. Un arrêté du Gouverneur général réglera le mode d'attribution de cette indemnité, son imputation aux divers budgets et fixera son mode de répartition entre les différentes catégories d'ayants-droit, sauf recours devant le Conseil du Contentieux.

Art. 13. — Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation expresse du Gouverneur général.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Gouverneur général.

L'affichage est interdit sur les immeubles classés. Il peut être également interdit autour desdits immeubles dans un périmètre qui sera, pour chaque cas particulier, déterminé par arrêté du Chef de l'Administration locale, sur avis conforme du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 14. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé en la même forme que son classement.

L'acte de déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

DES OBJETS MOBILIERS.

Art. 15. — Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt particulier, peuvent être, sous réserve des

droits des souverains protégés, classés par arrêté du Gouverneur général, avec le consentement du propriétaire, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Les effets du classement subsistent à l'égard des immeubles par destination classés, qui redeviennent meubles proprement dits.

Sont applicables aux objets mobiliers les dispositions de l'article 2, paragraphe 3, du présent décret.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par arrêté du Gouverneur général pris en Conseil de Gouvernement.

Art. 16. — Tous les objets mobiliers classés sont imprescriptibles.

Les objets classés appartenant à l'Etat sont inaliénables. Les objets classés appartenant au domaine colonial, au domaine local, au domaine communal, à un établissement public ou à un établissement d'utilité publique, ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du Gouverneur général et dans les formes prévues par les lois et règlements. La propriété ne peut en être transférée qu'à l'Etat, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Art. 17. — Les effets du classement suivent l'objet en quelques mains qu'il passe. Tout particulier qui aliène l'objet classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement. Toute aliénation doit, dans les quinze jours de la date de son accomplissement, être notifiée au Gouverneur général par celui qui l'a consentie.

Art. 18. — L'acquisition faite en violation de l'article 16, deuxième et troisième alinéas, est nulle. Les actions en nullité ou en revendication peuvent être exercées à toutes époques, tant par le Gouverneur général ou son délégué que par le propriétaire originaire. Elles s'exercent, sans préjudice des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être dirigées, soit contre les parties contractantes solidairement responsables, soit contre l'officier public qui a prêté son concours à l'aliénation. Lorsque l'aliénation illicite a été consentie par une personne publique ou par un établissement d'utilité publique, cette action en dommages-intérêts est exercée par le Gouverneur général, au nom et au profit de l'Etat pour le domaine de l'Etat, au nom et au profit du budget du Gouvernement général pour les autres domaines.

L'acquéreur ou sous-acquéreur de bonne foi, entre les mains duquel l'objet est revendiqué, a droit au remboursement du prix de son acquisition; si la revendication est exercée par le Gouverneur général, celui-ci aura recours contre le vendeur originaire pour le montant intégral de l'indemnité qu'il aura dû payer à l'acquéreur ou sous-acquéreur.

Les dispositions du présent article sont applicables aux objets perdus ou volés.

Art. 19. — L'exportation hors de l'Indochine française des objets classés est interdite. Elle peut néanmoins être autorisée exceptionnellement par arrêté

du Gouverneur général sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 20. — Les objets classés ne peuvent être modifiés, réparés ou restaurés sans l'autorisation du Gouverneur général ni hors de la surveillance de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Les propriétaires ou détenteurs des objets mobiliers classés sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de les représenter aux agents accrédités par le Gouverneur général.

Il sera procédé, par les soins de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, au moins tous les cinq ans, au récolement des objets mobiliers classés qui sont conservés dans les musées et dépôts archéologiques de l'Indochine et, dans la mesure du possible, de tous les autres.

Art. 21. — Le Gouverneur général de l'Indochine pourra exercer, au nom de la colonie, sur toute vente publique d'œuvres d'art, un droit de préemption, par l'effet duquel il se trouvera subrogé à l'adjudicataire. La déclaration faite par le Gouverneur général ou son délégué spécialement désigné à cet effet, qu'il entend éventuellement user de son droit de préemption, sera formulée à l'issue de la vente entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications. La décision du Gouverneur général devra intervenir dans le délai de quinze jours.

DE LA GARDE ET DE LA CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES.
FOUILLES ET DÉCOUVERTES.

Art. 22. — Les objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions existant sur ou dans le sol d'un immeuble vendu ou concédé par l'Administration du domaine, restent la propriété de celui-ci.

Le Gouverneur général fixera, par arrêté, pris en Conseil de Gouvernement, les mesures propres à assurer la garde et la conservation des immeubles et objets classés, ainsi que les obligations imposées à ceux qui auront découvert par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art.

DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 23. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 3 (modification sans avis préalable d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'article 9 (aliénation d'un immeuble classé sans modification du classement ou de l'aliénation), du paragraphe 5 de

l'article 13 (interdiction d'affichage), des paragraphes 2 et 3 de l'article 17 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 20 (non-représentation des objets mobiliers classés), sera punie d'une amende de 25 à 250 francs.

Art. 24. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 (effets de la proposition du classement d'un immeuble), de l'article 10 (modification d'un immeuble classé), des paragraphes 1^{er} et 4 de l'article 13 (constructions neuves adossées à l'immeuble classé, établissement de servitude), ou de l'article 20 (modification d'un objet mobilier classé), du présent décret, sera punie d'une amende de 25 à 1.250 francs, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts, qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

Art. 25. — Quiconque aura aliéné, acquis sciemment, soustrait, exporté ou tenté d'exporter un objet mobilier classé, en violation des articles 18 et 19 du présent décret, sera puni d'une amende de 250 à 7.500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées à l'article 18.

Art. 26. — Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble ou un objet mobilier classé, sera puni des peines portées à l'article 257 du Code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Art. 27. — Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées par les procès-verbaux dressés par toutes les autorités publiques qualifiées et par les conservateurs et les gardiens d'immeubles ou d'objets classés désignés dans les conditions fixées par le Gouverneur général et dûment assermentés à cet effet.

Art. 28. — Tout conservateur ou gardien qui, par suite de négligence grave, aura laissé détruire, abattre, mutiler, dégrader ou soustraire, soit un immeuble, soit un objet classé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 29. — L'article 463 du Code pénal est applicable dans les cas prévus au présent chapitre.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 30. — Le Gouverneur général peut établir un droit d'entrée pour la visite des musées, collections et monuments historiques classés. Il peut également décider que le droit de peindre, dessiner, photographier et cinématographier dans les musées, collections et monuments précités, donnera lieu à

la perception d'une taxe spéciale. Le produit des taxes ainsi perçues sera versé au budget de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour être affecté au développement des collections et à l'entretien des monuments.

Art. 31. — Des arrêtés du Gouverneur général détermineront les détails d'application du présent décret.

Art. 32. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'Indochine française*.

Fait à Paris, le 23 décembre 1924.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

DALADIER.

Loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. (*J. O. R. F.*,
4 janvier 1914, p. 129.)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er} — DES IMMEUBLES.

Article 1^{er}. — Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins du Ministre des Beaux-Arts selon les distinctions établies par les articles ci-après.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés aux termes de la présente loi, les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques et les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera transcrit, par les soins de l'administration des Beaux-Arts, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 2. — Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la présente loi :

1^o les immeubles inscrits sur la liste générale des monuments classés, publiés officiellement en 1900 par la direction des Beaux-Arts ;

2^o les immeubles compris ou non dans cette liste, ayant fait l'objet d'arrêtés ou de décrets de classement, conformément aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Dans un délai de trois mois, la liste des immeubles considérés comme classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au *Journal officiel*. Il sera dressé, pour chacun desdits immeubles, un extrait de la liste reproduisant tout ce qui le concerne ; cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble, par les soins de l'administration des Beaux-Arts. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour et rééditée au moins tous les dix ans.

Il sera dressé en outre, dans le délai de trois ans, un inventaire supplémentaire de tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation. L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble inscrits sans avoir, 15 jours auparavant, avisé l'autorité préfectorale de leur intention.

Art. 3. — L'immeuble appartenant à l'Etat est classé par arrêté du Ministre des Beaux-Arts, en cas d'accord avec le Ministre dans les attributions duquel ledit immeuble se trouve placé.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 4. — L'immeuble appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public est classé par un arrêté du Ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire et avis conforme du Ministre sous l'autorité duquel il est placé.

En cas de désaccord, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 5. — L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4, est classé par arrêté du Ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement. S'il y a contestation sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le Ministre des Beaux-Arts, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat. Le classement pourra donner lieu au paiement d'une

indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office instituée par le présent paragraphe. La demande devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement ; cet acte informera le propriétaire de son droit éventuel à une indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton ; s'il y a expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert.

Si le montant de la demande excède 300 francs, il y aura lieu à appel devant le tribunal civil.

Art. 6. — Le Ministre des Beaux-Arts peut toujours, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Les départements et les communes ont la même faculté.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Dans ces divers cas, l'utilité publique est déclarée par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 7. — A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du Ministre des Beaux-Arts.

A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. — Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Ministre des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à l'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public, ne peut être aliéné qu'après que le Ministre des Beaux-Arts a été appelé à présenter ses observations ; il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le Ministre pourra, dans le

délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. — L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le Ministre des Beaux-Arts n'y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le Ministre s'exécutent sous la surveillance de son administration.

Le Ministre des Beaux-Arts peut toujours faire exécuter par les soins de son administration et aux frais de l'Etat avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'Etat.

Art. 10. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, l'administration des Beaux-Arts, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, peut, s'il est nécessaire, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles ou des immeubles voisins.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté préfectoral préalablement notifié au propriétaire, et sa durée ne peut en aucun cas excéder six mois.

En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892.

Art. 11. — Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique qu'après que le Ministre des Beaux-Arts aura été appelé à présenter ses observations.

Art. 12. — Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du Ministre des Beaux-Arts.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Ministre des Beaux-Arts.

Art. 13. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'Etat, soit sur la proposition du Ministre des Beaux-Arts, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

CHAPITRE II. — DES OBJETS MOBILIERS.

Art. 14. — Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, peuvent être classés par les soins du Ministre des Beaux-Arts.

Les effets du classement subsistent à l'égard des immeubles par destination classés qui redeviennent des meubles proprement dits.

Art. 15. — Le classement des objets mobiliers est prononcé par un arrêté du Ministre des Beaux-Arts lorsque l'objet appartient à l'Etat, à un département, à une commune ou à un établissement public. Il est notifié aux intéressés.

Le classement devient définitif si le ministre de qui relève l'objet ou la personne publique propriétaire n'ont pas réclamé dans le délai de six mois, à dater de la notification qui leur en a été faite. En cas de réclamation, il sera statué par décret du Conseil d'Etat. Toutefois, à compter du jour de la notification, tous les effets du classement s'appliquent provisoirement et de plein droit à l'objet mobilier visé.

Art. 16. — Les objets mobiliers, appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'article précédent, peuvent être classés, avec le consentement du propriétaire, par arrêté du Ministre des Beaux-Arts.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement ne peut être prononcé que par une loi spéciale.

Art. 17. — Il sera dressé par les soins du Ministre des Beaux-Arts une liste générale des objets mobiliers classés, rangés par départements. Un exemplaire de cette liste, tenu à jour, sera déposé au Ministère des Beaux-Arts et à la préfecture de chaque département. Il pourra être communiqué sous les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Art. 18. — Tous les objets mobiliers classés sont imprescriptibles.

Les objets classés appartenant à l'Etat sont inaliénables.

Les objets classés appartenant à un département, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du Ministre des Beaux-Arts et dans les formes prévues par les lois et règlements. La propriété ne peut en être transférée qu'à l'Etat, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Art. 19. — Les effets du classement suivent l'objet, en quelques mains qu'il passe.

Tout particulier qui aliène un objet classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation doit, dans les quinze jours de la date de son accomplissement, être notifiée au Ministère des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

Art. 20. — L'acquisition faite en violation de l'article 18, deuxième et troisième alinéas, est nulle. Les actions en nullité ou en revendication peuvent être exercées à toute époque tant par le Ministre des Beaux-Arts que par le propriétaire originaire.

Elles s'exercent sans préjudice des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être dirigées soit contre les parties contractantes, solidairement responsables, soit contre l'officier public qui a prêté son concours à l'aliénation. Lorsque l'aliénation illicite a été consentie par une personne publique ou un établissement d'utilité publique, cette action en dommages-intérêts est exercée par le Ministre des Beaux-Arts au nom et au profit de l'Etat.

L'acquéreur ou sous-acquéreur de bonne foi, entre les mains duquel l'objet est revendiqué, a droit au remboursement de son prix d'acquisition ; si la revendication est exercée par le Ministre des Beaux-Arts, celui-ci aura recours contre le vendeur originaire pour le montant intégral de l'indemnité qu'il aura dû payer à l'acquéreur ou sous-acquéreur.

Les dispositions du présent article sont applicables aux objets perdus ou volés.

Art. 21. — L'exportation hors de France des objets classés est interdite.

Art. 22. — Les objets classés ne peuvent être modifiés, réparés ou restaurés sans l'autorisation du Ministre des Beaux-Arts ni hors la surveillance de son administration.

Art. 23. — Il est procédé, par l'administration des Beaux-Arts, au moins tous les cinq ans, au récolement des objets mobiliers classés.

En outre, les propriétaires ou détenteurs de ces objets sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de les représenter aux agents accrédités par le Ministre des Beaux-Arts.

Art. 24. — Le déclassement d'un objet mobilier classé peut être prononcé par le Ministre des Beaux-Arts soit d'office, soit à la demande du propriétaire. Il est notifié aux intéressés.

CHAPITRE III. — DE LA GARDE ET DE LA CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Art. 25. — Les différents services de l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics ou d'utilité publique sont tenus d'assurer la garde et la conservation des objets mobiliers classés dont ils sont propriétaires, affectataires ou dépositaires, et de prendre à cet effet les mesures nécessaires.

Les dépenses nécessitées par ces mesures sont, à l'exception des frais de construction et de reconstruction des locaux, obligatoires pour le département ou la commune.

A défaut pour un département ou une commune de prendre les mesures reconnues nécessaires par le Ministre des Beaux-Arts, il peut y être pourvu

d'office, après une mise en demeure restée sans effet, par décision du même Ministre.

En raison des charges par eux supportées pour l'exécution de ces mesures, les départements et les communes pourront être autorisés à établir un droit de visite dont le montant sera fixé par le préfet après approbation du Ministre des Beaux-Arts.

Art. 26. — Lorsque l'administration des Beaux-Arts estime que la conservation ou la sécurité d'un objet classé, appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public, est mise en péril, et lorsque la collectivité propriétaire, affectataire ou dépositaire, ne veut ou ne peut pas prendre immédiatement les mesures jugées nécessaires par l'administration, pour remédier à cet état de choses, le Ministre des Beaux-Arts peut ordonner d'urgence par arrêté motivé, aux frais de son administration, les mesures conservatoires utiles, et de même, en cas de nécessité dûment démontrée, le transfert provisoire de l'objet dans un trésor de cathédrale, s'il est affecté au culte, et, s'il ne l'est pas, dans un musée ou autre lieu public national, départemental ou communal, offrant les garanties de sécurité voulues, et, autant que possible, situé dans le voisinage de l'emplacement primitif.

Dans un délai de trois mois à compter de ce transfert provisoire, les conditions nécessaires pour la garde et la conservation de l'objet dans son emplacement primitif devront être déterminées par une commission réunie sur la convocation du préfet et composée :

- 1^o du préfet, président de droit ;
- 2^o d'un délégué du Ministère des Beaux-Arts ;
- 3^o de l'archiviste départemental ;
- 4^o de l'architecte des monuments historiques du département ;
- 5^o d'un président ou secrétaire de société régionale, historique, archéologique ou artistique, désigné à cet effet pour une durée de trois ans par arrêté du Ministre des Beaux-Arts ;
- 6^o du maire de la commune ;
- 7^o du conseiller général du canton.

La collectivité propriétaire, affectataire ou dépositaire pourra, à toute époque, obtenir la réintégration de l'objet dans son emplacement primitif, si elle justifie que les conditions exigées y sont désormais réalisées.

Art. 27. — Les gardiens d'immeubles ou d'objets classés appartenant à des départements, à des communes ou à des établissements publics, doivent être agréés et commissionnés par le préfet.

Le préfet est tenu de faire connaître son agrément ou son refus d'agréer dans le délai d'un mois. Faute par la personne publique intéressée de présenter un gardien à l'agrément du préfet, celui-ci en pourra désigner un d'office.

Le montant du traitement des gardiens doit être approuvé par le préfet.

Les gardiens ne peuvent être révoqués que par le préfet. Ils doivent être assermentés.

CHAPITRE IV. — FOUILLES ET DÉCOUVERTES.

Art. 28. — Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on a découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique, le maire de la commune doit assurer la conservation provisoire des objets découverts et aviser immédiatement le préfet des mesures prises.

Le préfet en réfère, dans le plus bref délai, au Ministre des Beaux-Arts qui statue sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avise le préfet. Sur le rapport du préfet, le Ministre peut poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 3 mai 1841.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 29. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 2 (modification sans avis préalable d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un immeuble classé), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 23 (représentation des objets mobiliers classés), sera punie d'une amende de 16 à 300 francs.

Art. 30. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 1^{er} (effets de la proposition de classement d'un immeuble), de l'article 7 (effets de la notification d'une demande d'expropriation), des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 9 (modification d'un immeuble classé), de l'article 12 (constructions neuves, servitudes) ou de l'article 22 (modification d'un objet mobilier classé) de la présente loi, sera punie d'une amende de seize à mille cinq cents francs (16 à 1500 fr.), sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

Art. 31. — Quiconque aura aliéné, sciemment acquis ou exporté un objet mobilier classé, en violation de l'article 18 ou de l'article 21 de la présente loi, sera puni d'une amende de cent à dix mille francs (100 à 10.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines

— 543 —

seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées en l'article 20, paragraphe 1^{er}.

Art. 32. — Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble ou un objet mobilier classé sera puni des peines portées à l'article 257 du Code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Art. 33. — Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées à la diligence du Ministre des Beaux-Arts. Elles pourront l'être par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou les gardiens d'immeubles ou objets mobiliers classés, dûment assermentés à cet effet.

Art. 34. — Tout conservateur ou gardien qui, par suite de négligence grave, aura laissé détruire, abattre, mutiler, dégrader ou soustraire soit un immeuble, soit un objet mobilier classé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de seize à trois cents francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 35. — L'article 463 du Code pénal est applicable dans les cas prévus au présent chapitre.

CHAPITRE VI. — DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 36. — La présente loi pourra être étendue à l'Algérie et aux colonies, par des règlements d'administration qui détermineront dans quelles conditions et suivant quelles modalités elle y sera applicable.

Jusqu'à la promulgation du règlement concernant l'Algérie, l'article 16 de la loi du 30 mars 1887 restera applicable à ce territoire.

Art. 37. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de la présente loi.

Ce règlement sera rendu après avis de la commission des monuments historiques.

Cette commission sera également consultée par le Ministre des Beaux-Arts pour toutes les décisions prises en exécution de la présente loi.

Art. 38. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à tous les immeubles et objets mobiliers régulièrement classés avant sa promulgation.

Art. 39. — Sont abrogés les lois du 30 mars 1887, du 19 juillet 1909 et du 16 février 1912 sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, les paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la loi

du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État et généralement toutes dispositions contraires à la présente loi.

La présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 31 décembre 1913.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

Le Ministre de l'Intérieur,

René RENOULT.

René VIVIANI.

Extrait de la loi de finances du 31 décembre 1921, portant fixation du budget général de l'exercice 1922. (J. O. R. F., 1^{er} janvier 1922.)

Art. 29. — Est abrogée la loi du 31 août 1920 relative à l'exportation des objets d'ameublement antérieurs à 1830, des œuvres des peintres, graveurs, dessinateurs, sculpteurs, décorateurs décédés depuis plus de vingt ans et des objets provenant des fouilles pratiquées en France.

Art. 30. — Sont exclues de l'exonération prévue au troisième alinéa de l'article 72 de la loi du 25 juin 1920, et supportent, en conséquence, l'impôt de 10 p. 100 édicté par les articles 59 et 63 de ladite loi, les affaires s'appliquant à des opérations de vente effectuées par les antiquaires ou pour leur compte et portant sur les curiosités, antiquités, livres anciens, ameublements ou objets servant à l'ameublement, objets de collections ainsi que les affaires de ventes portant sur les peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculptures originales, gravures ou estampes.

Toutefois, continueront à bénéficier de l'exemption les affaires portant sur les collections d'histoire naturelle, les peintures, aquarelles, dessins, pastels, sculptures originales, gravures, estampes, émanant d'artistes vivants ou morts depuis moins de vingt ans et dont l'origine sera justifiée dans les formes qui seront prescrites par un arrêté ministériel.

Art. 31. — Les contraventions aux dispositions de l'article qui précède seront punies des peines édictées par les articles 68 et 112 de la loi du 25 juin 1920.

Art. 32. — L'arrêté ministériel prévu à l'article 30 déterminera les justifications que pourra exiger le service des douanes lors de l'exportation des objets, pour établir l'acquiescement ou la non-exigibilité de l'impôt.

Art. 33. — Il sera dressé un état des objets mobiliers propriétés privées existant en France à la promulgation de la présente loi et qui, connus comme présentant un intérêt exceptionnel d'histoire ou d'art, seraient de nature à figurer dans les collections nationales.

L'inscription sur cet état sera notifiée au propriétaire et entraînera pour lui l'obligation d'aviser le Ministre des Beaux-Arts de tout projet d'aliénation concernant l'objet inventorié.

Le ministre devra, dans un délai de quinze jours pleins, à dater de la notification qui lui sera faite dudit projet, faire connaître à l'intéressé s'il entend soit poursuivre l'acquisition de l'objet, soit provoquer son classement dans les conditions prévues par l'article 35 de la présente loi.

Les prescriptions ci-dessus ne s'appliqueront pas aux objets importés postérieurement à la promulgation de la présente loi.

Art. 34. — L'article 14 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est complété ainsi qu'il suit :

« Sont applicables aux objets mobiliers les dispositions de l'article premier, paragraphe 3, de ladite loi. »

Art. 35. — Le paragraphe 2 de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1913 est ainsi modifié :

« A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'État dans les conditions prévues par l'article 5, paragraphe 2. »

Art 36. — En cas de vente publique de curiosités, antiquités, livres anciens et tous objets de collection, de peintures, aquarelles, pastels, dessins, sculptures originales et de tapisseries anciennes, il sera perçu au profit de la caisse des monuments historiques une taxe spéciale de 1 pour 100. La perception de cette taxe est confiée à l'administration de l'enregistrement. Elle est soumise aux règles qui gouvernent l'exigibilité, la restitution et le recouvrement de la taxe de 10 pour 100 édictée par les articles 58 et 71 de la loi du 25 juin 1920.

Art. 37. — L'État pourra exercer, sur toute vente publique d'œuvres d'art, un droit de préemption par l'effet duquel il se trouvera subrogé à l'adjudicataire. La déclaration faite par le Ministre des Beaux-Arts qu'il entend éventuellement user de son droit de préemption sera formulée, à l'issue de la vente, entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications. La décision du ministre devra intervenir dans le délai de quinze jours.

Art. 38. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application des articles 33 à 37.

Art. 39. — Les dispositions contenues dans les articles 29 à 38 pourront être étendues à l'Algérie par un règlement d'administration publique qui déterminera dans quelles conditions et suivant quelles modalités elles y seront applicables.

II

15 avril 1925.

Arrêté classant parmi les monuments historiques de l'Indochine certains immeubles et objets mobiliers divers appartenant à l'État français ⁽¹⁾.
(*J. O.*, 1925, p. 792.)

Le Gouverneur général de l'Indochine, Grand Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1921 ;

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 3 avril 1920, réorganisant l'École Française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de la loi du 31 décembre 1913 et particulièrement l'article 4 relatif au classement des immeubles de l'État français situés en Indochine ;

Sur la proposition du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient ;

Arrête :

Article premier. — Les immeubles et objets mobiliers divers appartenant à l'État français et compris dans le tableau annexé au présent arrêté sont classés parmi les monuments historiques de l'Indochine.

Art. 2. — Leur protection sera assurée conformément aux dispositions du décret du 23 décembre 1924.

Art. 3. — Le présent arrêté ne sera applicable qu'après approbation du Ministre.

Art. 4. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, le Général commandant supérieur des troupes du groupe de l'Indochine et le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 15 avril 1925.

M. MERLIN.

(1) Approuvé par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1926 (*J. O.*, 20 novembre 1926, p. 3122).

NUMÉROS	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE OU DE L'OBJET MOBILIER	OBSERVATIONS
1	Citadelle de Hanoi (Tonkin).	Ensemble de vestiges comprenant : a) mirador de l'ancienne citadelle (Côt-cò de l'époque des Lè); b) porte Chinh-bắc de l'ancienne citadelle de 1803, bombardée par Francis Garnier; c) Đoan-môn ou portique d'honneur (ancienne porte centrale du palais royal, dite porte réservée); d) huit portes annamites anciennes dans l'enceinte de la direction de l'Artillerie; e) 6 rampes sculptées en motifs de dragon, donnant accès aux bureaux de la direction de l'Artillerie; f) une tête de dragon en pierre sous la bibliothèque de la direction de l'Artillerie; g) une cloche en bronze et un canon ciselé servant de support à la cloche, à l'entrée des ateliers de la direction de l'Artillerie.	
2	Ville de Bắc-uinh (Tonkin).	Remparts, portes et mirador de la citadelle à la Vauban.	Construite en 1825.
3	Ville de Lạng-son.	Restes des remparts de la citadelle.	
4	Ville de Quảng-yên (Tonkin).	Remparts et 3 portes anciennes de la citadelle annamite.	Élevée sous Gia-long.
5	Ville de Sơn-tây (Tonkin).	Immeuble de l'ancienne citadelle annamite prise dans son ensemble et comprenant : a) remparts, fossés, ponts et 4 portes anciennes; b) mirador; c) 3 bassins; d) pagode dite des llnh; e) petite porte en maçonnerie, à trois ouvertures, qui conduisait à l'ancienne pagode royale, aujourd'hui détruite; f) petit mur ancien entre la porte e et l'ancienne pagode royale; g) petit cimetière européen enclos de murs derrière les bâtiments de la garde indigène.	Élevées sous Minh-mạng. Sont exceptés du classement: les bâtiments de la garde indigène; le quartier des habitations du tuân-phủ et des fonctionnaires annamites; la prison; le temple actuellement en construction sur l'emplacement de l'ancienne pagode royale; les portes Nord et Sud construites par le service de l'Artillerie en 1893.
6	Ville de Thái-nguyên (Tonkin).	Remparts de l'ancienne citadelle annamite.	
7	Ville de Tuyên-quang (Tonkin).	Remparts et mirador de l'ancienne citadelle annamite.	

III

30 avril 1925.

**Arrêté portant réglementation de détail pour l'application du décret
du 23 décembre 1924. (J. O., 1925, p. 890.)**

Le Gouverneur général *p. i.* de l'Indochine, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 25 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu la loi du 31 décembre 1921 et particulièrement l'article 35 modifiant le paragraphe 2 de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret du 23 décembre 1924, étendant à l'Indochine la loi du 31 décembre 1913 et vu particulièrement l'article 22 de ce décret ;

Vu l'arrêté du 15 février 1925, promulguant en Indochine le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Sur la proposition du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient et de la Commission instituée par arrêté n° 2979 du 21 août 1923,

Arrête :

Article premier. — Le classement d'un objet mobilier appartenant au domaine colonial est prononcé par arrêté du Gouverneur général conformément à l'article 15 du décret du 23 décembre 1924. Celui d'un objet appartenant au domaine local, au domaine communal, à un établissement public ou d'utilité publique, ou à une personne privée qui a consenti au classement, est en outre notifié aux propriétaires. Les effets du classement s'appliquent de plein droit à partir de cette notification.

Le classement devient définitif, si le propriétaire n'a pas réclamé dans le délai de six mois à partir de la notification. En cas de réclamation, il sera statué par le Gouverneur général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement, mais sans que les effets du classement soient suspendus.

Art. 2. — Il sera dressé, par les soins du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient, une liste générale des objets mobiliers classés, rangés par pays et provinces. Un exemplaire de cette liste tenu à jour sera conservé à l'École Française d'Extrême-Orient et des extraits en seront déposés à l'administration centrale de chaque pays et aux bureaux du chef-lieu administratif de chaque province où se trouvent des objets classés.

Art. 3. — Les différents services administratifs généraux, locaux ou provinciaux, les communes et les établissements publics sont tenus d'assurer la garde et la conservation des objets mobiliers classés dont ils sont propriétaires, affectataires ou dépositaires et de prendre à cet effet les mesures nécessaires. Les dépenses nécessitées par ces mesures sont, à l'exception des frais de construction des locaux, obligatoires pour lesdits services, communes ou établissements.

Art. 4. — Lorsque la conservation ou la sécurité d'un objet classé appartenant à une commune ou à un établissement public est mise en péril, et lorsque la collectivité ou la personne propriétaire, affectataire ou dépositaire ne veut ou ne peut pas prendre immédiatement les mesures jugées nécessaires par l'administration pour remédier à cet état de choses, le Gouverneur général peut, sur le rapport du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient, ordonner d'urgence les mesures conservatoires utiles et même, en cas de nécessité, ordonner le transfert de l'objet dans un musée ou dépôt public. L'arrêté détermine l'imputation des frais occasionnés par les opérations prescrites.

Art. 5. — Nul ne peut faire de fouilles à l'effet de rechercher des antiquités sur un terrain appartenant au domaine de l'État français, au domaine colonial, local, municipal ou à un établissement public sans en avoir obtenu l'autorisation écrite du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient. L'autorisation peut être subordonnée à toutes les conditions qui seront jugées utiles.

Art. 6. — Quiconque, par suite de fouilles, de travaux ou de faits quelconques, aura découvert dans un terrain quelconque des monuments, ruines, sculptures, inscriptions ou objets quelconques pouvant intéresser la préhistoire, l'archéologie, l'histoire ou l'art, devra en aviser immédiatement l'autorité administrative la plus proche. Si la découverte a été faite dans un terrain autre que celui d'une propriété privée non reçue en concession de l'autorité publique, l'autorité avisée devra assurer la conservation provisoire des objets découverts et en rendre compte sans délai à l'administrateur chef de la province ou au maire, s'il s'agit d'un centre urbain. L'administrateur ou le maire devra en référer sans délai au Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent devra obligatoirement être déférée par le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient au Gouverneur général qui décidera des suites à donner à cette constatation.

Si la découverte a lieu sur le terrain d'un particulier, le Gouverneur général pourra, sur rapport du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient, poursuivre l'expropriation dudit terrain pour cause d'utilité publique.

Art. 7. — Est réservée au domaine colonial la propriété des objets d'art ou d'archéologie, tels que sculptures, médailles, monnaies, vases, bijoux,

inscriptions, outils ou objets préhistoriques, etc., qui pourraient être découverts sur ou dans le sol des terrains appartenant au domaine colonial, local, municipal, à un établissement public, ou à un particulier qui aurait reçu ces terrains en concession de l'autorité publique.

Art. 8. — Tout fonctionnaire public qui, en raison ou à l'occasion de ses fonctions, deviendra détenteur d'un objet susceptible d'être classé comme monument historique, devra en informer immédiatement le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient, qui proposera au Gouverneur général la destination à lui donner.

Art. 9. — Tout objet mobilier appartenant à un immeuble classé est considéré comme classé.

Art. 10. — Les objets d'art, statues, sculptures, inscriptions en pierre, bois ou métal, d'origine indochinoise et antérieurs au XIX^e siècle, ne pourront être exportés hors de l'Indochine française que s'ils sont accompagnés d'un certificat de non classement délivré par le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient ou ses délégués spécialement désignés par lui à cet effet.

Au cas où l'exportateur ne pourrait présenter de certificat de non classement, les objets spécifiés au paragraphe précédent seraient retenus par les soins du service des Douanes et Régies jusqu'à production dudit certificat.

Le certificat de non classement est délivré valablement par le Directeur des Arts cambodgiens en ce qui touche les objets anciens vendus par le Musée Albert Sarraut de Phnom Penh, conformément à l'arrêté du 14 février 1923.

Art. 11. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, le Directeur des Douanes et Régies et le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 30 avril 1925.

MONGUILLOT.

— 551 —

IV

16 mai 1925.

Arrêté portant classement des monuments historiques de l'Indochine.
(J. O., 1925, p. 1754.)

Le Gouverneur général *p. i.* de l'Indochine, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 3 avril 1920, réorganisant l'École Française d'Extrême-Orient ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1921 ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, ensemble le décret du 23 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de ladite loi ;

Vu les ordonnances royales de S.M. l'Empereur d'Annam et de S. M. le Roi du Cambodge, en date des 14 décembre 1922 et 11 octobre 1923, déléguant au Gouverneur général le droit de classer les monuments et objets historiques situés en Annam et au Cambodge et d'en assurer la protection, — ensemble les arrêtés des Résidents supérieurs en Annam et au Cambodge en date des 23 février et 18 octobre 1923, rendant exécutoires les dites ordonnances ;

Vu les avis conformes du Gouverneur de la Cochinchine et des Résidents supérieurs au Tonkin, en Annam, au Cambodge et au Laos pour les monuments et objets relevant de leurs attributions respectives ;

Sur la proposition du Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient,

Arrête :

Article premier. — Les immeubles et objets mobiliers divers situés dans les limites territoriales de l'Union indochinoise, tels qu'ils sont énumérés aux tableaux annexés au présent arrêté, sont classés parmi les monuments et objets historiques de l'Indochine française.

Art. 2. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine et le Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 16 mai 1925.

MONGUILLOT.

Liste des monuments historiques du Tonkin.

NUMÉROS	SITUATION	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
		1. — VILLE DE HANOI.	
1	Au coin de l'avenue du Grand-Bouddha et de la digue séparant le Grand-Lac du lac de Trúe-bách 竹帛.	Đền dédié à Huyền-thiên Trần-vũ 玄天鎮武 (monument vulgairement appelé « Pagode du Grand-Bouddha »).	Fondé en 1010 ; reconstruit en 1768 ; réparé au XIX ^e siècle et inexactement restauré en 1893. Classé en 1906.
2	Rue des Voiles, n° 3.	Đền dédié à Bạch-mã đại-vương 白馬大王, esprit qui présida à la fondation de la cité retranchée de Hanoi (IX ^e siècle).	Fondé au IX ^e siècle ; déplacé au XI ^e ; reconstruit, restauré ou réparé au XVIII ^e et au XIX ^e siècle.
3	Îles et bords du Petit-Lac.	Ensemble composé : a) du monticule surmonté de l'obélisque en forme de pinceau ; b) du portique de l'encier ; c) du pont de bois conduisant à l'île de Jade 玉山 ; d) des constructions diverses érigées dans l'île de Jade ; e) du petit monument octogonal à étages construit sur l'îlot du milieu du Petit-Lac ; f) de la petite construction à trois travées donnant sur le Petit-Lac.	
4	Boulevard Francis Garnier, bord du Petit-Lac.	Porte de l'ancienne pagode des Supplices.	XIX ^e siècle.
5	Boulevard Armand Rousseau, entre les n°s 82 et 84 (5 ^e quartier, rue Đông-nhân 同人).	Pagode bouddhique Viền-minh 圓明 dédiée aux deux sœurs Trung et communément appelée Chùa Hai-bà 厨仁婆 « Pagode des deux Sœurs ».	Fondée au XII ^e siècle ; reconstruite ou réparée en 1812, 1893, 1921.

NUMÉROS	SITUATION	DÉSIGNATION DES MONUMENTS ET DES OBJETS	DATES
6	6 ^e quartier ; rue Ngọc-thành 玉清 près du Jardin botanique, derrière la poudrière.	Pagode bouddhique Duyên-hựu 延祐, dite Nhất-trụ 一柱 et communément appelée Chùa một cột 廚沒槽 « Pagode du pilier unique ».	Construite au XI ^e siècle ; restaurée au XIX ^e ; réparée en 1922.
7	4 ^e quartier ; rue de la Cathédrale.	Pagode bouddhique Linh-quang 靈光, dite Bà-đá 婆移.	Fondée à la fin du XV ^e siècle ; détruite vers 1790 ; reconstruite en 1847 et réparée au cours du XIX ^e siècle.
8	1 ^{er} quartier ; rue Yên-thành 安城.	Pagode bouddhique Phổ-quang 普光, dite Chùa Am 廚庵.	Fondée sous les Lê ; reconstruite en 1824 ; restaurée en 1907.
9	1 ^{er} quartier ; rue du Charbon.	Pagode bouddhique Hồng-phúc 洪福, dite Hoà-giai 和佳.	Fondée sous les Lê ; reconstruite en 1683 ; restaurée en 1899.
10	1 ^{er} quartier ; phường de Yên-phụ 安阜防.	Pagode bouddhique Trần-quốc 鎮國, dite Trần-bắc 鎮北.	Fondée en 1625 ; reconstruite en 1628, 1639 et 1842.
11	4 ^e quartier ; n° 42, rue de la Mission.	Pagode bouddhique Lí-quốc-sur 李國師, dite Khổng 孔.	Fondée sous les Lê ; restaurée sous les Lê et en 1855.
12	Citadelle.	Ensemble de vestiges comprenant : a) Mirador de l'ancienne citadelle (Cột cờ de l'époque des Lê) ; b) porte Chính-bắc de l'ancienne citadelle de 1803, bombardée par Francis Garnier ; c) Đuàn-môn, ou portique d'honneur (ancienne porte centrale du palais royal.	Immeubles et objets mobiliers appartenant à l'État français et gérés par l'autorité militaire ; notés pour mémoire. Cf. arrêté n° 1706 du 15 avril 1925 (J. O., 18 avril 1925, p. 792).

NUMÉROS	SITUATION	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
		dite porte réservée); d) huit portes annamites anciennes dans l'enceinte de la Direction de l'artillerie; e) 6 rampes sculptées en motifs de dragons, donnant sur les bureaux de la Direction de l'artillerie; f) une cloche en bronze et un canon ciselé servant de support à la cloche, à l'entrée des ateliers de la Direction de l'artillerie.	
13	Rue Jean Dupuis.	Porte Thanh-hà, dite porte Jean Dupuis, par laquelle Francis Garnier fit son entrée dans Hanoi.	XIX ^e siècle.
14	Rue des Voiles.	Pagode de Ha-kao (Hà-khâu). Statue de bronze de Quan-đê, sur un siège également en bronze, laqué et doré; brûle-parfums de bronze; table de marbre sculptée.	Fondée en 1700; restaurée sous Gia-long.
15	Route de Hué, S. de la fabrique d'allumettes.	Stèle du Nam-giao 南郊.	1680.
16	18, boulevard Doudart de Lagrée.	3 stèles à l'entrée de la pagode de Hâm-long 含龍.	
17	90, rue de la Soie.	Inscription du đình de Hòa-lộc 和祿亭.	1706-1721.
18	133, route de Hué.	2 phénix (1 m. 20 et 1 m. 28) dans le đình de Đông-hà 東河亭.	
19	Jardin Botanique, pagode de Hôi-dông 會同.	2 phénix sur tortues (2 m. 33) et 2 chimères (1 m. 10).	

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
II. — PROVINCE DE BẮC-GIANG.					
20	Vĩnh-yên 永安	Tiền-lát 先瀾	Thổ-hà 土河	Đình.	Date inconnue.
III. — PROVINCE DE BẮC-NINH.					
21			Ville de Bắc-ninh 北寧城	Remparts, portes et mirador de la cita- delle annamite.	Construite en 1825. Immeu- ble militaire, noté pour mé- moire (cf. arrê- té du 15 avril 1925).
22	Yên-phong 安豐	Nội-trà 內鄰	Phú-mẫn 富敏	Đền dédié à Tản-viên sơn Quí-minh đại- vương 傘圓山貴 明大王	Date de fonda- tion incertai- ne ; recons- truit au XVI ^e siècle et en 1863.
23	—	Phương-la 芳羅	Yên-phụ thượng 安阜上	Une statue bouddhique de Quan-âm (en bois, 82 bras) conservée dans la pagode dite Yên-phụ thượng tự 安阜上寺.	Date inconnue.
24	Gia-lâm 嘉林	Đông-dư 東畬	Xuân-quan 春關	Đình Long-hưng 亭龍 興, dédié à Triệu-vũ đê 趙武帝.	Aurait été fondé sous les Đinh.
25	—	—	Bát-tràng 鉢瑯	Đình.	Construit en 1663.
26	—	Cự-linh 巨靈	Ngọc-trì 玉池	Đình du village, dédié à Trần-vũ đê 眞趙帝.	Fondé sous les Lí ; reconstruit au XV ^e siècle.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
27	Tiên-du 仙遊	Phù-dổng 扶董	Phù-dổng 扶董	Đền dedié à Đổng Xung thiên thần vương 董冲天神王.	Date de fonda- tion incer- taine; recons- truit sous Lí Thái-Tổ.
28	—	Thụ-phúc 受福	Phật-tích 佛跡	Pagode bouddhique Vạn-phúc 萬福.	Fondée en 1037; reconstruite en 1687 et en 1846.
29	—	—	—	Đình du village, dedié à Cao-sơn hoà-thượng.	
30	—	Nội-viên 內園	Nghi-vệ 儀衛	Tombeau chinois du hameau de Trần-thôn.	
31	—	—	—	Tombeau chinois du ha- meau de Sơn-thôn.	
32	Từ-sơn 慈山	Phù-lưu 芙蓉	Đình-bảng 亭榜	Temple funéraire des huit empereurs Lí 李 八帝祠.	Fondé sous les Trần ; réparé en 1604.
33	—	—	—	Đình du village, dedié à Cao-sơn 高山, Bạch- lệ 白麗, Thủy-bá 水 伯.	Fondé en 1736.
34	—	Tam-sơn 三山	Tam-sơn 三山	Pagode bouddhique Cảm-ứng 感應.	Date de fonda- tion incertaine.
35	Thuận- thành 順城	Tam-á 三桎	Tam-á 三桎	Temple et tombeau de Sĩ-vương 士王, an- cien gouverneur chi- nois du pays.	Date de fonda- tion incertaine ; réparés en 1676 et en 1787.
36	—	Đông-hồ 東湖	Đông-côi 東瑰	Temple et tombeau de Cao-vương 高王, an- cien gouverneur chi- nois du pays.	Date de fonda- tion incertaine ; recons- truits en 1821.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
37	Thuận-thành 順城	Khương-tự 姜寺	Khương-tự 姜寺	Pagode bouddhique Duyên-ứng 筵應.	Date de fondation incertaine; reconstruite à la fin du XIII ^e siècle, sous les Lê, au XIX ^e siècle, en 1917.
38	—	Đình-tổ 亭祖	Bút-tháp 筆塔	Pagode bouddhique Ninh-phúc 寧福.	Date de fondation incertaine; reconstruite en 1643, 1649 et 1739, réparée en 1904, 1915 et 1921.
IV. — PROVINCE DE HÀ-ĐÔNG.					
39	Hoàn-long 環龍	An-hạ 安下	Thịnh-hào 盛豪 (route de Sinh-từ).	Temple de la littérature ou Văn-miêu 文廟, dédié à Confucius (dit Pagode des Corbeaux de Hanoi).	Construit en 1070; réparé au début du XV ^e siècle, au milieu du XVII ^e , au début du XIX ^e et en 1920.
40	—	Nội nội 內內	Thủ-lệ trại 守隸寨	Pagode Linh-lang 靈郎神祠 ou pagode de Voi-phục, dédiée au fils de l'empereur Lí Thái-Tôn 李太尊之子 (dite Pagode Balny).	Fondée sous les Lí, au début du XI ^e siècle.
41	—	An-hạ 安下	Yên-lãng 安朗	Pagode bouddhique Chiêu-thiền 昭禪, dédiée à Lí Thần-Tôn 李神宗 (dite Pagode des Dames).	Fondée au XII ^e siècle; reconstruite en 1666.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
42	Hoàn-long 環 龍	An-hạ 安 下	Bạch-mai (route de Huê)	Pagode bouddhique Liên-phái 蓮 派, dé- diée à Thượng-sĩ-lân 上 士 麟.	Fondée sous les Lê, reconstrui- te en 1726 et restaurée en 1839-1864.
43	Đan- phượng 丹 鳳	Dương-liêu 楊 柳	Yên-sở 安 所	Đình du village dédié à Lí-phục-Man 李 服 蠻, génie du village de Yên-sở 安 所.	Fondé au XI ^e siècle; agran- di au XIII ^e ; réparé au XVII ^e siècle.
44	—	—	Dương-liêu 楊 柳	Đình du village Dương liêu, dédié à Lí-phục- Man, génie originaire du village de Yên-sở (sculptures sur bois).	Fondé au XI ^e siècle.
45	Từ-liêm 慈 廉	Phú-gia 富 家	Thụy- phương 瑞 芳	Đình du village, dédié à Lí-ông-Trọng 李 翁 仲; dit Trèm et Pagode des Quatre Colonnes.	Fondé au VIII ^e siècle; agran- di au IX ^e ; ré- paré depuis à diverses dates.
46	Mĩ-đức 美 德	Phù-lưu- thượng 芙 蓓 上	Yên-vĩ 燕 尾	Ensemble de la pagode et des sanctuaires bouddhiques du site de Hương-tích 香 跡.	Culte établi en 1575.
47	Trương-mĩ 彰 美	Tiên-lữ 仙 侶	Tiên-lữ 仙 侶	Pagode bouddhique de Tiên-lữ 仙 侶, aux confins du village de Tiên-lữ, du canton du même nom, huyện de Yên-sơn 安 山, pro- vince de Sơn-tây (la pagode se trouve sur le territoire de la pro- vince de Hà-đồng).	

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
V. — PROVINCE DE HÀ-NAM.					
48	Duy-tiên 維先	Đội-sơn 隊山	Đội-sơn 隊山	a) Pagode bouddhique Duyên-linh 延齡, dite de Long-đội-sơn 龍隊山. b) Une statue de Cao- vương dans une grotte voisine de la pagode.	Fondée en 1121; détruite entre 1407 et 1428 reconstruite; en 1433; res- taurée en 1584, 1698, 1783 et 1921.
49	Thanh-liêm 青廉	Hoà-ngải 和艾	Ninh-thái 寧泰	Tombeau du premier ancêtre des Lê, élevé sous un bosquet de bambous sur la colli- ne Báo-cái 寶蓋.	Élevé en 970.
50	Nam-xương 南昌	Đông-thủy 潼水	Lí-nhân 里仁	Tombeau de la princes- se chame Mị-ê 媚醯.	Élevé en 1044.
VI. — PROVINCE DE HẢI-DƯƠNG.					
51	Chí-linh 至靈	Chi-ngại 支碍	Rược-sơn 藥山	Đền de Kiếp-bạc 劫泊, dédié à Trần-hưng- Đạo 陳興道.	Fondé vers 1300.
52	—	Kiệt-đặc 傑特兌	Sur la mon- tagne Phượng- hoàng; tem- ple commun aux 3 villa- ges dits Tường 祥, Đoài 兌 et Đông 東.	Đền de Phượng-hoàng 鳳凰, dédié à Chu- văn-Chinh 朱文貞.	Fondé sous les Trần.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
53	Đông-triều 東潮	Mễ-sơn 米山	Hà-lôi 河雷	Ensemble de la pagode bouddhique Quỳnh-lâm 瓊林 et des cimetières bouddhiques situés devant le portique d'entrée.	Pagode fondée sous les Lí ; réparée sous les Trần.
54	—	Đạm-thủy 淡水	Yên-sinh 安生	Temple dédié aux neuf souverains de la dynastie des Trần.	Élevé et entretenu au cours du XIX ^e siècle.
55	Gia-lộc 嘉祿	Hậu-bồng 厚俸	Hậu-bồng 厚俸	Pagode bouddhique Quang-minh 光明, dite Việ-n-quang 圓光 et Bổng 霽.	Date de fondation inconnue; reconstruite en 1578; réparée à plusieurs reprises au XVII ^e siècle.
56	—	Bao-trung 褒中	Cám-dải Cám-câu 錦帶錦求	Đền de Quỳnh-hoa 瓊花, dédié à la Ý-lan phu-nhân 倚蘭夫人, à l'empereur Nhân-tôn des Lí 李仁宗 et à Minh Nhân Vương 明仁王.	Fondé au XII ^e siècle; réparé en 1890.
57	Thanh-hà 靑河	Bình-hà 平河	Bình-hà 平河	Pagode bouddhique Minh-khánh 明慶, dédiée à l'empereur Nhân-tôn 仁宗 des Trần 陳.	Date de fondation inconnue; restaurée aux XV ^e , XVI ^e , XVII ^e et XIX ^e siècles.
VII. — PROVINCE DE HƯNG-HÓA.					
58			Ville de Hưng-hóa	Mirador de l'ancienne citadelle.	Immeuble civil.

NUMÉROS	PHÚ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
VIII. — PROVINCE DE LANG-SƠN.					
59			Ville de Lang-sơn	Débris des remparts de la citadelle.	Immeuble mili- taire, noté pour mémoire (cf. arrêté du 15 avril 1925).
IX. — PROVINCE DE NAM-ĐÌNH.					
60	Đại-an 大安	Thanh-khê 清溪	Độc-bộ 獨步	Đền dédié à Triệu-việt vương (Quang-phục) 趙越王.	Fondé en 571 ; restauré au XVI ^e siècle.
61	Giao-thủy 膠水	Hành-thiện 行善	Hành-thiện 行善	Đền de Thần-quang 神 光, dit Keo 驕, dédié à Nguyễn-minh-Không 阮明空.	Aurait été fondé au XIII ^e siè- cle ; restauré au XVII ^e et au XVIII ^e siècle et en 1895.
62	Mĩ-lộc 美祿	Đông-mặc 東墨	Tức-mặc 即墨	Đền de Thiên-trường 天長, dit Trần, dédié aux empereurs de la dynastie des Trần 陳.	Fondé en 1239 ; restauré ou ré- paré en 1870, 1886 et 1889.
63	—	—	—	Pagode bouddhique Phổ-minh 普明, dite Chùa Tháp 厨塔, dé- diée à l'empereur Nhân-Tôn 仁宗 des Trần 陳 ; tombeau du même empereur.	Date de fonda- tion inconnue ; restaurée en 1668, 1712, 1796.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
64	Mĩ-lộc 美祿	Đòng-mặc 東墨	Tức-mặc 即墨	Đền dit Cồ-trạch故宅, dédié à Trần Đại Vương 陳大王 ou Trần-hưng-Đạo 陳興道, rattaché au đền de Thiên-trường天長 du même village et construit sur l'emplacement même de la demeure de Trần-hưng-Đạo 陳興道.	Édifié en 1895.
65	—	Hữu-bì 有備	Hà-lộc 荷祿	Tombeau et temple de Bảo-lộc 保祿, élevés à la mémoire de Trần-hưng-Đạo 陳興道.	Élevés sous les Trần; réparés à diverses reprises.
66	—	—	Năng-tĩnh 能靜	Mirador de l'ancienne citadelle annamite de Nam-dịnh.	Aurait été construit en la 14 ^e année <i>minh-mạng</i> 明命 (1833). Immeuble civil.
67	Nam-trực 南直	Thi-liệu 詩料	Hameau de Giáp-ba 甲巴, village de Trục-chính 直政	Pagode bouddhique Đại-bi 大悲, dite Bi 悲, dédiée à Từ-đạo-Hạnh 徐道行.	Fondée sous les Lê, restaurée ou réparée aux XVII ^e , XVIII ^e et XIX ^e siècles.
68	—	Đỗ-xá 杜舍	Lạc-đạo 樂道	Tombeau et temple de Trần-minh-Công 陳明公 (le temple est dit Đền Sam).	Élevés sous les Đinh et réparés au XIX ^e siècle.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
69	Nam-trực 南直	Bái-dương 沛陽	Hiệp-luật 叶律	Tombeau et temple Long-kiêu-Công 龍矯公, élevé à la mémoire de Kiêu-công-Hân 矯公罕 (le temple est dit Đền Gin 殿纏).	Le temple aurait été fondé sous les Đinh; agrandi sous les Lí; réparé à plusieurs reprises, enfin en 1898 et en 1923.
X. — PROVINCE DE NINH-BÌNH.					
70	Gia-viễn 嘉遠	Trường-an 長安	An-thượng 安上	Ensemble comprenant: a) Ruines de la citadelle de Hoa-lư 華閭.	Capitale sous les Đinh (Xe siècle) et sous les premiers Lê (Xe-XI s.).
	—	—	An-trung 安中	b) Temple dédié à l'empereur Đinh Tiên-hoàng-đê 丁先皇帝 et à la dynastie des Đinh.	Date de fondation inconnue; réparé pour la dernière fois en 1903.
	—	—	An-hạ 安下	c) Temple dynastique des Lê antérieurs.	Date de fondation inconnue; réparé en 1912.
	—	—	An-trạch 安宅	d) Sépulture royale de Đinh Tiên-hoàng-đê 丁先皇帝, sur le mont Mã-yên 馬鞍.	Réparée en 1833.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
71	Gia-viễn 嘉遠	Trường-an 長安	Hoa-lư 華閩	e) Sépulture royale de Lê Đại-Hành hoàng-đê 黎大行皇帝 au pied du mont Mã-yên 馬鞍.	Réparée en 1833.
	Kim-sơn 金山	Tự-tân 自新	Phát-diệm 發艷	Un pont couvert.	
XI. — PROVINCE DE PHÚ-THỌ.					
72	Sơn-vi 山圍	Xuân-lũng 春籠	Hi-cương 義崗	Temple des Hùng vương 雄王廟.	Date de fondation inconnue; reconstruit en 1916.
XII. — PROVINCE DE PHÚC-YÊN.					
73	Đông-anh 東英			Ensemble comprenant:	
			Xuân-kiểu 春橋	a) les ruines des enceintes de Cỗ-loa 古螺.	Capitale au III ^e siècle av. J.-C.
			Cỗ-loa 古螺	b) le temple commémoratif du roi An-dương 安楊王.	Date de fondation inconnue; réparé au début du XVII ^e siècle.
				c) le đình du village, y compris: 1) immédiatement à l'Ouest du đình, le banian, le pavillon de la fille du roi An-dương, l'autel et la pierre; 2) immédiatement au Nord du đình, le temple consacré au Ngọc-hoàng 玉皇, à Lao-tseu, à Confucius, au Buddha et à Kouan-yin.	Ensemble restauré en 1895.

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
XIII. — PROVINCE DE QUẢNG-YÊN.					
74			Ville de Quảng-yên 廣 安	Remparts et 3 portes anciennes de la cita- delle annamite.	Élevée sous Gia- long. Immeu- ble militaire. noté pour mémoire (cf. arrêté du 15 avril 1925).
75			—	Tombeau (près de l'Hô- pital militaire).	Cf. BEFEO., XVII, 1, 3-12.
76			—	Tombeau (à 80 m. au N. de la pagode Yên- hưng).	Cf. <i>Ibid.</i> , 12-14.
77	Tiên-hưng 先 興	Hà-bắc 河 北	Village de Khoái-lạc 快樂, hameau de Khê-nữ 溪 女	Tombeau.	Cf. <i>Ibid.</i> , 14.
XIV. — PROVINCE DE SƠN-TÂY.					
78			Ville de Sơn-tây 山 西	Immeuble de l'ancienne citadelle annamite prise dans son en- semble et comprenant: a) remparts, fossés, ponts et 4 portes anciennes ; b) mirador ; c) 3 bassins ; d) pagode dite des <i>lính</i> ;	Élevée sous Minh - mạng. Immeuble mili- taire, noté pour mémoire (cf. arrêté du 15 avril 1925).

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
			<p>Ville de Sơn-tây 山西</p> <p>e) petite porte en maçonnerie, à trois ouvertures et qui conduisait à l'ancienne pagode royale, aujourd'hui détruite ;</p> <p>f) petit mur ancien entre la porte e et l'ancienne pagode royale ;</p> <p>g) petit cimetière européen enclos de murs derrière les bâtiments de la garde indigène.</p> <p>N. B. — <i>Sont exceptés du classement</i> : les bâtiments de la garde indigène ; le quartier des habitations du <i>tuần-phủ</i> et des fonctionnaires annamites ; la prison ; le temple actuellement en construction sur l'emplacement de l'ancienne pagode royale ; les portes Nord et Sud construites par le service de l'Artillerie en 1893.</p>		
79	Yên-sơn(h.) 安山	Lật-sài 栗柴	Thụy-khuê 瑞圭	<p>Pagode bouddhique Thiên-phúc 天福 dite Hương-hải 香海 ou Bồ đà viện tự 普陀院寺 et vulgairement Thày 柴, dédiée à Từ-đạo-Hạnh 徐道行 (Đa-phúc 多福).</p>	Fondée au XI ^e siècle, reconstruite au XII ^e , restaurée en 1794.

NUMÉROS	PHŨ OC HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
80	Yên-sơn 安山	Lật-sài 栗柴	Sài-khê 柴溪	Đình du village.	Fondé au début du XVII ^e siècle.
mém.		Tiên-lữ 仙侶	Tiên-lữ 仙侶	Pagode bouddhique aux confins du village.	Appartenant à la province de Hà-đồng voir ci-dessus n°47).
81	Phúc-thọ 福壽	Hạ-ích 下益	Hát-môn 喝門	Temple dédié aux deux Sœurs.	Date de fonda- tion inconnue.
XV. — PROVINCE DE THÁI-BÌNH.					
82	Duyên-hà 延河	Thượng-hộ 上戶	Sâm-đồng 琛銅	Temple et tombeaux des sept souverains de la dynastie des Trần.	Temple fondé au début du XVII ^e siècle.
83	Hưng-nhân 興仁	Đặng-xá 鄧舍	Hameaux de Thái- đường 太堂 et de Phú-đường 富堂	Temple et tombeaux des quatre souverains ancêtres de la dynas- tie des Trần : Thái-tổ 太祖, Thái-tôn 太宗, Thánh-tôn 聖宗 et Nhân-tôn 仁宗.	Restaurés en 1805.
84	—	Thanh-trào 靑潮	Mĩ-đại 美大	Temple dédié à quatre souverains de la dy- nastie des Lê et tom- beau Cung-dê 恭帝.	Date de fonda- tion inconnue; réparés en 1910.
85	Thụy-anh 瑞英	Bích-du 碧油	Tứ-các 紫閣	Temple de Lí Nam-dê 李南帝, dédié à Lí- Bí 李贲 (VI ^e siècle).	Date de fonda- tion inconnue; dernière répa- ration effec- tuée en 1896.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
86	Trực-dịnh 直定	Đồng-sâm 銅琛	Thượng-gia 上嘉	<p>Dans le temple élevé sur l'ancien temple dédié à Triệu Vũ-đê 趙武帝 (Tchao T'o; Triệu Đà), les objets mobiliers suivants :</p> <p>a) 4 statues en pierre laquées, b) 2 cigognes en cuivre, c) 4 séries d'armes en métal ciselé, d) garnitures d'autel en argent ciselé, e) sabre en or ciselé, f) statue en cuivre laqué (reine), g) statue en bronze laquée (roi), h) tablette de la reine, i) 2 tables d'autel sculptées et laquées, à l'entrée du sanctuaire, j) 2 haches très anciennes (tête en métal; manche en bois laqué) sur le premier autel central du sanctuaire.</p>	La date de fondation du premier temple est inconnue; elle serait très ancienne. Réparation en 1820. Le temple actuel date de 1920.
XVI. — PROVINCE DE THÁI-NGUYỄN.					
87			Ville de Thái- nguyễn	Remparts de l'ancienne citadelle annamite.	Immeuble militaire noté pour mémoire (cf. arrêté du 15 avril 1925).

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS OU DES OBJETS	DATES
XVII. — PROVINCE DE TUYÈN-QUANG.					
88			Ville de Tuyèn- quang	Remparts et mirador de l'ancienne citadelle annamite.	Immeuble mili- taire noté pour mémoire. (Cf. arrêté du 15 avril 1925).
XVIII. — PROVINCE DE VĨNH-YÈN.					
89	Lập-thạch 立石	Hạ-ích 下益	Xuân-lôi 春雷 (dans le temple du village, dé- dié à Thái- chiêu-Viên 太昭媛)	Une stèle datée de la 8 ^e année <i>đại-chính</i> 大正 des Mạc (1537) pro- venant du tombeau de Thái-chiêu-Viên 太昭媛, une des femmes de Mạc- dăng-Dung 莫登庸.	1537; décou- verte en 1906.

Liste des monuments historiques de l'Annam

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES (1)
I. — THANH-HOÁ.					
<i>Monuments annamites.</i>					
1	Quảng-hóa 廣化	Village de Tây-giai 西街, canton de Cao-mật 高密	An-tôn 安孫	Citadelle des HỒ 胡城: enceinte et portes voûtées.	
2	—	—	Kim-âu 金甌	Palais des HỒ 胡.	
3	Thiệu-hóa 紹化	Đại-bôi 大貝	Đại-khánh 大慶	Pagode de Đại-hùng 大 雄: stèle de 1429.	
4	Thọ-xuân (ph.) 壽春	Quảng-yên 廣安	Lam-sơn 藍山	Tombeaux des Lê 黎: tombeaux; stèles de 1433 et 1504.	
5	Đông-sơn (h.) 東山	Bồ-đức 布德	Kiều-dại 橋代	Temple funéraire des Lê 黎.	
6	Hậu-lộc(h.) 厚祿	Du-trường 油場	Duy-tinh 維精	Pont de Phụng-hoàng: Pont et stèle.	
7	Hà-trung (ph.) 河中		Trạch-lâm 澤林	Stûpa de pierre avec statue de bronze en bois. Statue en bois laqué et doré de la princesse Nguyễn- ngọc-Tu. Miêu de Đắc-tiên.	
8	Đông-sơn (h.) 東山		Thanh-hóa 清化	Citadelle: enceinte, palais, magasin à riz.	

(1) Abréviations: Un nombre en chiffres romains suivi d'un autre en chiffres arabes renvoie au tome et à la page de l'*Inventaire descriptif des monuments çams de l'Annam* de H. Parmentier; BE. = *Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient*; Cœ. C. = G. Cœdès, *Liste générale des inscriptions, Champa*; Ph. = phủ; h. = huyện.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
II. — NGHỆ-AN.					
<i>Monuments annamites.</i>					
9			Ville de Vinh	Remparts et portes de la citadelle construite en 1804 et réparée en 1831.	
10	Diễn-châu (ph.) 潁州	Vạn-phân 萬分	Tây-khê 西溪	Thành Ông Ninh 城翁寧, citadelle.	
11	Tương-dương (h.) 襄陽	Yên-duyệt 安悅	Ban-cam (xã de Chi-khê) 支溪	Stèle inscrite de 1335.	
12	Quì-châu (ph.) 葵州	Tào-khê 曹溪	Tào-khê 曹溪	Pagode de Chín-gian 珍間 (des 9 travées).	
III. — QUẢNG-BÌNH.					
A. <i>Monuments chams.</i>					
13	Bồ-trạch (h.) 布澤	Cao-lao 高牢	Phong-nha 峯衙	Phong-nha 峯衙. Grottes à inscriptions.	I, 542 ; Cœ. C. 114.
14	Quảng-trạch (ph.) 廣澤	Thuận-lễ 順禮	Lạc-sơn 樂山	Lạc-sơn 樂山. Grottes à inscriptions.	I, 548 ; Cœ. C. 115.
15	Quảng-ninh (ph.) 廣寧	Thạch-bàn 石盤	Mĩ-đức 美德	Mĩ-đức 美德. Vestiges d'un monument.	
16	Phong-diên 豐田	Phù-trạch 扶宅	Mĩ-thành (près de la cure de Van-qui).	Statue chame dorée et <i>lînga</i> .	BE., XVIII, x, 61.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
<i>B. Monuments annamites.</i>					
17	Phong-lộc (h.) 豐祿	Long-dại 隆代	(Sur un terrain domanial, dans le jardin d'un agent des douanes, Đông-hới).	Đò Cầu-dài ou Stèle du Long Pont.	BE, VI, 87.
18			Đông-hới	Citadelle : portes et remparts.	
19	Quảng-ninh (ph.) 廣寧	Võ-xá 武舍	Thạch-lũy	Quảng-bình quan 廣平關.	
20		Long-dại 隆代	Tả-tiếp 左捷	Võ-thắng quan 武勝關. Portes voûtées dites Quảng-bình quan et Võ-thắng quan, de l'ancien mur de Đông-hới et l'enceinte qui subsiste avec deux portes voûtées à l'embouchure du fleuve de Đông-hới, rive gauche.	
21	(Entre le village de Ngru-sơn 牛山 (Hà-tĩnh) et le village de Vĩnh-sơn 永山, canton de Thuận-hoà, 順和, phủ de Quảng-trạch 廣澤 (Quảng-bình).			Porte d'Annam.	

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
IV. — QUẢNG-TRỊ.					
A. Monuments chams.					
22	Triệu-phong (ph.) 肇豐	An-dôn 安敦	Nhan-biêu 顏瓢	Nhan-biêu ; soubassement de tour ; sculptures ; stèle inscrite.	I, 526; II, 597; Cœ. C. 149.
23	—	An-dôn 安敦	Nhan-biêu 顏瓢	Đa-nghi. Vestiges et sculptures.	II, 598; BE., XVI, v. 97.
24	—	Bích-la 碧羅	Cổ-thành 古城	Cổ-thành. Sculptures.	I, 528.
25	—	—	Bích-la 碧羅	Bích-la. Sculptures.	I, 531.
26	—	An-dôn 安敦	Trà-liên 茶蓮	Trà-liên. <i>Linga</i> sur autel.	I, 533.
27	—	An-dã 安野	Dương-lệ 揚麗	Dương-lệ. Vestiges et statue.	I, 533.
28	—	An-lưu 安留	Phương-sơn 方山	Phương-sơn. Tympan et statue.	II, 600.
29	Gio-linh (h.) 由靈		Hà-trung 河中	Hà-trung. Vestiges, sculptures, pilier inscrit.	I, 534; Cœ. C. 113.
30	Cam-lộ (h.) 甘露		Trương-xá 張舍	Trương-xá. Restes de 3 tours.	II, 602.
31	Hải-lăng (h.) 海陵		Đại-an ou Thạch-hàn 石悍	Soubassement d'une tour et de 3 monuments.	BE., V, 186.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DESIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
32			Quảng-trị 廣治 (Résidence)	Linga, autels, sculptures, colonnes.	
33	Hải-lăng (h.) 海陵	Cự-hoan 俱歡	Cự-hoan 俱歡	Cự-hoan ; vestiges ; sculptures.	I, 524.
34	—	An-thư 安舒	Mĩ-chánh 美政	Vestiges ; sculptures.	II, 595.
B. <i>Monuments annamites.</i>					
35	Hải-lăng 海陵		Quảng-trị 廣治	Remparts et portes de la citadelle annamite.	
V. — THỪA-THIÊN.					
A. <i>Monuments chams.</i>					
36	Phú-lộc (h.) 富祿	Diêm-trường 鹽場	Vinh-hoà 榮和	Linh-thái. Tour transformée par les Annamites ; sculptures ; 2 piédroits inscrits.	I, 507 ; Cœ. C. 109-110.
37	Hương-trà (h.) 香茶	Long-hồ 隆湖	Cổ-bưu 古郵	Cổ-bưu. Vestiges, piédestal, tympan.	II, 591.
38	—	Phú-ôc 富屋	Liều-côc 柳谷	Liều-côc. Restes de 2 tours.	II, 592.
39	—	Vĩnh-trị 永治	Thanh-phúc 清福	Thanh-phúc. Tympan.	II, 592.
40	Quảng-diễn (h.) 廣田	An-thành 安城	Phú-lương 富良	Phú-lương. Stèle inscrite.	I, 515 ; Cœ. C. 112.
41	—	Thanh - cần 清勤	Lai-trung 來中	Lai-trung. Vestiges d'une citadelle. Stèle inscrite.	II, 597 ; Cœ. C. 148.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
42	Phong-diễn (h.) 豐田	Phù-trạch 扶宅	Ưu-diêm 優曇	Ưu-diêm. Vestiges et sculptures.	I, 517.
43	—	—	Trạch-phô 澤浦	Trạch-phô, <i>lिंगa</i> ; tympan.	I, 515.
44	—	—	Mĩ-xuyên 美川	Mĩ-xuyên. Statue; tympan.	I, 516.
45	Hương-thủy (h.) 香水	Lương-văn 良文	Lương-văn 良文	Lương-văn. Vestiges d'une tour; tympan.	II, 591.
46	Phú-vang (h.) 富榮	Ngọc-anh 玉英	Chiết-bi 浙陂	Chiết-bi. Vestiges ; fragment de piédestal.	II, 591.
47	—	Mậu-tài 茂材	Tiên-nộn 僊嫩	Tiên-nộn. Lion de pierre.	II, 592.
48			Huê, Long-thò	Zone des remparts chams de l'ancienne ville forte de K'iu-sou.	BE., XIV, ix, 29-32.
49			Huê	Sculptures chames du Musée des Amis du Vieux Hué.	
50			Phú-xuân 富春 (faubourg de Huê).	2 lions de pierre à l'entrée d'une pagode.	
B. - Monuments annamites et divers.					
51	Phú-lộc 富祿			Monuments du Col des Nuages. Portes de Quảng - nam 廣南 (đồn-nhút), et de Huê (đồn-nhì).	

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
52	Phú-lộc 富祿	An-nông 安農	An-nông 安農	Bâtiments de l'ancien <i>trạm</i> .	
53	Hương-trà 香茶	Vĩnh-trị 永治	Thai-dương hạ 邵楊下	Thuận-an 順安. Fort du Nord. Bains du Roi. Porte voûtée d'une ancienne pagode.	
54	—	An-ninh 安寧	An-ninh thượng 安寧上	An-ninh thượng. Văn-miêu. Tour de la pagode Thiên-mộ.	
55	—	Long-hồ 隆湖	La-chữ 羅渚	La-chữ. Đình.	
56	Hương-thủy 香水	Giã-lê 野犁	Thanh-thủy chánh 清水正	Thanh-thủy chánh. Pont couvert.	
57	—	Cư-chánh 居正	Phủ-cam 府甘 (Huê)	Phủ-cam. Tombes de Forçant et de M ^{me} Chaigneau.	
58	—	—	Dương-xuân thượng 陽春上	Dương-xuân thượng. Vieux cimetière français; tombe chrétienne près du rempart cham.	
59	—	—	Nguyệt-biêu 月瓢	Arènes (Hỗ-quyển).	
60	—	An-cửu 安舊	An-cửu tây 安舊西 (près Huê).	Petit mamelon situé près du Ngự-bình 御屏 (Ecran du roi), qui servit aux Tây-sơn 西山 pour les cérémonies du <i>nam-giao</i> .	
VI. — QUẢNG NAM.					
A. Monuments chams.					
61	Hà-đông (h.) 河東	Phước-lợi 福利	Phú-ninh 富寧	Phú-ninh. Vestiges de tour. Sculptures.	I, 241.

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
62	Hà-dòng (h.) 河東	Hòa-dức 和德	Trường-an 長安	Trường-an. Sculptures dans la pagode.	I, 242.
63	—	Phú-quí hạ 富貴下	Phú-hưng 富興	Phú-hưng. Vestiges et sculptures.	I, 245 ; II, 582.
64	—	Hoà-dức 和德	Khương-mĩ 耆美	Khương-mĩ. 3 tours. Sculptures.	I, 246.
65	—	Chiền-dàng 旃檀	Chiền-dàng 旃檀	Chiền-dàng. 3 tours et vestiges. 1 inscrip- tion écornée, frag- ment d'une pierre brisée en trois (2 ^e fragment détruit, 3 ^e à Tourane).	I, 269 ; Cœ. C. 64.
66	—	—	Thạch-tàn	Mê-môn. Sculptures ; cave à ablutions.	BE, XVIII, x, 57.
67	—	—	—	8 sculptures chames dans 2 <i>miếu</i> du ha- meau de Xương- long đông.	BE, XXIII, 271.
68	—	—	—	6 sculptures chames dans un <i>miếu</i> du ha- meau de Thi-thượng.	Ib.
69	—	—	An-mĩ đông 安美東	Tertre avec inscription.	BE, XXIII, 271 ; Cœ. C. 158.
70	—	—	—	1 <i>lînga</i> dans un bois et une sculpture sur un pont aux environs du <i>miếu</i> de Tam-vi.	
71	Thăng-binh (ph.) 升平	Phú-mĩ 富美	Phước- thành	Phước-thành. Ruines d'une tour. Linteau.	I, 280.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
72	Thăng-bình (ph.) 升平	Châu-đức 周德	Xuân-thái 春泰	Xuân-thái. Vestiges et sculptures.	I, 280.
73	—	—	Đồng- dương 桐陽	Đồng-dương. Grand temple ; 2 stèles et 1 piédroit inscrit.	I, 281 ; Cœ. C. 66-68.
74	—	—	Xuân-sơn 春山	Xuân-sơn. Vestiges et colonne.	I, 282.
75	—	—	Mĩ-hòa 美和	Tân-thành. Vestiges de 3 édifices.	Ib.
76	—	—	Hương-chi	Hương-chi. Vestiges d'un monument.	Ib.
77	—	—	Hà-lam	Hà-lam. Vestiges, <i>lin-gu</i> inscrit.	I, 283 ; Cœ. C. 65.
78	Quê-sơn (h.) 桂山	Xuân-phú trung 春富中	Hương-quê 香桂	Hương-quê. Vestiges, sculptures et stèle inscrite.	II, 584 ; Cœ. C. 140.
79	—	Quảng-dại 廣大	Trung-phước 忠福	Trung-phước. 2 inscriptions rupestres.	Cœ. C. 160.
80	—	—	Thạch-bích 石碧	Thạch-bích. Inscription rupestre.	II, 587 ; Cœ. C. 135.
81	Duy-xuyên (h.) 維川	Mậu-hòa trung 懋和中	Mĩ-sơn 美山	Mĩ-sơn. Groupe de temples ; sculptures et inscriptions.	I, 337 ; Cœ. C. 75-80, 82-86, 88-9, 91-2, 96-100, 102-3.
82	—	—	Phú-nhuận 富潤	Phú-nhuận. Roche gravée d'un lion et de quelques mots.	
83	—	—	Thu-bồn 秋盆	Thu-bồn. Sculptures diverses.	I, 286.

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
84	Duy-xuyên (h.) 維川	Mậu-hòa trung 懋和中	Chiêm-sơn 瞻山	Chiêm-sơn. Tour ruinée ; restes d'une salle ; statue dans une pagode ; 2 inscriptions rupestres. Pierre inscrite (Nandin).	I, 288, 307 ; Cœ C. 105, 147, 161.
85	—	—	Trà-kiệu 茶僦	Trà-kiệu. Vestiges d'une citadelle. Sculptures.	I, 288 ; BE, XIV, ix, 32-35.
86	—	Phú-mĩ trung 富美中	An-hòa 安和	An-hòa. Vestiges et sculptures. Inscription rupestre.	I, 285 ; Cœ. C. 164.
87	—	—	Thạnh-mĩ 盛美	Thạnh-mĩ. Sculptures rupestres.	I, 285.
88	—	An-lễ 安禮	An-thỉnh 安靑	An-thỉnh. Carrières ; graffiti.	I, 285 ; Cœ. C. 104.
89	—	Đông-yên 東安	Vĩnh-trinh 永貞	Vĩnh-trinh. Inscription rupestre.	BE, XXIII, 272 ; Cœ. C. 165.
90	—	Thanh-châu 靑州	Thanh-châu 靑州 (hameau de Lang-yên)	Statue d'homme transformée et adorée par les Annamites comme Bà Lôi.	
91	—	Mĩ-khê 美溪	Long-phước 隆福	Linga à demienterré.	BE, XXIII, 272.
92	—	Xuân-phú	Dương-mong.	Emplacement double et linga.	
93	Điện-bàn (ph.) 奠磐	An-thái thượng 安泰上	Lạc-thành 樂成	Lạc-thành. Stèle inscrite.	I, 309 ; Cœ. C. 127.

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
94	Điện-bàn (ph.) 奠磐	Hạ-nông 夏農	Bằng-an 憑安	Bằng-an. Groupe de tours. Sculptures dans une rizière.	I, 310
95	—	Đạo-hòa	Bảo-an 保安	Bảo-an. Pagode de Chánh-linh. Buddha restauré à l'annamite.	BE, XVIII, x, 58.
96	—	An-thái 安泰	Phong-thứ 豐黍	Phong-thứ. Terrasses de briques avec 4 <i>lîngas</i> .	BE, XVII, x, 59.
97	Dại-lộc (h.) 大祿	Đức-hòa 德和上	Thuy-bô	Thuy-bô. Tympan sculpté.	I, 314.
98	Diên- phước (h.) 延福	Thanh-quít trung 青橘中	Quá-giảng	Quá-giảng. Quelques sculptures, restes d'une tour démolie. 3 statues remaniées dans un <i>miêu</i> du ha- meau de Chiêm-lai thượng.	I, 314.
99	Hòa-vang (h.) 和榮	Hòa-an 和安	Hòa-an 和安	Sculptures chames dans un pagodon.	BE, XXIII, 274.
100	—	Phước- thương	Nghi-an 安宜	Sculptures déposées à la concession Gra- velle.	I, 334 ; II, 587.
101	Tam-kỳ (ph.) 三岐	Đức-hòa 德和	Phú-quí 富貴	Phú-quí. Inscriptio :.	II, 582; Cœ. C. 133.
B. Monuments annamites et divers.					
102	Hòa-vang (h.) 和榮	Bình-thái hạ	Hóa-quê.	Montagnes de marbre. Grottes. Sculptures.	

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
103			Tourane.	Portique de la pagode de Long-thu et stèle brisée de la 5 ^e année <i>thịnh-đức</i> , derrière le Musée. Reste de la citadelle dans l'hôpital actuel.	
104			—	Cimetière franco-espagnol, à Tiên-chà.	
105			Faifo.	Citadelle (enceinte), « Pont japonais », « Pagode de la Maternité ».	

VII. — QUẢNG-NGÀI.

A. *Monuments chams.*

106	Mộ-đức(h.) 暮德	Lại-đức 賴德	Bồ-đề 菩提	Miêu de Bồ-đề. Statue de Ganeça.	I, 224.
107	Tư-nghĩa (ph.) 思義	Nghĩa-diễn 義田	Chánh-lộ	Chánh-lộ. Ruines ; sculptures.	I, 225.
108	—	Nghĩa-hà 義河	Phú-thọ 富壽	Phú-thọ. 1 linteau : 1 nandin.	I, 234.
109	—	—	Cổ-lũy 古壘	Cổ-lũy. Vestiges d'une citadelle.	I, 235.
110	Bình-sơn (ph.) 斗山	Bình-châu 平洲	Châu-sa 殊砂	Châu-sa. Vestiges d'une citadelle.	I, 235.
111	—	Bình-diễn 平田	Đông-phúc 東覆	Đông-phúc. 2 statues.	I, 238.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
112	Bình-sơn (ph.) 平山	Bình-hà 平河	Tân-hi 新禧 (pagode)	Statue de Ganeça assis, haut. om. 65 environ, dorée et adorée sous le nom de Madame Eléphant.	
113	Đức-phổ (h.) 德普	Phò-vân	Long-thành	Pointe Sahoi. Inscription rupestre.	II, 582.
114	—	Phò-tri	Mĩ-thuận	Mĩ-thuận. Inscription rupestre.	BE, XXIII, 270.
115	Sơn-tĩnh (h.) 山靜	Tĩnh-hòa 靜和	Phong-niên 豐年	Phong-niên. Vestiges, sculptures.	BE, XXIII, 271.
116	—	Tĩnh-trung 靜中	Trà-bình trại 茶平寨	Trà-bình trại. Vestiges, sculptures.	BE, XXIII, 271.
117				Résidence. Sculptures diverses ; fragment de piédroit inscrit.	I, 225 ; Cœ. C. 62.
B. <i>Monuments annamites.</i>					
118			Quảng-ngãi 廣義	Enceinte de la citadelle.	
VIII. — BÌNH-ĐỊNH.					
A. <i>Monuments chams.</i>					
119	Tuy-phước (ph.) 綏福	Dương-an 陽安	Hưng-thạnh 興盛	Tours de Hưng-thạnh : 2 tours en briques et vestiges.	I, 146.
120	—	Nhơn-ân 仁恩	Trung-tín 忠信	Buddha sur nàga, près de la pagode de Văn-thành.	II, 578.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
121	Tuy-phước (ph.) 綏福	Nhơn-ân 仁恩	Đại-lộc 大祿	Tours d'argent.	I, 157.
122	—	—	Đại-tín 大信	Pierre inscrite déposée au đình du village.	II, 577 ; Cœ. C. 131.
123	—	Quảng- ngiệp 廣業	Bình-lâm 平林	Tour ; sculptures ; ves- tiges de citadelle.	I, 166.
124	An-nhơn (ph.) 安仁	Nhơn-ngãi 仁義	Phú-sơn 富山	Inscription.	II, 578 ; Cœ. C. 130.
125	—	—	Mĩ-thạnh 美盛	Piédestal, dans la pago- de de Ngũ-ban.	I, 184.
126	—	—	An-thuận 安順	Pierre inscrite déposée au đình.	I, 172 ; II, 578 ; Cœ. C. 54.
127	—	An-nghĩa 安義	Khánh-lễ 慶禮	Lion cariatide.	I, 172 ; II, 579.
128	—	—	Bá-can 把耕	Enceinte de Chaban occupée par ces trois villages ;	I, 198 ; II, 581.
			Nam-an 南安	Sculptures dans la pago- de de Thập-tháp (vil- lage de Thuận-chánh).	
			Thuận- chánh 順政	3 lions, 2 éléphants (pagode et tombeau de Võ-Thanh.)	
129	—	—	Phú-thành 富成 Châu-thành 珠城	Tour d'or ou Thộc-lộc.	I, 214.
130	—	—	Nam-an 南安	Tour de cuivre ou Canh-tiên.	I, 204.

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
131	An-nhơn (ph.) 安仁	An-nghĩa 安義	Nhạn-tháp 鳳塔	2 dvārapālas restaurés à l'annamite (pagode de Nhạn-sơn).	I, 210.
132	—	Hảo-dức 好德	Dương-lăng 陽陵	Ganeça (pagode de Hưng-long).	I, 179.
133	Bình-khê (h.) 平溪	Phú-phong 富豐	Thủ-thiện 取善	Tour ; <i>līngas</i> .	I, 179 ; III, 580.
134	—	—	Vân-tường 雲祥	Tours d'ivoire ou Dương-long. 3 tours ; vestiges ; lions.	I, 185.
135	Phù-cát (h.) 符吉	Xuân-yên 春安	Đại-hữu 大有	Vestiges de 2 édifices ; sculptures et un fragment d'inscription (transportés à l'église de Đại-an) ; Çiva inscrit, dans un pagodon.	I, 211 ; Cœ. C. 128-129.
136	Hoài-nhơn (ph.) 懷仁	Trung-yên 忠安	Phụ-dức 附德	Vestiges d'enceinte et de tours. Grotte ayant servi d'ermitage.	I, 217.
137	—	Kim-sơn 金山	Kim-sơn 金山	Stèle inscrite de Kim-sơn ou Ca-xơn.	I, 565 ; Cœ. C. 57.
138	Hoài-ân (h.) 懷恩	Vân-sơn 雲山	Thành-sơn 城山	Inscription rupestre.	I, 217 ; Cœ. C. 60.
139			Bình-định 平定	Sculptures diverses conservées dans la citadelle.	I, 172.
140			Qui-nhơn 歸仁	Sculptures diverses à la Résidence.	I, 142.
B. <i>Monuments annamites.</i>					
141			Bình-định 平定	Enceinte de la citadelle.	

NUMÉROS	PHŨ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
IX. — PHÚ-YÈN.					
<i>Monuments chams.</i>					
142	Tuy-hòa (ph.) 綏和	Hòa-lạc 和樂	Phúc-thạnh 福盛	Núi-bà. Sculptures, dont 3 inscrites.	I, 134 ; Cœ. C. 44-6.
143	—	Hòa-tường 和祥	An-nghiệp 安業	Citadelle de Thành-hồ. Rempart de briques.	I, 137.
144	—	Hòa-bình 和平	Nhạn-tháp 鴈塔	Tour de briques.	I, 138.
145	—	—	Tuy-hòa 綏和	Statue sur un piédestal.	
146	Tuy-an (ph.) 綏安	An-sơn 安山	Mĩ-long 美隆	Cầm-sơn. Inscription rupestre dite de Chơ- dinh.	I, 140 ; Cœ. C. 41.
X. — KONTUM.					
<i>Monuments chams.</i>					
147				Yang Prong. Tour, <i>lin-</i> <i>ga</i> , piédroits inscrits.	I, 557 ; Cœ. C. 116.
148			Plei Chur et Cheo Reo	Yang Mum. Tour ; 2 sta- tues, dont une ins- crite ; stèle (les 2 dernières provenant de Drang Lai).	I, 59 ; Cœ. C. 42, 43.
149			—	Drang Lai. Vestiges ; statue de Çiva sur nandin.	

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
150			Plei Wao	Bamong Yang. Dallage en briques et 3 piédestaux.	BE., XIX, v, 104.
151			—	Rong Yang, au S. du précédent. Tour en briques.	Id.
152			Kontum 崑崙 (Résidence)	Cuve à ablutions inscrite, provenant de Kon Klor.	Cœ. C. 167.
153			—	Statue provenant de Bamong Yang.	

XI. — KHÁNH-HÒA.

Monuments chams et annamites.

154	Vinh-xương (h.) 永昌	Xương-hà 昌河	Cù-lao 虬牢	Pò Nagar. 4 sanctuaires et ruines de 2 autres; salle à colonnes; statues et inscriptions.	I, 111; Cœ. C. 28-39, 118, 125.
155	—	—	Ngọc-hội 玉會	Groupe de 5 tombeaux, dont un dit de Bá-da-lộc 伯多祿 (Petrus).	
156	Ninh-hòa (ph.) 寧和	Phước-hà 福河內	Lễ-cam 醴甘	Lễ-cam. 2 inscriptions rupestres.	II, 576; Cœ. C. 126-7.

XII. — PHAN-RANG.

Monuments chams.

157	An-phước (h.) 安福	Hữu-dức 有德	Hậu-sanh 厚生	Pò Romé. Sanctuaire avec inscription, édicule, statue inscrite.	I, 61; Cœ. C. 15, 16.
-----	---------------------	---------------	----------------	---	-----------------------

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
158	An-phước (h.) 安福	Hữu-dec 有德	Vĩnh-thuận 永順	Pò Sah. Vestiges ; stèle inscrite.	I, 76 ; Cœ. C. 22.
159	—	—	—	Glai Lamau. Nandin, <i>lînga</i> .	I, 77.
160	—	—	Bình-chữ 平渚	Đá trắng. Stèle inscrite.	I, 78 ; Cœ. C. 25.
161	—	Nghĩa-lập 義立	Văn-lâm 文林	Đá nẻ ou Batau Tablah. Roche inscrite.	I, 72 ; Cœ. C. 17.
162	Ninh-thuận (đạo) 寧順	Phú-quí 富貴	Nho-lâm 儒林	Cimetière cham.	I, 72.
163	—	—	Phú-quí 富貴	Vestiges ; linteau inscrit.	II, 574 ; Cœ. C. 122.
164	—	Vạn-phước 萬福	Mông-dec 蒙德	Pò Nagar. Sculptures ; stèle inscrite.	I, 75 ; Cœ. C. 14.
165	—	Đắc-nhơn 得仁	Đắc-nhơn 得仁	Pò Klong Garai. 4 édi- fices ; <i>mukhalingq</i> ; inscriptions sur les piédroits du sanc- tuaire ; roches ins- crites en avant et sur les mamelons voisins.	I, 81, 95 ; Cœ. C. 8, 12, 13.
166	—	Mĩ-tường 美祥	Khánh- tường	Inscription rupestre.	I, 97 ; Cœ. C. 121.
167	—	—	Tri-thủy 淄水	Hoà-lai ou Yang Ba- kran. 3 tours ; vesti- ges.	I, 98.
168	—	Kinh-dinh 經營	Nhơn-sơn 仁山	Mont Kadu. Inscription rupestre.	II, 575 ; Cœ. C. 123.
169	—	—	Đòng-mẻ (concession Caville)	Une statue ; 3 <i>kut</i> (pierres funéraires) ; un brûle-parfums en pierre.	BE, XXIII, 268.

NÚMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
XIII. — BÌNH-THUẬN.					
<i>Monuments chams.</i>					
170	Hàm-thuận (ph.) 咸順	Đức-thắng 德勝	Ngọc-lâm 玉林	Tours de Phổ-hải. 2 tours et une construc- tion accessoire en bri- ques, 2 inscriptions sur les traverses de la porte principale, 1 <i>liṅga</i> .	I, 29.
171	Hòa-đa (ph.) 禾多	Vĩnh-an 永安	Giang-tây 江西	Song-lũy. Citadelle, avec mur de latérite.	I, 36.
172	—	—	Lương-sơn 良山	<i>Kut</i> de Pô Klong Mơ Nai (pagode de Thuận-dông). <i>Kut</i> de Pô Bia Sơm.	I, 38.
173	—	Đa-phước 多福	Hòa-thuận 和順	5 <i>kut</i> (des parents de Pô Romé).	I, 42.
174	—	—	—	8 <i>kut</i> (dont celui de Pô Yang Thok).	I, 42.
175	Phan-lý (cham) 藩里土 (h.)	Ninh-hà 寧河	Tôn-thành 存誠	3 <i>kut</i> (dont celui de Pô Panrong Kamar); 1 cuve à ablutions.	I, 41.
176	—	—	Hựu-an 祐安	3 <i>kut</i> (dont l'un de Pô Panrong Labang).	I, 42.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
177	Phan-ly (cham, h.) 潘里(士)	Tuàn-giáo 遵教	Trí-thới 致泰	<i>Kut</i> de Pò Panrong Thut Paghvorh.	I, 41.
178	—	—	Tịnh-mĩ (ch. Palei Chanar).	Murs de la maison de la sœur de Pò Klong Gahul. Trésor royal (2 tiaras royales, or ; 3 bonnets de reine ; 2 bracelets cassés, or ; petite cuvette, argent ; 3 paires de boucles d'oreille, or ; partie de couronne religieu- se ; lances).	I, 43 ; BE, V, 5.
179	—	—	Trì-dức 持德 (ch. Tò-ly).	<i>Bamung</i> (sanctuaire en matériaux légers) de Pò Klong Gahul (pa- gode de Tò-ly) ; 3 sta- tues (le roi et ses deux femmes) ; 4 <i>kut</i> près d'une ruine ; 3 <i>kut</i> près de l'autre.	I, 43.
180	—	—	Thanh-hiếu 青好	<i>Bamung</i> de Pò Nit (pa- gode de Thanh-hiếu) ; 3 statues (le roi et ses deux femmes). Nom- breux <i>kut</i> .	I, 45.
181	—	Tuy-tĩnh 綏靖 (ch. Bah Plom).	Tuy-tĩnh 綏靖 (ch. Bah Plom).	<i>Bamung</i> ruiné de Pò Nrop : statue du roi.	I, 47.
182	—	—	Lạc-trị 樂治	<i>Bamung</i> de Pò Nagar Tawait ; à l'intérieur, 5 <i>kut</i> en pierre.	I, 58.

NUMÉROS	PHỦ OU HUYỆN	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
183	Phan-lý (cham) 藩里(土)	Tuy-tĩnh 綏靖	Trang-hòa (rattaché à Lạc-trị 樂治)	Pò Dam. 3 sanctuaires existants et 3 ruinés.	I, 50.
184	—	—	Vĩnh-hanh 永亨	<i>Bamung</i> de Pò Kabrah : 1 cuve à ablutions ; 3 pierres à offrandes ; 1 brûle-parfums en pierre ; nombreux <i>kut</i> .	I, 58.
185	Tuy-phong (h.) 綏豐	Bình-thạnh 平盛	Long- phước 龍福	<i>Bamung</i> de Pò Nagar Taha Chak. Statue d'Umà dite <i>kut</i> de Pò Pan.	I, 58.

Liste des monuments historiques de la Cochinchine.

NUMÉROS	PROVINCE	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES (1)
1	Bắc-liêu 北 遼		Bắc-liêu 北 遼 (Inspection)	Cadran solaire du XVII ^e siècle (?)	
2	Baria 婆 厘	(Cap St- Jacques).		Buddha de pierre dans la pagode de Thăng- tàm.	BE, XXIII, 2 93.
3	Biên-hòa 邊 和		Bru-sơn	Statue de Vishnou avec inscription, dans la pagode.	IC, 5 3; Cœ. C. 1.
4	—		Tân-triều đồng	Statue de Ganeça dans la pagode de Hội- phước.	IC, 555.
5	Cần-thơ 芹 苴 délégation de Cầu-khê.		Hòa-thịnh	Stèle inscrite, au Vat Sambor.	BE, XIX, v, 107; Cœ. K. 419.
6	Châu-độc 朱 篤		Tân-quôý. île Culao Tây	Stèle sculptée.	BE, XXII, 376.
7	—		Thnot- chum.	Stèle inscrite au Vat Thleng.	IK, III, p. 479; Cœ. K. 1.
8	—		Vĩnh-gia 永 嘉	3 inscriptions dans la pagode, rapportées de Baday, province de Treang.	IK, I, p. 8; Cœ. K. 15-17.

(1) Abréviations : IC. = *Inventaire descriptif des monuments chams*, par H. Parmentier, tome 1^{er}; — IK = *Inventaire descriptif des monuments du Cambodge*, par L. de Lajonquière; Cœ. C. = G. Cœdès, *Liste générale des inscriptions, Champa*; Cœ. K. = Id. Id., *Cambodge*; — BE = *Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient*.

NUMÉROS	PROVINCE	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
9	Gia-định 嘉定		Bình-hòa xã (sur un terrain appartenant à M. Ngô- văn-Đức)	Tombeau de Nguyễn- văn-Học, général de Gia-long.	
10	—		Phú - nhuận	Tombeau de Võ-Tánh, général de Gia-long.	
11	—		— (sur un ter- rain appar- tenant à M ^{me} Vidal).	Tombeau de Võ-duy- Nghị, amiral de Gia- long.	
12			Sur la plan- tation de Tàn-sơn- nhút.	Tombeau de Lè-văn- Phong, frère du ma- réchal Lè-văn-Duyệt.	
12 bis	—		Linh-chiều tây.	2 tombeaux de la famil- le HỒ.	Traité du 15 mars 1874, art. 5.
13	Long-xuyên 龍川		Vọng-thê 望梯	Vestiges ; statue et inscription dans une pagode annamite.	BE, XXIII, 275 ; Cœ. K. 3.
14	Rạch-giá 瀝架	Thanh-bình 靑平	Vĩnh - hưng 永興	Tháp Lục-hiền ou Tháp Trà-long ; restes d'une tour ; sculptures.	BE, XVII, vi, 48.
15	Sa-dec 沙的		Tháp-mười	Vestiges du Prasat Pram Loveng.	IK, III, n° 904.
16	—		Sadec (Ins- pection).	3 stèles inscrites.	Cœ. K. 5, 7, 9.
17	Soc-trang 朔庄		Phúc-lai.	Pagode du Práh Buon Muk. Réduction de prasat en pierre.	

NUMÉROS	PROVINCE	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
18	Tây-ninh 西寧	Chơn-ba-dền 真妃顛	Rung.	Groupe de 3 édifices en briques.	BE, XXIII, 278.
19	—	Hòa-ninh 和寧	Hảo-đức 好德	Tour de Chót-mạt.	BE, IX, 740.
20	—	Hòa-ninh 和寧	Thanh-điền	Vestiges et sculptures.	BE, IX, 748 ; XXIII, 280-1.
21	—	Hàm-ninh 咸寧上	Bùng-binh	Restes d'une tour en briques.	BE, IX, 749.
22	—	Hàm-ninh 咸寧下	Phước-chí 福祉	Sculptures.	BE, IX, 753.
23	—	—	Même villa- ge, ham. de Rung-dầu.	Sculptures.	—
24	—	Triêm-hóa 霽化	Phước-trạch 福澤	Sculptures dans la pa- gode de Xóm-chua.	BE, XXIII, 284.
25	—	Giai-hóa 皆化	Tiên-thuận 先順	Vestiges de 2 monu- ments ; sculptures.	BE, IX, 750.
26	—	Khang-chèng	Phước-hưng 福興	Temple de Prei Chèk.	BE, XXIII, 286.
27	—	—	Đầy-xoày, ham. de Leach-vèng	Temple de Prei Prasat.	BE, IX, 747 ; XXIII, 286.
28	—	—	Tây-ninh 西寧 (Inspection)	Sculptures.	

NUMÉROS	PROVINCE	CANTON	LOCALITÉ	DÉSIGNATION DES MONUMENTS	RÉFÉRENCES
29	Vĩnh-long 永隆	Bình-phú 平富	Mĩ-hưng 美興	Borne inscrite.	BE, XX, IV, 1.
30			Saigon 柴棍	Tombeau de l'évêque d'Adran.	
31			—	Tombeau de Lê-văn-Duyệt, dit du Grand-Eunuque.	
32			—	Sculptures conservées au Musée de la Société des Etudes indochinoises.	
33 (Ar-rêté du 20 nov. 1926)			Saigon, chez M. Pierre Nguyễn-hữu-Hào, 37-39, rue Taberd.	Une statue en grès représentant Lokeçvara.	BE, XXIII, p. 291 et pl. xvi. Etudes asiatiques, t. I, p. 228 et pl. xvi.

Liste des monuments historiques du Cambodge.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES (1)
RÉSIDENTE DE BATTAMBANG.				
1	Sisophon	Pr. Beng.	Ruines d'un sanctuaire en briques ; stèle inscrite.	III, n° 742; Cœ. K. 230.
2	—	Pr. Sing.	Sanctuaire en briques ; lions.	III, n° 743.
3	—	Pr. Andeng Thom.	Trois sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 744.
4	—	Pr. Knang, Ouest.	Sanctuaire en briques, en partie ruiné.	III, n° 745.
5	—	Pr. Knang, Est.	Sanctuaire en briques, en partie ruiné.	III, n° 746.
6	—	Pr. Samrong.	Trois sanctuaires complètement ruinés.	III, n° 747.
7	—	Komping Puoi	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 751.
8	—	Pr. Kuk Thbeng.	Quatre sanctuaires complètement ruinés.	III, n° 752.
9	—	Pr. Kakos.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 755.
10	—	Spean Thnal Dach.	Pont ruiné.	III, n° 756.
11	—	Pr. Kuk Sès.	Tertre et piédestaux à bec orné.	III, n° 757.
12	—	Phnom Srok.	Enceinte de ville en latérite.	III, n° 758-759.

(1) Abréviations : Les références par un nombre en chiffres romains suivi d'un numéro en chiffres arabes se rapportent au tome et au numéro de l'*Inventaire descriptif des monuments du Cambodge* par L. de Lajonquière. Phn. = Phnom ; Pr. = Prasat ; V. = Vat. Les autres abréviations comme plus haut.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
13	Sisophon.		Sculptures dans le Vat Suvannakar, près du Vat Viset et au village de Trapeang Sèh.	
14	—	Pr. Beng.	Trois sanctuaires en briques ruinés, une pierre de couronnement.	III, n° 760.
15	—	Pr. Poy (ou Prei) Snuol.	Stèle sculptée.	III, n° 761.
16	—	Ampil Kong.	Ruine, piédestal.	III, n° 762.
17	—	Pr. Chranieng	Trois sanctuaires dont deux rasés.	III, n° 764.
18	—	Spean Dach.	Pont.	III, n° 768.
19	—	Spean Reap.	Pont effondré.	III, n° 769.
20	—	Pr. Sdao.	Sanctuaire en briques très ruiné; linteau.	III, n° 770.
21	—	Pr. Ta Siu, Est.	Sanctuaire en latérite et grès.	III, n° 771.
22	—	Pr. Ta Siu, Ouest.	Sanctuaire en briques; sculptures; stèle inscrite.	III, n° 772; Cœ. K. 223
23	—	Pr. Ta Dok.	Sanctuaire en latérite inachevé.	III, n° 777.
24	—	Banteai Priau.	Bâtiments divers en briques et en latérite; piédroits inscrits.	III, n° 782; Cœ. K. 220-22.
25	—	Pr. Chanleas Dei.	Trois sanctuaires en briques complètement ruinés.	III, n° 783.
26	—	Pr. Don Dom.	Trois sanctuaires en briques et annexes, très ruinés.	III, n° 784.
27	—	Pr. Chok.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 785.
28	—	Pr. Andok.	Sanctuaire en latérite ruiné; petite stèle sculptée.	III, n° 786.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
29	Sisophon	Pr. Samrong.	Trois sanctuaires complètement ruinés.	III, n° 787.
30	—	Pr. Cheng Beng.	Sanctuaire en briques ruiné ; sculptures.	III, n° 788.
31	—	Pr. Pram.	Sanctuaire en briques et annexes, en partie ruinés.	III, n° 789.
32	—	Pr. Ta Po.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 790.
33	—	Pr. Ta Koch.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 791.
34	—	P. Phias, Ouest.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 793.
35	—	Pr. Phias, Est.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 794.
36	—	Pr. Phtot Bors.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 795.
37	—	Pr. Rolüh.	Trois sanctuaires en briques ; enceinte avec gopura ; piédroit inscrit.	III, n° 799 ; Cœ. K. 219.
38	—	Pr. Kchas.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 801.
39	—	Pr. Ta Chot.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	III, n° 802.
40	—	Kuk Kabal Leau.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 803.
41	—	Pr. Svay Chek.	Sanctuaire et gopura complètement ruinés.	III, n° 805.
42	—	Pr. Khtom.	Trois sanctuaires en construction mixte portant inscriptions ; <i>liṅga</i> .	III, n° 806 ; Cœ. K. 450.
43	—	P. Thnal Dach.	Sanctuaire en latérite ruiné et annexe.	III, n° 807.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
44	Sisophon	Pr. Thom.	Trois sanctuaires en briques complètement ruinés.	III, n° 809.
45	—	Pr. Khtom Chrum.	Sanctuaire en briques, ruiné.	III, n° 810.
46	—	Pr. Ta Ei.	Sanctuaire en briques.	III, n° 811.
47	—	Thma Phuok.	<i>Chaitya</i> de grès avec images et une inscription.	III, n° 812; Cœ. K. 225.
48	—	Pr. Cheng.	Sanctuaire en latérite.	III, n° 813.
49	—	Pr. Thma Phuok.	Sanctuaire en briques très ruiné et annexes.	III, n° 814.
50	—	Banteai Teap.	Cinq sanctuaires unis en grès et enceintes.	III, n° 815.
51	—	Banteai Chhmar.	Temple en grès à galeries; statues, bas-reliefs, inscriptions sur les portes.	III, n° 816; Cœ. K. 226-27.
52	—	Pr. Chanleas Dei.	Sanctuaire en briques.	III, n° 817.
53	—	Pr. Ampil.	Ruines, sculptures, statue.	III, n° 818.
54	—	Pr. Don Tia.	Sanctuaire en briques.	III, n° 819.
55	—	Pr. Kedol.	Trois sanctuaires ruinés.	III, n° 822.
56	—	Pr. Top.	Deux sanctuaires en briques et annexes.	III, n° 823.
57	—	Pr. Pong Turk.	Trois sanctuaires en briques, dont deux très ruinés.	III, n° 824.
58	—	Pr. Lobok.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	III, n° 825.
59	—	Pr. Kuk Prasat	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	III, n° 826.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
60	Sisophon	Pr. Sing.	Trois sanctuaires ruinés ; lin- teaux ; bornes sculptées.	III, n° 827.
61	—	Pr. Rovieng.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 828.
62	—	Pr. Turk Chum	Sanctuaire en briques.	III, n° 829.
63	—	Pr. Ta Toch.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 830.
64	—	Pr. Lohok Svay.	Deux sanctuaires en briques.	III, n° 832.
65	—	Lohok Ampil.	Sanctuaire en briques.	III, n° 833.
66	—	Pr. Kuk Ro- miet.	Sanctuaire en briques.	III, n° 834.
67	—	Pr. Srè Rong.	Sanctuaire en grès et sculptures.	III, n° 836.
68	—	Phnom Kang Va.	Deux sanctuaires en briques, grotte et inscription.	III, n° 837 ; Cœ. K. 231.
69	—	Pr. Srok Kok.	Sanctuaire en grès très ruiné.	III, n° 838.
70	Battambang	Pr. Sangkas.	Trois sanctuaires en briques complètement ruinés ; 2 pié- droits inscrits.	III, n° 839 ; Cœ. K. 218.
71	—	Trea Prasat.	Vestiges de deux sanctuaires.	III, n° 840.
72	—	Phnom Prah Net Prah.	Deux sanctuaires et édifices en briques très ruinés portant inscriptions ; sculptures.	III, n° 841 ; Cœ. K. 215.
73	—	V. Chas.	Sanctuaire en grès.	III, n° 842.
74	—	Pr. Pram.	Trois sanctuaires en briques et annexes en partie ruinés.	III, n° 844.
75	—	Antrok Kon.	Borne inscrite.	Cœ. K. 236.
76	—	Kuk Prasat.	Trois sanctuaires en latérite complètement ruinés.	III, n° 846.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
77	Battambang	Pr. Práh Sré.	Vestiges divers d'un sanctuaire.	III, n° 848.
78	—	Kuk Talam.	Terre et sculptures.	III, n° 849.
79	—	Kuk Arak.	Statue.	III, n° 851.
80	—	Kuk Kei.	Sanctuaire en latérite très ruiné ; <i>liṅga</i> .	III, n° 852.
81	—	Phnom Banteai Neang.	Vestiges ; <i>liṅga</i> et stèle inscrits.	III, n° 853; Cœ. K. 213-214.
82	—	Phnom Prasat.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 854.
83	—	Pr. Baamei.	Pierres sculptées.	III, n° 855.
84	—	O Dambang.	Vestiges et piédroit inscrits.	BE, XII, IX, 182 ; Cœ. K. 445.
85	—	Ang Rursei.	Trois sanctuaires en briques dont deux inachevés.	III, n° 856.
86	—	Beng Rang.	Statue de dvārapāla brisée.	III, n° 857.
87	—	Pr. Rung.	Sanctuaire inachevé.	III, n° 858.
88	—	Pr. Sel Nguor, Ouest.	Un sanctuaire en briques.	III, n° 859.
89	—	Pr. Sel Nguor, Est.	Trois sanctuaires en briques dont l'un complètement ruiné.	III, n° 860.
90	—	Vat Ek.	Temple en grès à galeries concentriques et inscriptions.	III, n° 861.
91	—	Vat Baset.	Groupe de sanctuaires, annexes et enceintes.	III, n° 862.
92	—	Phnom Sampou.	Grotte et stèle inscrite.	III, n° 863; Cœ. K. 446.
93	—	Ta Ngørn.	Vestiges et stèle inscrite.	III, n° 864; Cœ. K. 212.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
94	Battam- bang.	Banon.	Temple à galeries en grès, statues, <i>práh bat</i> .	III, n° 865.
95	—	Práh Turk.	Grotte avec borne bouddhique sculptée, 500 m. S.-O. de Banon.	Moura, II, 241.
96	—	Pr. Sneng, Est.	Trois sanctuaires en briques, sculptures et une stèle usée.	III, n° 866
97	—	Pr. Sneng, Ouest.	Sanctuaire en grès et sculptures.	III, n° 867.
98	—	Don Tri.	Stèle déposée dans la pagode de Don Tri.	III, n° 868 ; Cœ. K. 198.
99	—	Bovel.	Vestiges, linteaux et colonnettes.	III, n° 869.
100	—	Thnot.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 871.
101	—	Pr. Sura.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 872.
102	—	Pr. Sura, Sud.	Vestiges de trois sanctuaires ruinés.	III, n° 873.
103	—	Phnom Sangkaban.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés, grotte et stèle inscrite.	III, n° 874 ; Cœ. K. 448.
104	—	Thnot Chas.	Vestiges de sanctuaire ; statue de Ganeça.	III, n° 875.
105	Banteai Meas.	V. Thani.	Sanctuaire en latérite.	I, n° 35.
106	—	Práh Ongkar.	Débris de statue et stèle brisée.	I, n° 36 ; Cœ. K. 42.
107	—	Phnom Prasat	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 37.
108	—	Phnom Khyong.	Sanctuaire en briques dans une grotte.	I, n° 38.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
109	Banteai Meas.	Práh Kuhea Luong.	Grotte (où était une stèle inscrite, aujourd'hui au Musée de Phnom Penh).	I, n° 39.
110	—	Phnom Trotung (ou Kuhea Práh).	Deux grottes saintes, <i>lînga</i> .	I, n° 40.
111	Kampot.	Phnom Ngôk.	Grotte avec cellule en briques.	I, n° 41.
112	—	Trapeang Thom.	Vestige d'un monument et <i>lînga</i> .	BE, XIII, 1, 10.

RÉSIDENTE DE KANDAL ET VILLE DE PHNOM PENH.

113	Phnom Penh.	Phnom Penh.	Grand <i>stûpa</i> central (dit le Phnom); sculptures et inscriptions déposées au Musée; stèle du V. Botumvodei.	I, p. 82; BE, XVII, vi, 49; XII, iii.
114	—	V. Chon Ek.	Linteau.	
115	Muk Kompul.	Prasat Kuk.	Sanctuaire en briques.	I, n° 81.
116	Kandal Stung.	VatPráh Theat.	Sculptures et inscription.	I, n° 72; Cœ. K. 427.
117	—	Robang.	Sanctuaire en briques.	BE, II, 307.
118	Samrong Tong.	Phnom Baset.	Temple, sculptures.	I, n° 78.
119	—	Phnom Práh Reach Trap.	Restes enterrés d'un bâtiment; linteaux, sculptures et débris divers.	I, n° 79.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
RÉSIDENTE DE KOMPONG CHAM.				
120	Kompong Siem.	Han chei.	Sanctuaire en briques avec piédroits inscrits ; cellule en pierre.	I, n° 83 ; Cœ. K. 81.
121	—	Prasat ou Kuk Práh Theat.	Petit sanctuaire en pierre volcanique.	BE, XVI, v, 98.
122	—	Phnom Pros.	Sanctuaire en latérite et sculptures.	I, n° 84.
123	—	V. Nokor ou Phnom Bachey	Sanctuaire en grès avec enceintes concentriques ; stèle inscrite.	I, n° 85 ; Cœ. K. 82.
124	—	Kralong.	Stèle inscrite.	I, p. 94 ; Cœ. K. 84.
125	—	Ampé.	Petit sanctuaire en briques.	I, n° 87.
126	—	Yei Hom.	Sanctuaire en grès en partie ruiné.	I, n° 88.
127	—	Sang Khe.	Stèle inscrite de Yei Hom.	I, p. 97 ; Cœ. K. 86.
128	—	Kuk Ta Prohm.	Sanctuaire en latérite.	I, n° 89.
129	Chong-prei	Práh Non ou Bos Práh Non (Kuk Thom)	Sanctuaire en briques et annexe portant inscriptions illisibles.	I, n° 90.
130	—	Práh Non (Kuk Toch).	Edifice en latérite.	I, n° 91.
131	—	Kuk Trapeang Kuk.	Sanctuaire en briques très ruiné.	I, n° 92.
132	—	Kuk Práh Kot.	Un sanctuaire portant inscriptions ; stèle inscrite.	I, n° 93 ; Cœ. K. 90, 428.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
133	Chơng-prei	K. Trapeang Srok.	Sanctuaire en briques et salle.	I, n° 94.
134	—	Vat Sompong Chei.	Linteau.	BE, XIII, 1, 14.
135	—	Kuk Ampil Thvear.	Trois sanctuaires en briques avec enceinte en latérite ; linteau renversé.	I, n° 95.
136	—	Kuk Trapeang Prasat Top.	Sanctuaire en briques complètement ruiné.	BE, XIII, 1, 15.
137	—	Kuk Pring Chrom.	Sanctuaire en briques et enceinte en latérite ; piédroits inscrits.	I, n° 96 ; Cœ. K. 92.
138	—	Sandek.	Dalle inscrite.	I, p. 115 ; Cœ. K. 93.
139	—	Prasat Kvet.	Sanctuaire en latérite.	I, n° 98.
140	—	Phnom Trop.	Sanctuaires en briques ; sculptures et inscriptions.	I, n°s 99-101
141	—	K. Phum Pa Pros.	Sanctuaire en briques et sculpture.	I, n° 102.
142	—	Phnom Práh Bat.	Edicule en latérite, linteau, terrasses.	I, n° 103.
143	—	Phnom Thom.	Sanctuaire en latérite et annexe.	I, n° 104.
144	Thbong Khmum	Prahear Antim.	Inscription.	I, n° 105 ; Cœ. K. 96.
145	—	Vat Prahear Tang Tin (village de Suon).	Inscriptions.	BE, XIII, 1, 15.
146	—	Kuk Práh Theat Ponreai.	Sanctuaire en latérite, en partie ruiné.	I, n° 106.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
147	Thbong Khmum	Banteai Prei Angkor.	Enceinte en levée de terre, contenant les 2 groupes d'édifi- ces qui suivent.	I, n° 107.
148	—	Práh Theat Thom.	Trois sanctuaires en briques, dont un rasé.	I, n° 108.
149	—	Práh Theat Toch.	Trois sanctuaires en briques, ce- lui du centre avec inscription.	I, n° 109 ; Cœ. K. 97.
150	—	Prei Ky.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	I, n° 110.
151	—	Chong Ang.	Sanctuaire en briques avec pié- droit inscrit ; enceinte de latérite.	I, n° 111 ; Cœ. K. 99.
152	—	Práh Theat Samdei.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	I, n° 112.
153	—	Kor.	Stèle inscrite.	Cœ. K. 100.
154	—	Práh Theat Práh Srei.	Temple en briques ; stèle et piédroit inscrits.	I, n° 114 ; Cœ. K. 101-104.
155	—	Prasat Phum Mien.	Sanctuaire en briques ; piédroit inscrit.	I, n° 115 ; Cœ. K. 105.
156	—	Tuol Charek.	Fragment de stèle.	I, p. 155 ; Cœ. K. 106.
157	—	Práh Theat Knay Van.	Sanctuaire en briques en partie ruiné et fragment de deux stèles inscrites.	I, n° 116 ; Cœ. K. 107-108.
158	—	Práh Theat Chrul.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	I, n° 117.
159	—	P. Práh Theat.	Quatre sanctuaires en briques très ruinés portant inscriptions.	I, n° 118 ; Cœ. K. 409.
160	—	Práh Theat Sram.	Sanctuaire en briques et pié- destal.	I, n° 119.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
161	Thbong Khmum.	Práḥ Theat Khtom.	Deux sanctuaires en briques, terrasse, empreinte de pieds et stèle inscrite.	I, n° 120 ; Cœ. K. 110.
162	—	Práḥ Theat Trapeang Cherei.	Trois sanctuaires et annexes ruinés.	I, n° 121.
163	Srei Santhor	Práḥ Theat Baray.	Sanctuaire en latérite ; linteaux.	I, n° 122.
164	—	V. Sithor.	<i>Stûpa</i> en latérite ; deux stèles ; dalle avec une empreinte de pied, dite Snam Práḥ Bat Práḥ ; un buddha couché ; un lion de pierre.	I, n° 123 ; Cœ. K. 111-112.
165	—	Práḥ Vihear Suor.	Sculptures et vestiges.	I, n° 125.
166	—	Chan Lung.	Trois sanctuaires, latérite et briques.	I, n° 126.
167	—	Svay Sat Phnom.	Buddha couché, avec inscription sur l'autre face.	I, p. 175 ; Cœ. K. 115.
RÉSIDENCE DE KOMPONG CHNANG.				
168	Anlong Reach.	Phnom Chi- dos.	Edifice circulaire.	I, n° 141.
169	Kompong. Leng.	Phnom Ti Pi.	Vestiges de quatre sanctuaires et sculptures.	I, n° 142.
170	—	Pr. Práḥ Srei.	Trois sanctuaires en briques dont l'un complètement ruiné.	I, n° 143.
171	—	Pr. Toch.	Sanctuaire en briques portant inscription.	I, n° 144 ; Cœ. K. 138.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
172	Kompong Leng.	Pr. Kalo.	Sanctuaire en briques.	I, n° 145.
173	—	Pr. Phnom Ponreai.	Trois sanctuaires en briques.	I, n° 146.
173 ^{bis}	—	Samrong Sen.	Gisement préhistorique.	
174	—	V. Phsar.	Buddhas en bois.	BE, XIII, 1, 18.
RÉSIDENTE DE KOMPONG SPUR.				
175	Kandal Stung.	V. Práh Theat.	Sculptures et inscription.	I, n° 72 ; Cœ. K. 427.
176	—	Robang.	Sanctuaire en briques.	BE, II, 307.
177	Kong-pisei.	V. Práh Nirpean.	Sculptures et inscriptions.	I, n° 76 ; Cœ. K. 74-75.
178	—	Phnom Ho Phnou.	Sanctuaire en briques très ruiné ; stèle inscrite.	I, n° 77, Cœ. K. 76.
179	Ponhéa Lu.	Phnom Baset.	Sanctuaire en briques, buddha couché, sculptures, notamment sur le Ph. Thbong voisin.	I, n° 78.
180	Samrong tong.	Phnom Práh Reach Trap.	Restes enterrés d'un bâtiment, linteaux, sculptures et débris divers.	I, n° 79.
RÉSIDENTE DE KOMPONG THOM.				
181	Baray.	Pr. Kuk Nokor.	Sanctuaire et annexes en latérite.	I, n° 147.
182	—	Kuk Bareng.	Edicule en briques ; linteau.	BE, XIII, 1, 19.
183	—	V. Chralong.	Lions de pierre.	I, n° 148.
184	—	V. Kuk Sralau.	Vestiges de trois sanctuaires en briques et sculptures.	I, n° 149.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
185	Baray.	V. Baray.	Autel central en briques ; linteau inscrit ; 2 stèles.	I, n° 150 ; Cœ. K. 140-142.
186	—	V. Tenot Chum	Sanctuaire en briques.	I, n° 151.
187	—	Pr. Kambot.	Sanctuaire en briques ; piédroit inscrit ; auges en grès.	I, n° 152 ; Cœ. K. 144.
188	Tang Krasang.	Phum Prasat.	Sanctuaire en briques ; piédroit inscrit.	I, n° 153 ; Cœ. K. 145.
189	—	Ka Koh	Stèle inscrite.	I, p. 216 ; Cœ. K. 146.
190	—	Phnom Santhuk.	Rochers sculptés sur la montagne et buddha couché dans la plaine.	I, n° 156.
191	—	Kuk Veang.	Sanctuaire en briques.	BE, XIII, 1, 20.
192	Prei Kedei.	Phnom Barrieng.	Trois sanctuaires en briques très ruinés ; sculptures.	I, n° 157.
193	—	Pr. Neak Ta Palup.	Sanctuaire en briques.	I, n° 158.
194	Kompong Svay.	Trapeang Pros	Trois sanctuaires en briques.	I, n° 159.
195	—	Pr. Veal Kuk Khlong.	Trois sanctuaires en briques ruinés portant deux inscriptions.	I, n° 160 ; Cœ. K. 147.
196	—	Pr. Cheachul.	Sanctuaire en briques.	I, n° 161.
197	—	Sambor Prei Kuk.	Temples ; sculptures et inscriptions.	I, nos 162-165 ; BE, XIII, 1, 21 ; Cœ. K. 148-155.
198	—	Rosei Rolick.	Sanctuaire en briques.	BE, XIII, 1, 28.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
199	Kompong Svay	Robang Romeas	Sanctuaires en briques avec tours d'entrée et annexes ; groupe voisin ; piédroits inscrits.	BE, XIII, 1, 29 ; Cæ. K. 150-153.
200	—	V. Maha.	Vestiges, sculptures et inscription.	I, n° 167 ; Cæ. K. 156.
201	—	V. Kompong Thom.	Six linteaux.	I, n° 169.
202	—	Pr. Běng.	Cinq bâtiments et enceinte en latérite ; inscription.	I, n° 171 ; Cæ. K. 159.
203	—	Pr. Khna.	Sanctuaire en latérite et annexes ; stèle inscrite.	I, n° 172 ; Cæ. K. 160.
204	—	Práḥ Khan.	Sanctuaire en grès, enceintes et annexes ; temple n° 179 près porte O. ; inscription sur le piédroit du sanctuaire.	I, n°s 173-175, 179 ; Cæ. K. 161.
205	—	Práḥ Thkol.	Sanctuaire en grès, annexes et enceinte.	I, n° 176.
206	—	Práḥ Damrei.	Pyramide en grès et enceinte ; linteau ; éléphants.	I, n° 177.
207	—	Pr. Práḥ Stung.	Sanctuaire en grès et galeries.	I, n° 178.
208	—	Pr. Srè Lek.	Bassin et temple en latérite ruiné.	I, n° 180.
209	—	Spean Khmeng	Pont et bâtiment ruiné, en latérite et grès.	I, n°s 181-182.
210	—	Kòk Roka.	Sanctuaire en latérite ; linteau ; piédroits inscrits.	BE, XVI, v, 98 ; Cæ. K. 155, 482.
211	—	Neak Ta Bak Ka.	Statue à quatre bras, brisée.	I, n° 223.
212	—	Pr. Svay Kaba Turk.	Sanctuaire en briques ruiné, et annexe.	I, n° 224.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
213	Kompong Svay.	Pong Práh Thvear.	Grotte avec sculpture et inscriptions.	I, n° 225 ; Cœ. K. 172.
214	—	Pr. Ta Ong.	Deux sanctuaires en briques, dont l'un écroulé.	I, n° 226.
215	—	Práh Put Ior.	Grotte avec sculptures et inscriptions.	I, n° 227 ; Cœ. K. 173-174.
216	—	Spean Khmeng	Pont.	I, n° 228.
217	—	Kuk Rosei.	Débris de statues et stèle inscrite.	I, n° 229 ; Cœ. K. 175.
218	—	Pong Keng Kang.	Grotte avec sculptures et inscription.	I, n° 230 ; Cœ. K. 176.
219	—	Práh Put Krom.	Grotte et sculptures.	I, n° 231.
220	—	Pong Chok.	Grotte et sculptures.	I, n° 232.
221	—	Spean Toch.	Pont ruiné.	I, n° 233.
222	—	Spean Khvao.	Pont.	233 ¹ .
223	—	Spean Phum Or	Pont.	233 ¹ .
224	—	Spean Rolom Ta Chet.	Pont.	233 ¹ .
225	—	Pr. Ta En.	Edifice en grès.	I, n° 234.
226	—	Pr. Pram.	Sanctuaire en grès, annexes et terrasses.	I, n° 235.
227	—	Práh Theat Khva.	Sanctuaire en latérite ; sculptures ; piédroit inscrit.	I, n° 236 ; Cœ. K. 177.
228	—	Pr. Spean Chei.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés.	I, n° 237.
229	—	Pr. Chuk.	Trois sanctuaires en latérite.	I, n° 238.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
230	Kompong Svay	Práh Khpur.	Grotte aménagée, bornes sculptées.	I, n° 239.
231	—	Pr. Phnom Mrech.	Deux sanctuaires en briques; statues, inscription.	I, n° 240; Cœ. K. 178.
232	—	Pr. Sang Kê.	Deux sanctuaires très ruinés à 1 km. l'un de l'autre.	I, n° 241.
233	—	Chen Cho Kas Ko.	Sanctuaire.	I, n° 242.
234	—	Chamrek Chau.	Trois sanctuaires en briques et annexes, très ruinés.	I, n° 243.
235	—	Pr. Práh Tra-peang, Nord.	Sanctuaire en latérite.	I, n° 244.
236	—	Pr. Práh Tra-peang, Sud.	Trois sanctuaires et annexe en latérite.	I, n° 245.
237	—	Nong Kuh.	Sanctuaire en briques; enceinte en latérite; gopura avec inscription.	I, n° 240; Cœ. K. 179.
238	—	Spean Tung.	Pont.	I, n° 247.
239	—	Pr. Spean Tung	Petit sanctuaire ruiné.	I, n° 248.
240	—	Pr. Dombok Khpes.	Sanctuaire en briques.	I, n° 249.
241	—	Pr. Bang Kui.	Groupe de sanctuaires.	I, n° 250.
242	—	Pr. Pram.	Six sanctuaires en briques portant inscriptions, l'un complètement ruiné.	I, n° 251; Cœ. K. 180.
243	—	Prasat Kol.	Sanctuaire, annexes et enceinte en latérite.	I, n° 252.
244	—	Trapeang Kuk	Cellule en grès et sculptures.	I, n° 254.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
245	Kompong Svay.	Práh Lean.	Sanctuaire en briques, et annexes en grès, inachevés ; sculptures.	I, n° 255.
246	—	Prasat Práh Theat.	Sanctuaire en briques écroulé.	I, n° 256.
247	—	Prasat (près Srepo, N.).	Sanctuaire en briques très ruiné.	I, n° 257.
248	—	Prasat (près Srepo, S.).	Sanctuaire complètement ruiné.	I, n° 258.
249	—	Neak Ta Charek.	Inscription.	I, p. 346 ; Cœ. K. 181.
250	—	Pr. Pen Chum.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	I, n° 259.
251	—	Pr. Samlanh.	Trois sanctuaires en latérite très ruinés.	I, n° 260.
252	—	Pr. Khna Sen Kèo ou Prasat Khna Thom.	Sanctuaire, annexes, enceinte, le tout en grès. Bas-reliefs.	I, n° 261.
253	—	Pr. Phnom Penh.	Sanctuaire en grès en partie ruiné.	I, n° 262.
254	—	Prasat (près Krebau).	Sanctuaire en latérite très ruiné.	I, n° 263.
255	—	Pr. Ta Pang.	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 264.
256	—	Koh Ker.	Nombreux sanctuaires et inscriptions.	I, nos 265-283 ; Cœ. K. 182-189.
257	—	Pr. Pram.	Trois sanctuaires en briques et annexes.	I, n° 265.
258	—	Pr. Neang Khmau.	Sanctuaire en latérite et enceinte.	I, n° 266.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
259	Kompong Svay.	Pr. Rolom.	Terrasse et sanctuaire en briques.	I, n° 268.
260	—	Pr. Damrei.	Sanctuaire et annexes en latérite.	I, n° 269.
261	—	Pr. Chen.	Trois sanctuaires, annexes, le tout en latérite; piliers inscrits.	I, n° 271; Cœ. K. 182.
262	—	Rahal.	Lac-réservoir avec écluse ruinée.	I, n° 272.
263	—	Andong Preng.	Bassin à revêtement de latérite.	I, n° 273.
264	—	Pr. Dong Kuk.	Neuf sanctuaires en briques, ruinés.	I, n° 274.
265	—	Pr. Krachap.	Cinq sanctuaires, galeries, enceintes; piliers inscrits.	I, n° 276; Cœ; K. 183.
266	—	Pr. Thom.	Douze sanctuaires, annexes, pyramides, palais n° 283, sculptures; inscriptions.	I, n°s 282-283; Cœ. K. 184 à 189.
267	—	Pr. Chean Sram.	Cinq sanctuaires en briques, annexes.	I, n° 284.
268	—	Phnom Sandak.	Sept sanctuaires en briques, annexes; stèles et piédroits inscrits.	I, n° 285; Cœ. K. 190 à 195.
269	—	Pr. Bei.	Trois sanctuaires en grès.	I, n° 286.
270	—	Pr. Dap.	Dix sanctuaires en briques, annexes.	I, n° 287.
271	—	Práñ Prasap.	Sanctuaire en latérite et annexes.	I, n° 288.
272	—	Prasat Cha Neang.	Temple en grès et briques.	288 bis.
273	—	Pr. Trapeang Chrum.	Sanctuaire en partie ruiné.	I, n° 289.
274	Stung.	V. Rosei Chas.	Sculptures.	I, n° 183

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
275	Stung.	V. Mokung.	Trois linteaux en mauvais état.	I, n° 184.
276	—	Pr. Andet.	Sanctuaire en briques, sculptures, support de hampe.	I, n° 186.
277	—	Pr. Ampil Rolom.	Trois sanctuaires en briques dont deux ruinés, plusieurs linteaux ; 3 piédroits inscrits.	I, n° 187 ; Cœ. K. 162-163.
278	—	Pr. Svay Ier.	Trois sanctuaires en briques dont deux complètement ruinés.	I, n° 188.
279	—	Pagode de Kompong Chen.	Stèle inscrite provenant de Tuol Pei.	I, n° 189 ; Cœ. K. 164.
280	—	Pr. Thvear Kedei.	Trois sanctuaires en briques ruinés et 2 piédroits inscrits.	I, n° 190 ; Cœ. K. 165.
281	—	Pr. Samrong Práh Theat.	Deux sanctuaires complètement ruinés ; sculptures.	I, n° 191.
282	—	Pr. Siri Sach.	Sanctuaire en latérite et annexes.	I, n° 194.
283	—	Srei Tul.	Sculptures ; inscription moderne.	I, n° 195 ; Cœ. K. 166.
284	—	V. Prasat.	Sanctuaire en briques complètement ruiné.	I, n° 196.
285	—	Banteai Stung.	Sanctuaire en briques.	I, n° 197.
286	Chikreng	Pr. Beng, No d	Vestiges de cinq sanctuaires en briques ; stèle des 9 devas, 1 inscription.	I, n° 198 ; Cœ. K. 167.
287	—	Pr. Beng, Sud.	Vestiges de trois sanctuaires en briques ; linteaux.	I, n° 199.
288	—	Pr. Chikreng, Est et Ouest.	2 sanctuaires ruinés, dont l'un (Est) avec piédroit inscrit.	I, n° 200 et 201 ; Cœ. K. 168.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
289	Chikreng.	Chikreng (vil- lage de).	Sculptures déposées sous des pagodons.	BE, XIII, 1, 34.
290	—	SpeanPraptors.	Pont.	I, n° 202.
291	—	Prasat Praptors.	Sanctuaire en latérite portant inscription et annexe, le tout ruiné.	I, n° 203 ; Cœ. K. 170-171.
292	—	Pr. Phung Phang.	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 204.
293	—	Spean Toch.	Pont.	I, n° 205.
294	—	Spean Chaap.	Pont.	I, n° 206.
295	—	Spean Dong Kèo.	Pont.	I, n° 207.
296	—	Pr. Tram Khna.	Six sanctuaires en briques et annexes, très ruinés.	I, n° 210.
297	—	Pr.Slap Pedei	Trois sanctuaires en briques et sculptures.	I, n° 211.
298	—	Pr. Ta Meng.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	I, n° 212.
299	—	Kuk Rou.	Sanctuaire en briques ruiné ; sculptures.	BE, XIII, 1, 35.
300	—	Spean Tenot Ta Deo.	Pont.	I, n° 213.
301	—	Beng Mealea.	Temple de grès à galeries con- centriques.	I, n° 214.
302	—	Pr.DongChan.	Sanctuaire en grès et annexes.	I, n° 215.
303	—	Pr. Beng Kèo.	Pyramide, enceinte et terrasse.	I, n° 216.
304	—	Batang.	Terrasse de grès.	I, n° 217.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
305	Chikreng.	Pr. Kong Pluk.	Sanctuaire et annexes en latérite et en grès.	I, n° 218.
306	—	Phnom Bei.	Carrières khmères.	BE, XIII, 1, 63.
307	—	KukTopThom.	Edifice.	I, n° 219.
308	—	Pr. Chad Ha.	Sanctuaire, annexe et enceinte en latérite.	BE, XIII, 1, 37.
309	—	Teap Chei (lieu dit).	Edifice en grès.	I, n° 220.
310	—	—	Temple en grès et latérite au N.-E. du précédent.	220 bis.
311	—	—	Temple en briques, enceinte de latérite à l'Est du n° 220.	
312	—	Spean Khmèng	Pont.	I, n° 221.
313	—	Spean Ta Ong.	Pont.	I, n° 222.
314	—	Spean Khvao.	Pont.	BE, XIII, 1, 38.
315	—	Spean Tra- peang Chrei.	Pont.	BE, XIII, 1, 38.
316	—	Spean-PhumO.	Pont.	—
317	—	Spean Rolim Ta Chet	Pont.	—
RÉSIDENTE DE KRATIÉ.				
318	Stung Treng.	Sopheas.	3 sanctuaires en briques en partie ruinés ; sculptures ; stèle inscrite.	I, n° 127 ; Cœ. K. 115.
319	Kratié.	Samrong.	2 stèles inscrites.	I, p. 181 ; Cœ. K. 117-118.

NUMÉROS	PROVINCES	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
320	Kratié.	Phum Sala.	Fragment de stèle.	I, p. 181 ; Cœ. K. 119.
321	—	Tuol Charek.	Stèle inscrite.	I, p. 182 ; Cœ. K. 120.
322	—	Práh Theat Kvanpir.	Deux sanctuaires en briques, l'un avec linteau inscrit, l'autre complètement ruiné ; vaste enceinte.	I, n° 130 ; Cœ. K. 121.
323	—	Thma Krè.	Inscription rupestre.	I, p. 185 ; Cœ. K. 122.
324	—	Phnom Sam- bök.	Sanctuaire en briques avec so- masùtra inscrit ; sculptures et dalle inscrite.	I, n° 131 ; Cœ. K. 429-430.
325	—	Lobok Srót.	Deux sanctuaires en briques ruinés.	BE, XIII, 1, 17 ; Cœ. K. 134-135.
326	—	V. Tasar Mo Roi.	Vestiges et sculptures.	I, n° 132.
327	—	Tuol Komnop Trapeang Thma.	Tertre et inscription.	I, n° 135 ; Cœ. K. 133.
328	—	Koh Sam Thom	Statue de Brahmà et vestiges.	I, n° 139.
RÉSIDENTICE DE PREI VENG.				
329	Ba-Phnom.	V. Kandal.	Débris d'une stèle.	I, p. 50 ; Cœ. K. 47.
330	—	V. Prei Charek.	Dalle inscrite sur une tranche.	I, p. 50 ; Cœ. K. 48.
331	—	V. Prei Vear.	Stèle inscrite.	I, n° 43 ; Cœ. K. 49.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
332	Ba-Phnom.	Yeai Tei.	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 44.
333	—	Vat Kedei Trap.	Linteaux et inscription.	I, n° 45 ; Cœ. K. 51.
334	—	Vat Krang Svay.	3 fragments d'inscription.	I, p. 53 ; Cœ K. 52.
335	—	Kedei Ang ou Ang Chum- nik.	Stèle avec piédestal.	I, n° 46 ; Cœ. K. 53.
336	—	V. Práh Sena.	Sculptures.	I, n° 47.
337	—	Vat Hang Phnang.	Sculptures.	I, n° 50.
338	—	V. Ha.	Stèle brisée.	I, n° 51 ; Cœ. K. 57.
339	—	Práh Pean.	Pierre sculptée de multiples figurines bouddhiques.	I, n° 52.
340	—	V. Prasat.	Vestiges d'un sanctuaire et statue.	I, n° 53.
341	—	Práh Vihear Kuk.	Stèle inscrite provenant du Práh Vihear Thom.	Cœ. K. 58.
342	—	Práh Vihear Chan.	Sanctuaire en briques et nef.	I, n° 55.
343	Prei Veng.	Práh Theat Mebon.	Deux sanctuaires ruinés : Sud : linteau décoratif ; stèle sculptée bouddhique ; Nord : piédroit inscrit, écaillé.	I, n° 58 ; Cœ. K. 62.
344	—	A-bo.	Statue de Brahmà à 4 faces.	I, n° 59.
345	—	Thnal Chei.	Tertre, sculptures, piédroits inscrits.	I, n° 60 ; Cœ K. 63.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
346	Prei Veng	Thlao.	Vestiges et dalle inscrite de deux lettres.	I, n° 61 ; Cæ. K. 64
347	—	Phnom Kong.	Linteau et <i>lînga</i> .	I, n° 62.
348	—	Keam Pradors.	Stèle moderne.	I, p. 64 ; Cæ. K. 65.
349	Sithor Sdam ou Pearang.	V. Ko Chriet.	Sanctuaire en briques.	I, n° 65.
350	—	Prei Pla.	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 66.
351	—	Prei Sla.	Petit sanctuaire en briques ; lindeau ; débris de sculptures.	BE, II, 307.
352	—	Tuol Prasat.	Sanctuaire en briques ; sculptures	BE, II, 307.
353	—	V. Kralanh Thom.	Inscription sur un buddha.	I, p. 65 ; Cæ. K. 67.
354	Sithor Kandel.	Prei Chong Srok.	Sanctuaire en briques ruiné.	I, n° 67.
355	—	V. Phnou.	Inscription.	I, p. 66 ; Cæ. K. 68.
RÉSIDENTE DE PURSAT.				
356	Pursat.	Práh Khan.	Pyramide et annexes ; inscriptions bûchées.	I, n° 290 ; Cæ. K. 197.
357	—	PhumPráh Boh	Enceinte.	BE, XIII, 1, 41.
358	—	Pr. Práh Theat.	Restes d'une grande salle à colonnes.	BE, XIII, 1, 40
359	—	Pr. Chrop.	Sanctuaire en briques ruiné.	BE, XIII, 1, 41.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
360	Pursat.	Pr. Don An.	Sanctuaire et annexes en grès.	BE, XIII, 1, 42.
361	Krakor.	V. Sdau.	Buddha couché portant inscription, et autres sculptures bouddhiques.	BE, XIII, 1, 18 ; Cœ. K. 433.
362	—	V. Yeay Kap.	3 buddhas couchés, dont un inscrit.	BE, XIII, 1, 19 ; Cœ. K. 434.
RÉSIDENCE DE SIEMRÉAP.				
363	Siemréap.	Angkor Thom.	Enceinte en latérite, portes en grès précédées de chaussées avec balustrades de géants, dont celle de la porte de la Victoire restaurée. Tous les bâtiments ou vestiges anciens compris dans l'enceinte, dont les principaux sont énumérés ci-après :	III, n° 471.
364	—	Prasats Chrung	4 prasats en grès aux 4 angles de l'enceinte, chacun avec une stèle.	III, nos 472-473 ; Cœ. K. 287, 288, 547.
365	—	Bayon.	Temple central à galeries en grès ; bas-reliefs, sculptures, inscriptions.	III, n° 474 ; Cœ. K 293-4 ; 569-470 ; 486, 539.
366	—	Baphuon.	Prasat à galeries, bâtiments annexes, gopura, le tout en grès.	II, n° 475.
367	—	Phimeanakas.	Temple au milieu de l'Enceinte royale ; sanctuaire en grès, avec inscription ; grand bassin à parements de grès sculptés ; terrasse à bas-reliefs d'éléphants ; gopuras dont l'un porte des inscriptions.	III, n° 476 ; Cœ. K. 291-292.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
368	Siemréap.	Terrasse du Roi Lépreux.	Terrasse à bas-reliefs ; statue inscrite.	III, n° 477 ; Cœ. K. 295.
369	—	Práḥ Palilay.	Sanctuaire grès et annexes.	III, n° 473.
370	—	Tep Pranam.	Terrasse ; grand buddha de pierre ; stèle inscrite.	III, n° 479 ; Cœ. K. 290.
371	—	Práḥ Ngòk.	Restes d'un bâtiment en laté- rite ; stèle inscrite.	III, p. 61 ; Cœ. K. 289.
372	—	Práḥ Khleang	Deux galeries rectangulaires en latérite et grès avec inscrip- tions sur les piédroits et une stèle ; un sanctuaire en grès derrière le Khleang Nord.	III, n° 430 ; BE, XIX, v, 121 ; Cœ. K. 466- 8 ; 541-2.
373	—	Prasat Suor Prat.	Douze tours en latérite ; statues, <i>liṅgas</i> .	III, n° 480.
374	—	Práḥ Pithu.	3 terrasses et 3 sanctuaires en grès	III, n° 481-5.
375	—	Angkor Thom. temple n° 486.	3 sanctuaires en grès au S.-O. du Bayon.	III, n° 486.
376	—	Angkor Thom. temple n° 487.	Temple en grès au S.-O. de la porte de la Victoire ; piédroit inscrit ; stèle inscrit.	III, n° 487 ; BE, XVIII, viii.
377	—	Terrasses bouddhiques.	Terrasses disséminées dans l'en- ceinte d'Angkor Thom.	BE, XVIII, viii.
378	—	Angkor Thom. (Dépôt ar- chéologique.)	Sculptures, inscriptions et objets divers.	
379	—	Chau Say.	Sanctuaire et annexes, en grès.	III, n° 489.
380	—	Pr. Thom- manon.	Sanctuaire et annexes, en grès.	III, n° 490.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
381	Siemréap.	Spean Thma.	Pont ruiné.	III, n° 491.
382	—	Temple dit de l'Hôpital.	Temple en grès ; gopura en grès et latérite ; stèle inscrite.	BE, XX, iv, 214 ; Cœ. K. 537.
383	—	Ta Kèo.	Temple pyramidal à galeries ; inscriptions.	III, n° 533 ; Cœ. K. 275-8, 534-6
384	—	Prasat à 400 m. au S. de Ta Kèo.	Sanctuaire en grès ouvert au Sud.	BE, XX, iv, 215.
385	—	Ta Prohm.	Temple ; graffiti ; stèle inscrite.	III, n° 534 ; Cœ. K. 273-4, 461.
386	—	Banteai Kedei.	Temple ; petites inscriptions.	III, n° 535.
387	—	Sras Srang.	Grand bassin ; au centre, flot avec petite construction ruinée.	III, p. 209.
388	—	Prasat Kravan.	5 sanctuaires en briques ; sculptures sur briques ; piédroits inscrits.	III, n° 537 ; Cœ. K. 269-271.
389	—	Prasat Bat Chum.	3 sanctuaires en briques ; piédroits inscrits.	III, n° 536 ; Cœ. K. 266-268.
390	—	Prè Rup.	Groupe de sanctuaires en briques, avec inscriptions.	III, n° 538 ; Cœ. K. 264, 527.
391	—	Kuk Ta Kong.	Borne en grès à figures bouddhiques, près de Prè Rup.	
392	—	Pr. Leak Neang.	Sanctuaire en briques ; piédroits inscrits.	III, n° 540 ; Cœ. K. 265.
393	—	Pr. Top I.	Sanctuaire en briques, ruiné à 500 m. S. de Prè Rup.	III, n° 539.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
394	Siemréap.	Pr. Top II	Edicule en latérite, ruiné à 1 km. S. de Prè Rup ; à 200 m. au N. borne bouddhique sculptée.	
395	—	Mébôn oriental.	Groupe de sanctuaires en briques ; stèle inscrite.	III, n° 631 ; Cœ. K. 528.
396	—	Baray oriental.	Enceinte rectangulaire de 5 km. sur 150 m. ; 5 stèles inscrites, aux 4 angles et au S. de l'enceinte.	III, n° 530 ; Cœ. K. 279-283.
397	—	Prasat Tò.	2 sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 543.
398	—	Banteai Samrè.	Sanctuaire et annexes en grès ; galeries en latérite.	III, n° 541.
399	—	Krol Romeas.	Fosse maçonnée.	III, n° 542.
400	—	Ta Nei.	Temple à galeries, en grès, portant inscriptions.	III, n° 532 ; Cœ. K. 284.
401	—	Ta Som.	Temple en grès à galeries ; petites inscriptions.	III, n° 523 ; Cœ. K. 460.
402	—	Neak Peàn.	Sanctuaire en grès ; chapelles avec gargouilles sculptées ; édicules en latérite, bassins.	III, n° 527.
403	—	Pr. Krol Kò.	Sanctuaire et annexes en grès ; tympans sculptés.	III, n° 526.
404	—	Banteai Prei.	Temple en grès à galeries.	III, n° 524.
405	—	Prasat Prei.	Sanctuaire en grès et annexes.	III, n° 525.
406	—	Práh Khan.	Temple en grès à galeries ; petites inscriptions.	III, n° 522 ; Cœ. K. 462-3.
407	—	Prasat Phtu.	Edifice long en latérite.	III, n° 523.

NUMÉROS	PROVINCES	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
408	Siemréap.	Pr. Tonlé Snguot.	Petit sanctuaire en grès.	III, n° 521.
409	—	Pr. Banteai Thom ou Pr. Trapeang Rondeas Thom.	Temple à 3 sanctuaires et galeries en grès portant inscriptions.	III, n° 520; Cœ. K. 457-458.
410	—	Prasat Prei Prasat.	Sanctuaire en grès et annexes.	III, n° 519.
411	—	Thma Bai Kaèk	Encadrement de porte ; <i>liṅga</i> .	III, n° 493.
412	—	Prasat Bei.	3 sanctuaires en briques, dont un ruiné.	III, n° 494.
413	—	Baksei Chang- krang.	Sanctuaire en briques sur pyramide.	III, n° 495.
414	—	Phnom Bakheng.	Sanctuaire pyramidal en grès, annexes en briques, piédroit inscrit.	III, n° 496; Cœ. K. 464.
415	—	Ta Prohm Kèl.	Sanctuaire en grès.	III, n° 498.
416	—	Trapeang Sèh.	Piédestal inscrit.	Cœ. K. 471.
417	—	Pr. Bai Kaèk.	Encadrement de porte.	III, n° 499.
418	—	Angkor Vat.	Grand temple en grès ; galeries, chaussées, bassins ; bas-reliefs ; statues ; petites inscriptions sur les bas-reliefs ; une stèle rapportée. Vestiges en dehors de l'angle N.-E. de l'enceinte.	III, n° 97 ; 4 Cœ. K. 296 303, 472.
419	—	Práḥ Enkosei.	2 sanctuaires en briques, dont l'un avec piédroits inscrits ; stèle.	III, n° 544 ; Cœ. K. 262-3.
420	—	Prasat Chak.	2 sanctuaires en briques, piédroit inscrit.	BE, XIX, v, 125 ; Cœ. K. 521.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
421	Siemréap.	Prasat Patri.	2 petits sanctuaires en briques.	BE, XIX, v, 125.
422	—	Vat Athvea.	Temple en grès avec inscriptions modernes.	III, n° 500; Cœ. K. 261.
423	—	Phnom Krom.	3 sanctuaires et annexes en grès.	III, n° 501.
424	—	Prasat Chedei.	Sanctuaire en briques.	III, n° 502.
425	—	Pr. Prei Phadau.	Sculptures.	III, n° 503.
426	—	Kuk Krabei Riel.	Vestiges et petite stèle sculptée.	III, n° 505.
427	—	Pr. Prapis.	3 sanctuaires en briques, ruinés.	III, n° 506.
428	—	Trao Treang.	2 sanctuaires en briques, ruinés; sculptures.	III, n° 510.
429	—	Kuk Svay Thom.	Vestiges de 2 sanctuaires.	III, n° 511.
430	—	Kuk Prei Saoy.	Sanctuaire en briques, ruiné.	III, n° 512.
431	—	Kuk Ta Ro.	5 sanctuaires en briques, ruinés.	III, n° 513.
432	—	Kuk Slakët.	3 sanctuaires en briques ruinés; sculptures; piédroits inscrits.	III, n° 514; Cœ. K. 522.
433	—	Mébôn occidental.	Sanctuaire ruiné au milieu du Baray.	III, n° 517.
434	—	Kuk Trapeang Repou.	3 sanctuaires en briques, dont 1 détruit.	III, n° 518.
435	—	Vat Damnak.	Lions et inscriptions.	III, n° 545; Cœ. K. 420.
436	—	Kuk O Chrung.	Piédroit ruiné avec inscription.	III, n° 546; Cœ. K. 260.
437	—	Phnom Bok.	3 sanctuaires en briques, dont 2 ruinés.	III, n° 547.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
438	Siemréap.	Pr. Trapeang Chambok.	Sanctuaire en briques ruiné.	III n° 548.
439	—	Pr. Chuk.	Deux sanctuaires en briques.	III, n° 549.
440	—	Pr. Rông.	Sanctuaire en briques, en partie ruiné.	III, n° 550.
441	—	Denh Cho.	Gradins en latérite sur le flanc du Phnom Kulen.	III, n° 551.
442	—	Pong Phkay.	<i>Liṅgas</i> et images de Vishnou sculptés dans le lit de la rivière.	III, n° 552.
443	—	Prasat Doch Sdach Kom- long.	Temple en briques.	III, p. 237, n° 552 <i>ter.</i>
444	—	Práḥ Thom.	Rochers sculptés.	III, n° 553.
445	—	Chhat Maha Rusei.	Rocher, sculptures et fosse avec tortue en creux.	III, n° 554.
446	—	Prasat près de la cascade.		554 <i>bis.</i>
447	—	Pr. Kraham.	Sanctuaire en briques.	III, n° 555.
448	—	Pr. Andong ou Pr. O Pong.	Sanctuaire en briques.	III, n° 556.
449	—	Krus Práḥ Aram Rong Chen.	Soubassement d'un sanctuaire en latérite ; <i>liṅga</i> ; débris de poteries.	III, n° 557.
450	—	Prasat Damrei Krap et Sras Damrei.	Sanctuaire en briques et bassin ; statue.	III, n° 558.
451	—	Pr. Andong è Thbong.	Sanctuaire en briques inachevé.	III, n° 559.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
452	Siemréap.	Banteai Ampil.	Bâtiments divers en grès et en latérite.	III, n° 560.
453	—	Pr. Trapeang Chong.	Trois sanctuaires en briques ruinés et annexes.	III, n° 561.
454	—	Kabal Chen.	Sanctuaire en briques et annexes.	III, n° 562.
455	—	Spean Thma Stung Toch.	Pont sur le Stung Sena Sangkream.	III, n° 563.
456	—	Pr. Chao Srei Vibol ou Yosker.	Temple à galeries en grès.	III, n° 564.
457	—	V. Samlong.	Sanctuaire en briques ; sculptures.	III, n° 565.
458	—	Pr. Khla Krahom.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés.	III, n° 566.
459	—	Don Diu.	Cinq sanctuaires en briques et annexes.	III, n° 567.
460	—	Phum Prasat.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 568.
461	—	Kôk Chan.	3 stèles sculptées et une stèle inscrite.	III, n° 569; Cœ. K. 340.
462	—	Pr. Kôk.	Trois sanctuaires en briques très ruinés ; 2 piédroits inscrits.	III, n° 570; Cœ. K. 339.
463	—	Pr. Phum Pu.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 571.
464	—	Pr. Komrieng.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 572.
465	—	Krol Kô.	Sanctuaire en briques et annexes très ruinés.	III, n° 572.
466	—	Pr. Prei Komrieng.	Sanctuaire en latérite ruiné.	III, n° 574.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
467	Siemréap	Banteai Srei I. (S.-E. de Roluos).	Temple en grès à 2 enceintes.	III, n° 576.
468	—	Banteai Srei II. (S.-E. d'Ang- kor Thom).	Temple comprenant 3 sanctuaires et 2 bibliothèques en latérite et grès, galeries en latérite ; inscriptions.	BE , XIX, 1, 66.
469	—		Ponts khmèrs de la route d'Angkor à Kompong Thom.	III, n° 577.
470	—	Pr. Trapeang Totung Thngay.	Cinq sanctuaires en briques complètement ruinés.	III, n° 578.
471	—	Kòk Svay Pream.	Vestiges de trois sanctuaires en briques, encadrements de portes en grès.	III, n° 579.
472	—	Kòk Dong.	Vestiges de 3 sanctuaires en briques, encadrements de portes en grès.	III, n° 580.
473	—	Kòk Trang.	Sanctuaires et annexes en briques complètement ruinés.	III, n° 581.
474	—	Prei Monti.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés ; auge en grès.	III, n° 582.
475	—	Pr. Trepeang Phong.	Sanctuaires en briques.	III, n° 583.
476	—	Ba Kong.	Temple important, pyramide en grès et tours en briques inscrites.	III, n° 584; Cœ. K. 304-308.
477	—	Ba Kò.	Six sanctuaires, annexes, nandin et inscriptions.	III, n° 585; Cœ. K. 309-322.
478	—	Kandal Dom, Nord.	Cinq sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 586.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
479	Siemréap.	Kandal Dôm, Sud.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 587.
480	---	Lolei.	Quatre sanctuaires en briques portant inscription, enceinte.	III, n° 589; Cœ. K. 323-338.
481	---	V. Prasat.	Base de trois sanctuaires et sculptures.	III, n° 591.
482	---	V. Khnat.	Sculptures.	III, n° 592.
483	---	Phum Prasat.	Vestiges d'un sanctuaire en bri- ques.	III, n° 593.
484	---	Pr. Prei Kmeng.	Sanctuaire en briques.	III, n° 594.
485	---	Spean Thma ou Sp. Ta Nei ou Sp. Mémai.	Pont en latérite.	III, n° 595.
486	---	Phnom Rung.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 596.
487	---	Pr. Kòk Pò.	Deux sanctuaires ruinés avec inscriptions et vestiges de deux autres; stèle sculptée.	III, n° 597; Cœ. K. 255-6.
488	---	P. Char.	Trois sanctuaires, briques et latérite, très ruinés, avec ins- criptions.	III, n° 598; Cœ. K. 257.
489	---	Neam Rup.	Sanctuaires en grès, en partie démolis.	III, n° 599.
490	---	P. Thnu.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 603.
491	---	Kòk Ta Srei.	Vestiges et sculptures.	III, n° 604.
492	---	Kuk Kòk.	Sanctuaire ruiné et sculptures.	III, n° 606.
493	---	Pr. Kòk è Thbong.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 608.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
494	Siemréap.	Pr. Sralao.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés.	III, n° 609.
495	—	Pr. Sampou.	Sanctuaire en latérite.	III, n° 610.
496	—	Spean Thma Prasat Sampou.	Pont.	III, n° 611.
497	—	Kuk Khpop.	Un sanctuaire en grès et vestiges de quatre autres en briques.	III, n° 612.
498	—	Phnom Dei I, 6 km. E. de Svay Chek.	Trois sanctuaires en briques et annexes en partie ruinés.	III, n° 613.
499	—	Phnom Dei II, N.-E. d'Angkor Thom.	Sanctuaire en briques, piédroit inscrit.	BE, XVIII, ix, 13; Cœ. K. 457.
500	—	Don Tei.	Grande statue et vestiges.	III, n° 614.
501	—	P. Bang Ro.	Petit sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 615.
502	—	P. Kabal Romeas.	Sanctuaire en briques et pierre de couronnement.	III, n° 621.
503	—	P. Kaek Tom.	Sanctuaire en briques.	III, n° 622.
504	—	Spean Thma Stung Chkê Kon.	Pont.	III, n° 626.
505	—	Arak Thalo.	Vestiges d'un sanctuaire en briques ; statue de Brahmâ.	III, n° 627.
506	—	Pr. Seman Ting.	Edifice en latérite.	III, n° 628.
507	—	Pr. Seman Yung.	Trois sanctuaires en briques ruinés ; piédroit inscrit.	III, n° 629; Cœ. K. 252.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
508	Siemréap.	Pr. Tomrop.	Sanctuaire en latérite très ruiné.	III, n° 630.
509	—	Kòk Dong.	Sanctuaire en grès très ruiné.	III, n° 631.
510	—	Damnak Sdach	Trois sanctuaires en briques ruinés avec deux piédroits inscrits.	III, n° 632. Cœ. K. 251.
511	—	Pr. O Yeang.	Vestiges et sculptures.	III, n° 633.
512	—	Pr. Trao.	Sanctuaire en briques, lions, piédroit inscrit.	III, n° 634.
513	—	V. Kralanh.	Ruines de trois sanctuaires ; linteaux sculptés ; une marche avec inscription ruinée.	III, n° 635.
514	—	V. Thipdei.	Linteau sculpté et inscription.	III, n° 636 ; Cœ. K. 253.
515	—	P. Snay Laa.	Trois sanctuaires en latérite accolés.	III, n° 642.
516	—	Kòk Pràh Lean.	Piédestaux et statue.	III, n° 643.
517	—	Kòk Run.	Trois sanctuaires complètement ruinés.	III, n° 644.
518	—	Pr. Prei Thnal, N.	Trois sanctuaires en briques et annexes complètement ruinés.	III, n° 645.
519	—	Pr. Prei Thnal, S.	Sanctuaire en briques en partie ruiné portant deux inscrip- tions.	III, n° 646 ; Cœ. K. 451.
520	—	V. Angkor Pias.	Piédestal et linteau, restes d'un sanctuaire démoli.	III, n° 647.
521	—	Kuk Chan.	Sanctuaire en grès en partie ruiné.	III, n° 648.
522	—	Pr. Kdương.	Sept sanctuaires en briques.	III, n° 649.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
523	Siemréap	Pr. Bang Kong.	Trois sanctuaires en briques en partie ruinés.	III, n° 650.
524	—	Spean Mémai.	Pont.	III, n° 651.
525	—	Spean Rolom Pil.	Pont.	III, n° 652.
526	—	Spean Stung Práñ Srok.	Pont.	III, n° 653.
527	—	Pr. Plang.	Sanctuaire en grès, annexes et piédroit inscrit, en réemploi.	III, n° 654 ; Cœ. K. 452.
528	—	Kompong Stung Práñ Srok.	Sanctuaire en briques.	III, n° 655.
529	—	Pr. Kralong Sangké.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 656.
530	—	Kuk Prei Kò.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 657.
531	—	Kuk Trabek.	Tertre, piédestaux et sculpture.	III, n° 663.
532	—	Kuk Kantop Lơ.	Vestiges d'un sanctuaire en briques.	III, n° 664.
533	—	Pr. Lobok Run.	Six sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 665.
534	—	Pr. Kralanh.	Vestiges de trois sanctuaires ; sculptures ; piédroits inscrits conservés au poste de la garde indigène de Kralanh.	III, n° 666, Cœ. K. 251.
535	—	Pr. Phnom Kombat.	Sanctuaire en briques ruiné et sculptures.	III, n° 667.
536	—	Pr. Ta An.	Deux sanctuaires en briques et inscriptions.	III, n° 668 ; Cœ. K. 240- 241.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
537	Siemréap.	Kòk Samrong.	Sanctuaire en briques ruiné portant inscriptions.	III, n° 669 (P. Ta Siu); Cœ. K. 239.
538	—	Turk Chum.	Vestiges et stèle.	III, n° 670; Cœ. K. 238.
539	---	Kuk Trapeang Chuk Thom.	Vestiges d'un sanctuaire.	III, n° 671.
540	—	Spean Srèng.	Pont; sculptures dans un pagodant au bout du pont.	III, n° 672.
541	---	Spean Rolom Svay.	Pont réduit à deux arches.	III, n° 673.
542	---	Pr. Práh Lean.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 674.
543	---	Neak Ta Kong Srok.	Vestiges de temple et stèle des 9 devas.	III, n° 675.
544	---	Pr. Prei Khla Khmum.	Deux sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 676.
545	---	Pr. Lobok Prei.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 677.
546	---	Pr. Snuol.	Quatre sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 678.
547	---	Pr. Kei.	Quatre sanctuaires en briques.	III, n° 679.
548	---	Pr. Khna Trao.	Trois sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 680.
549	---	Pr. Ta Ma.	Deux sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 681.
550	---	Pr. Ta Kom Thom.	Temple à galeries portant inscriptions.	III, n° 682; Cœ. K. 244-248.

MUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
551	Siemréap.	Pr. Ta Kôm.	Sanctuaire en latérite et annexe portant l'un et l'autre une inscription.	III, n° 683; Cœ. K. 244-245.
552	—	Spean Dam-rong.	Pont.	III, n° 684.
553	—	Spean Prasat Ta Kôm.	Pont.	III, n° 685.
554	—	Spean Thmat.	Pont.	III, n° 686.
555	—	Spean Práh Changer.	Pont.	III, n° 687.
556	—	Pr. Ta Kiu.	Sanctuaire en briques ruiné.	III, n° 688.
557	—	Pr. Lobok.	Sanctuaire en latérite en partie ruiné.	III, n° 692.
558	—	Pr. Samrong.	Cinq sanctuaires complètement ruinés.	III, n° 694.
559	—	Pr. Thnot.	Sanctuaire en briques.	III, n° 695.
560	—	Pr. Trameng.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 697.
561	—	Pr. O Chrung	Edifice en latérite en partie ruiné.	III, n° 700.
562	—	Srok Prasat.	Sanctuaire en latérite ruiné.	III, n° 701.
563	—	Pr. Lich.	Tertre avec stèle sculptée et inscrite.	III, n° 703; Cœ. K. 453.
564	—	Pr. Mong.	Neuf sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 705.
565	—	Práh Phnom.	Cinq sanctuaires en briques bien conservés, l'un portant inscription.	III, n° 706; Cœ. K. 454.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
566	Siemréap.	Pr. Kuk Mon.	Sanctuaire en latérite et stèles sculptées.	III, n° 707.
567	—	Kompleanh Sô.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 708.
568	—	Pr. Kabal Bei.	Trois sanctuaires en briques.	III, n° 709.
569	—	Pr. Práh Khset.	Trois sanctuaires en briques, sculptures et inscriptions.	III, n° 710; Cœ. K. 237, 455.
570	—	Pr. Krê.	Trois sanctuaires et annexes en briques.	III, n° 711.
571	—	Pr. Don Tei.	Sanctuaire en briques, annexes et sculptures.	III, n° 712.
572	—	Spean Krabon	Pont.	III, n° 713.
573	—	Spean Sleng.	Pont.	III, n° 714.
574	—	Spean Po.	Pont.	III, n° 715.
575	—	SpeanKhmeng	Pont.	III, n° 716.
576	—	Spean Mémai.	Pont.	III, n° 717.
577	—	Spean Yang.	Pont.	III, n° 718.
578	—	Spean Tôp.	Pont.	III, n° 719.
579	—	Spean è Thbong.	Pont.	III, n° 720.
580	—	Pr. Prohm Kel.	Edifice en latérite, bassins et statues.	III, n° 721.
581	—	Pr. Chơng Tin.	Quatre sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 722.
582	—	SpeanKhmeng	Pont.	III, n° 724.
583	—	Pr. Kap Kong	Vestiges et sculptures.	III, n° 725.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
584	Siemréap.	Kuk Talat Khvay.	Vestiges.	III, n° 726,
585	—	Pr. Lobok Smoch.	Sanctuaire en latérite avec ins- cription effacée.	III, n° 728; Cœ. K. 456.
586	—	Pr. Char Pin.	Sanctuaire en briques.	III, n° 729.
587	—	Pr. Top.	Sanctuaire en briques très ruiné.	III, n° 730.
588	—	Pr. Rovieng.	Sanctuaire très ruiné.	III, n° 731.
589	—	Pr. Phluk.	Vestiges et statue.	III, n° 732.
590	—	Arak Po Kon.	Vestiges et sculpture.	III, n° 733.
591	—	Pr. Chei Kebo.	Trois sanctuaires en briques très ruinés.	III, n° 734.
592	—	Pr. Bang Ro.	Sept sanctuaires en briques ruinés.	III, n° 735.
593	—	Pr. Prei Nokor.	Sanctuaire en latérite et annexes.	III, n° 737.
594	—	Spean O Telok.	Pont.	III, n° 739.
595	—	Pr. Ta Choi.	Trois sanctuaires en briques dont un complètement ruiné.	III, n° 740.
596	—	Prasat Ta Lei.	Trois sanctuaires en grès, en- ceinte en latérite.	III, n° 529.
RÉSIDENTE DE STUNG TRENG.				
597	Melu Prei.	Pr. Neak Buos.	Huit sanctuaires, annexes et inscriptions.	II, n° 291; Cœ. K. 341-346.
598	—	Pr. Kchau Kombor.	Sanctuaire en grès.	II, n° 292.
599	—	Pr. Thnal Svay, Nord.	Sanctuaire et annexes, portant inscriptions.	II, n° 293; Cœ. K. 347.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
600	Melu Prei.	Pr. Kamping Puoi.	Sanctuaire en briques en partie ruiné.	II, n° 294.
601	—	Pr. A-Ban.	Trois sanctuaires en briques.	II, n° 295.
602	—	Pr. Cheam Kdal.	Sanctuaire en briques.	II, n° 296.
603	—	Pr. Choteal Tira.	Sanctuaire en briques.	II, n° 297.
604	—	Pr. Thm'om Peang.	Sanctuaire en briques, en partie ruiné, et annexes.	II, n° 298.
605	—	Pr. Sema.	Sanctuaire en briques et statue du Buddha en grès.	II, n° 299.
606	—	Pr. Trapeang Prasat.	Trois sanctuaires en latérite, en partie ruinés.	II, n° 300.
607	—	Pr. Sneng Kra- bei, Sud.	Trois sanctuaires en briques.	II, n° 301.
608	—	Pr. Sneng Kra- bei, Nord.	Trois sanctuaires en grès.	II, n° 302.
609	—	Pr. Kang Het.	Sanctuaire en grès et enceinte.	II, n° 303.
610	—	Pr. Ta Ros.	Trois sanctuaires en briques, en partie ruinés, portant inscrip- tions.	II, n° 304 ; Cœ. K. 348-349.
611	—	Pr. Trapeang Thnal Chuk.	Cinq sanctuaires et annexes en briques portant inscriptions.	II, n° 305 ; Cœ. K. 350-351.
612	—	Pr. Kantop.	Trois sanctuaires en briques avec inscriptions ; annexes.	II, n° 306 ; Cœ. K. 352-354.
613	—	Pr. Thnal Svay Sud.	Trois sanctuaires en grès et annexes.	II, n° 307.
614	—	Pr. Trapeang Thnal.	Sanctuaires en briques et an- nexes, en partie ruinés.	II, n° 308.

NUMÉROS	PROVINCES	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
615	Melu Prei.	Pr. Khla Deng.	Sanctuaire en briques et annexes.	II, n° 309.
616	—	Pr. Trapeang Ko.	Sanctuaire en briques et annexes.	II, n° 310.
617	—	Pr. Chenh.	Deux sanctuaires en briques, annexes.	II, n° 311.
618	—	Pr. Don Cheam.	Trois sanctuaires en briques, annexes.	II, n° 312.
619	—	Pr. Kraham.	Sanctuaire en briques.	II, n° 313.
620	—	Pr. Saak.	Terrasse d'un temple inachevé.	II, n° 314.
621	—	Pr. Khna.	Groupe de sanctuaires et d'annexes en matériaux divers; piédroits inscrits.	II, n° 315; Cœ. K. 355-356.
622	—	Prasat Chieng Meng.	Sanctuaire et annexes en latérite.	II, n° 316.
623	—	Pr. Kompong.	Sanctuaire en briques portant inscriptions.	II, n° 317; Cœ. K. 357.
624	—	Phnom Práh Vihear.	Sanctuaire en grès; galeries; inscriptions.	II, n° 398; Cœ. K. 380-383.
625	—	Práh Put Bak Ka.	Vestiges de trois sanctuaires en latérite; statue brisée.	II, n° 318.
626	—	Pr. Dong Kuk.	Enceinte ruinée en latérite.	II, n° 319.
627	—	Melu Prei (environs de).	Temple, grotte avec inscriptions.	II, n° 320; Cœ. K. 358; BE., XXIV, 644.
628	Tonlé-Ropou.	Pr. Bohan.	Edifice en briques; nandin de grès.	II, n° 321.
629	—	Veal Kantel.	Dalle inscrite.	II, p. 59; Cœ. K. 359.
630	—	Pr. Khtop.	Sanctuaire en briques ruiné.	II, n° 323.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
631	Tonlé Ropou.	Sala Prambei Loveng.	Edifice ruiné et enceinte.	II, n° 324.
632	—	That Beng Thea.	<i>That</i> en briques.	BE, XIII, 1, 46.
633	—	Pu Ban Tham.	<i>That</i> en briques.	325 bis.
634	Stung Treng.	That Ba Chong.	Vestiges de plusieurs monuments à l'embouchure de la Se Kong.	II, n° 326.
635	—	V. Katinha- ram.	Linteau et stèle du That Badom.	II, n° 328; Cœ. K. 360.
636	—	Pr. Nong Buor ou That Chap.	Sanctuaire en briques.	II, n° 329; BE, XIII, 1, 48.
637	—	Kompong Cham Kao.	Enceinte de terre et grès.	BE, XIII, 1, 48; Cœ. K. 48.
638	—	Vat Badom.	Vestiges de nombreux édifices.	
RÉSIDENTE DE SVAY RIENG.				
639	Romduol.	Basak.	Deux monuments ruinés, en partie fouillés.	I, n° 68.
640	—	Samrong.	Stèle inscrite.	I, n° 71; Cœ. K. 72.
641	—	Tuol Ang Yak (Khum Chorteal).	Monument ruiné entouré de fossés; débris d'une grande statue.	
642	—	Svay Chrum.	2 tertres avec débris de murs et soubassements en latérite.	
643	—	Svay Rieng (Résidence).	Sculptures.	I, n° 70; BE, XIII 1, 11.
644	Romeas Ek.	Chea-hor.	Tour en briques; statue; sculp- tures.	BE, IX, 745.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
RÉSIDENTE DE TAKEO.				
645	Treang.	Bayang.	Sanctuaires en briques et annexes. Inscriptions sur la porte du sanctuaire.	I, n° 3 ; Cœ. K. 3.
646	---	P. Ta Nhean.	2 sanctuaires en briques.	I, n° 4 ; BE, XIII, 1, 4.
647	---	P. Práh Kuh.	Sanctuaire en briques.	I, n° 5.
648	---	Chean Chum.	Piédroit inscrit transporté à Vat Lor.	BE, XIII, 1 ; Cœ. K. 422.
649	---	Phnom San-long.	Vestiges de deux sanctuaires en briques ; débris de statues.	I, n° 8.
650	---	P. Thleai, Est.	Vestiges d'un sanctuaire et inscription sur piédroit, illisible.	I, 13 ; Cœ. K. 20.
651	---	Ponhear Hor.	Deux sanctuaires en briques ruinés et piédroits inscrits.	I, n° 14 ; Cœ. K. 21.
652	---	V. Kus.	Inscription moderne.	A, I, 159.
653	PreiKrebas	Angkor Borei.	Fragment de stèle dans le Vat Kompong Luong.	I, n° 17 ; Cœ. K. 24.
654	---	---	(Vat Chruy) ; inscription moderne sur un linteau ancien.	I, n° 17 ; Cœ. K. 26.
655	---	P. Phnom Da.	Sanctuaire en latérite, grottes, sculptures et vestiges.	I, n° 18 ; BE, XIII, 1, 4.
656	---	Asram Maharozei.	Sanctuaire en grès.	I, n° 19.
657	---	Anlok ou Romlok.	Stèle de grès (1587 A. D.).	Cœ. K. 27.

NUMÉROS	PROVINCE	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
658	Prei Krebas.	Prei Phkeam.	Stèle inscrite.	I, n° 21 ; Cœ. K. 28.
659	—	V. Chamnon.	Vestiges et stèle inscrite.	I, n° 22 ; Cœ. K. 30.
660	Bati.	Phnom Chisor	Sanctuaire de l'esplanade en briques avec vantaux en bois sculpté ; statues de bois ; escalier ; 2 édifices secondaires en latérite ; piédroit inscrit.	I, n° 23-25 ; Cœ. K. 31.
661	—	Neang Khmau.	Trois sanctuaires en briques dont un rasé ; restes de peintures ; 3 inscriptions.	I, n° 26 ; Cœ. K. 5-37.
662	—	Pr. Sras Keo.	Sanctuaire en briques.	I, n° 27.
663	—	Trapeang Práh	Vestiges et statues.	I, n° 28.
664	—	V. Tenot.	Stèle inscrite.	I, n° 28 ; Cœ. K. 38.
665	—	Phnom Ta Mau	Sanctuaire en briques ruiné et sculptures.	I, n° 29.
666	—	Phnom Thma Doh.	Sanctuaire ruiné, statue et <i>liṅga</i> naturel.	I, n° 30.
667	—	Kakos.	<i>Liṅgas</i> , linteau, etc.	I, n° 31.
668	—	Ta Prohm.	Temple en grès à galeries ; inscription (1496).	I, n° 53 ; Cœ. K. 39.
669	—	Yeai Pou.	Sanctuaire en grès et <i>liṅga</i> .	I, n° 34.
670	—	V. Prei Sva.	Inscription.	I, p. 45 ; Cœ. K. 41.

Liste des monuments historiques du Laos.

NUMÉROS	MU'ONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES (1)
PROVINCE D'ATTOPEU.				
1		Ban Sake.	Linteau brisé en 3 parties.	II, n° 342.
2		Vat Saiphai.	Vestiges et sculptures.	II, n° 343.
PROVINCE DE BASSAC.				
3		Vat Luang (Kao kong, en face de Paksé).	That principal.	H. P., 161.
4		Vat Pha Phim (près Bassac).	Petit buddha entouré d'animaux.	H. P., 162.
5		Huei Thamo.	Ruines de 3 sanctuaires en briques et d'une enceinte en latérite.	II, n° 333.
6		Phu Lokhon ou Chan Nakhon	Liṅga brisé ; stèle inscrite.	II, n° 336 ; Cœ. K. 363.
7		Ban That.	3 sanctuaires en grès ; sculptures ; stèle inscrite.	II, n° 335 ; Cœ. K. 364.
8		Vat Phu.	Sanctuaires, escaliers, galeries. étang. Ruines de 2 sanctuaires en briques à 2 km. au Sud.	II, n° 339.
<p>(1) Abréviations : H. P. = <i>Inventaire des monuments du Laos</i>, par H. Parmentier (manuscrit) ; II suivi d'un n° = <i>Inventaire des monuments du Cambodge</i>, par L. de Lajonquière, tome II. Les autres abréviations comme plus haut.</p>				

NUMÉROS	MU'ONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
		PROVINCE DE CAMMON.		
9		That de La-khon Kao.	<i>That.</i>	H. P., 136.
		PROVINCE DU HAUT MÉKONG.		
10	Ban Huei Sai		2 stèles et un buddha de bronze devant les bureaux du Commissariat.	H. P., 166.
		PROVINCE DE LUANG PRABANG.		
11	Luang Prabang	Pak-U.	Grotte haute : façade d'entrée.	
12	—	Vat That Luong.	<i>That</i> principal (1818). Stèle sculptée dite du Maha Pasaman ; 2 statues bouddhiques.	H. P., 1.
13	—	Vat That.	<i>That</i> (1548).	H. P., 3.
14	—	Vat Hua Xieng (1708).	<i>Vat</i> et annexes.	H. P., 4.
15	—	Vat Mai (1796).	<i>Vat</i> ; statue du Prabang. Bibliothèque N.	H. P., 6.
16	—	Vat Pakê. (1851).	Vantaux des portes.	H. P., 9.
17	—	Phu Si, partie S.-E.	Pied de buddha ; édicule voisin.	H. P., 11.
18	—	Vat Chum Không (1855).	<i>Vat.</i>	H. P., 11.
19	—	Vat Pa Phai (1765-1791).	<i>Vat.</i>	H. P., 14.

NUMÉROS	MUONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
20	Luang Prabang.	Vat Pa Fang (vers 1700).	Vat et <i>thats</i> .	H. P., 15.
21	—	Vat Nong.	Vat et <i>thats</i> .	H. P., 16.
22	—	Vat Xieng Thong(1561).	Vat et portes.	H. P., 20.
23	—	Vat Khili.	Vat et <i>that</i> .	H. P., 22.
24	—	Vat Aram.	Porte en maçonnerie.	H. P., 24.
25	—	Vat Vixun.	—	H. P., 25.
26	—	Vat Manorum.	Torse d'un buddha de bronze renversé.	H. P., 28.
27	Cours du fleuve de Luang Prabang à Vieng Chan	Vat Chom Ngua, R. G.	Une stèle.	H. P., 34.
28	—	Vat Ban Song, R. G.	Vat et stèle.	H. P., 36.
PROVINCE DE SAVANNAKHET.				
29	Kantabuli.	Vat Thaxano (près Savan- nakhét).	Vat.	H. P., 153.
30		Huren Hin.	Sanctuaire en pierre.	II, n° 344.
31		That Phong.	Sanctuaire en briques transfor- mé en <i>that</i> .	BE, XIII, 1, 58.
32		That Inhang.	Sanctuaire en briques transfor- mé en <i>that</i> .	II, n° 346.

NUMÉROS	MU'ONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
PROVINCE DE TRAN-NINH.				
33	Xieng-Khuang.	Vat Si Phom.	Restes du <i>that</i> .	H. P., 46.
34	—	That Phun.	<i>That</i> .	H. P., 48.
35	—	Ban Nakham.	Jarres.	H. P., 50.
36	—	Ban Nong To.	Jarres.	H. P., 54.
37	Mư'ong Khang.	Vat Nahua.	<i>Vat</i> avec édicule intérieur.	H. P., 55.
38	—	Vat Ban Kay.	<i>Vat</i> .	H. P., 56.
39	—	Vat Si Khum.	<i>Vat</i> .	H. P., 58.
40	—	Vat Luang.	<i>Vat</i> et annexes.	H. P., 62.
41	—	Vat Phu Kham.	<i>Vat</i> et <i>that</i> .	H. P., 63.
42	—	San tio, village meo entre Mư'ong Phan et Mư'ong The.	Jarres.	
43	Mư'ong Ek.	Vat Bankap.	Bronzes.	
44	Mư'ong Sui.	Plaine des Jar- res.	Jarres, grotte et grotte des cer- cucils.	H. P., 65.
45	—	Vat Ban Ang.	<i>Vat</i> .	H. P., 67.
46	—	Vat Ban Xang.	<i>Vat</i> et bonzerie.	H. P., 68.
47	—	Vat Ban Tan.	<i>Vat</i> et annexes.	H. P., 71.
48	—	Entre Thong Hak et Ban Na Som.	Jarres.	H. P., 73.

NUMÉROS	MU'ONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
49	Mư'ong Sui	Entre Thong Hak et Ban Bèng.	<i>Thats.</i>	H. P., 73.
50	—	Vat Ban Bua.	<i>Vat.</i>	H. P., 73.
51	—	Vat Ban Khay.	<i>Vat.</i>	H. P., 74.
52	—	Vat Vixay.	Ruines du <i>vat</i> .	H. P., 75.
53	—	Vat Ban Phong	<i>Vat</i> , bonzerie, annexes.	H. P., 76.
54	—	Vat Ban Mong ou Mang.	<i>Vat</i> , bibliothèque ruinée, cellules et <i>that</i> .	H. P., 77.
55	—	Tham Xieng Nga.	Buddhas.	H. P., 79.
56	—	Ban Sop.	Jarres.	
57	—	That Phong Pheng.	<i>That</i> près du village de Ban Na Su.	H. P., 81.
PROVINCE DE VIENG CHAN.				
58	Vieng Chan	Vat Chan.	Bois sculptés de la palissade et ruines du <i>that</i> .	H. P., 85.
59	—	Vat Kang.	Restes du <i>vat</i> .	H. P., 86.
60	—	Phya vat.	—	H. P., 88.
61	—	Vat In Peng.	Pièces khmères (?) sur l'autel, annexes et dvârapâlas.	H. P., 92.
62	—	Vat Hai Sok.	Buddhas.	H. P., 98.
63	—	Vat Ong Tu.	Restes du <i>vat</i> , boiseries du pignon et buddhas de bronze.	H. P., 96.

NUMÉROS	MUONG	NOM DU MONUMENT	DÉSIGNATION	RÉFÉRENCES
64	Vieng Chan	Vat Si Sakhet.	<i>Vat</i> ; mobilier ; cloître ; 7 grands buddhas de bronze rapportés ; 4 stèles inscrites ; 2 vantaux du V. Ho Phra Kèo ; statues et sculptures en pierre ; bibliothèque et <i>thats</i> .	H. P., 97.
65	—	Vat Ho Phra Keo.	<i>Vat</i> et restes d'enceinte.	H. P., 104.
66	—	Vat Yot Kèo.	Restes de la bibliothèque.	H. P., 110.
67	—	Vat Xieng Va.	Porte-luminaire.	H. P., 111.
68	—	Vat Tai Noi.	Restes du <i>vat</i> .	H. P., 112.
69	—	Résidence supérieure.	9 buddhas de bronze.	H. P., 113.
70	—	That Luong.	<i>That</i> , enceinte, stèles, statues et vestiges de <i>thats</i> environnants. Buddhas sur la route du That Luong.	H. P., 115. H. P., 119.
			<i>That</i> du cimetière.	H. P., 119.
71	—	Saifong.	<i>That</i> et stèles laotiennes ; stèle khmère des hôpitaux transportée à Ban Si Tan Tai.	H. P., 127.
72	—	Nong Phin (à 65 km. environ au N. de Vieng Chan).	Anfractuosité de Nong Phin ; statues en ronde bosse faisant corps avec le rocher.	BE. XXV, 203.

V.

11 juillet 1925.

Arrêté relatif au classement, à la conservation et à la protection des monuments historiques des pays de protectorat. (J. O., 1925, p. 1422.)

Le Gouverneur général *p. i.* de l'Indochine, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 3 avril 1920 portant constitution de l'Ecole Française d'Extrême-Orient en établissement public doté de la personnalité civile ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920 réglant le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques, et notamment les articles 2 et 15 dudit décret ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 sur le classement des immeubles régis par la loi française et des objets appartenant à des justiciables des tribunaux français ;

Vu l'ordonnance royale de S. M. l'Empereur d'Annam en date du 14 décembre 1922, rendue exécutoire par arrêté du Résident supérieur en Annam du 23 février 1923 et déléguant au Gouverneur général le droit d'assurer la protection des monuments historiques par toutes les règles qu'il croira bon d'édicter ;

Vu l'ordonnance royale de S. M. le Roi du Cambodge en date du 11 octobre 1923, rendue exécutoire par arrêté du Résident supérieur au Cambodge en date du 18 octobre 1923 et contenant la même délégation pour le Cambodge ;

Vu les ordonnances royales du 3 juin 1886 et du 26 juillet 1897 portant fixation des pouvoirs du Kinh-luoc et dévolution de ses attributions au Résident supérieur au Tonkin ;

Vu l'avis conforme du Résident supérieur au Tonkin ;

Sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et de la Commission instituée par arrêté n° 2979 du 21 août 1923,

Arrête :

Article premier. — Les immeubles et objets mobiliers dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, et appartenant au domaine du Souverain ou de l'Etat protégé, au domaine de la commune ou de toute autre personne morale indigène de droit public ou privé, ou appartenant en propre à tout individu justiciable des tribunaux indigènes, sont soumis aux dispositions particulières qui suivent.

DES IMMEUBLES.

Art. 2. — A l'exception des monuments expressément réservés dans les ordonnances royales du 14 décembre 1922 et du 11 octobre 1923, les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie, par arrêtés du Gouverneur général sur la proposition du Directeur de

L'Ecole Française d'Extrême-Orient, après entente avec le Conseil du Co-mât pour les immeubles situés en Annam ; avec le Résident supérieur au Tonkin pour ceux situés au Tonkin, et avec le Conseil des Ministres pour ceux situés au Cambodge.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes du présent arrêté, les terrains qui renferment des stations ou gisements pré-historiques, des restes de constructions anciennes ou des dépôts d'objets anciens de caractère artistique, archéologique ou religieux, ainsi que les immeubles dont le classement est nécessaire pour encadrer, isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

La proposition de classement est notifiée au propriétaire intéressé par le Gouverneur général. Les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé, à compter de cette notification. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de la notification.

Tout arrêté prononçant le classement d'un immeuble est notifié au propriétaire de cet immeuble et au Chef de l'administration locale du pays où l'immeuble est situé. Il sera communiqué par la voie administrative à l'administrateur chef de la province et aux autorités de la commune dont dépend l'immeuble. Il sera publié au *Journal officiel de l'Indochine française* et au *Bulletin administratif local*.

Art. 3. — Sont considérés comme ayant été régulièrement classés avant la promulgation du présent arrêté, les immeubles qui ont fait l'objet d'arrêtés de classement, conformément à l'arrêté du Gouverneur général du 9 mars 1900.

La liste des immeubles classés sera dressée par les soins du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et publiée au *Journal officiel de l'Indochine*.

Des extraits de cette liste contenant l'énumération des immeubles par pays et provinces seront adressés par les soins du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient aux administrations locales, provinciales et communales et aux propriétaires et occupants desdits immeubles.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour à l'Ecole Française d'Extrême-Orient et rééditée tous les dix ans dans la même forme.

Il sera dressé en outre, dans le délai de trois ans, un inventaire supplémentaire de tous les édifices ou parties d'édifices publics et privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation. L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble inscrit sans avoir, deux mois auparavant, avisé l'Administration de leur intention.

Art. 4. — Les immeubles appartenant au domaine du Souverain ou de l'Etat protégé, au domaine d'une commune ou de toute autre personne morale de droit public, sont classés, s'il y a consentement du propriétaire, et après avis

du Chef de l'administration locale où l'immeuble se trouve situé, par arrêté du Gouverneur général, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

En cas de désaccord, le classement est prononcé par arrêté du Gouverneur général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement.

Art. 5. — Les immeubles appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'article précédent, sont classés par arrêté du Gouverneur général, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement pourra être prononcé d'office par le Gouverneur général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement. Le classement pourra donner lieu à une indemnité représentative du préjudice devant résulter pour le propriétaire de la servitude de classement d'office instituée par le présent paragraphe. La demande devra être produite dans les six mois à dater de la notification de l'arrêté de classement. Cet acte informera le propriétaire de son droit éventuel à indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité seront réglées par le Résident supérieur en Conseil de Protectorat.

Un arrêté du Gouverneur général règlera les conditions et proportions dans lesquelles seront imputées aux différents budgets les sommes allouées au titre de ladite indemnité.

Art. 6. — Sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, le Gouverneur général et les Chefs d'administration locale peuvent toujours, en se conformant à la procédure de déguerpissement en vigueur dans le pays protégé, poursuivre la dépossession du propriétaire ou de l'occupant d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'offre sa conservation au point de vue de l'histoire ou de l'art.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des propriétaires et occupants d'immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Art. 7. — Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins de dépossession du propriétaire ou de l'occupant dudit immeuble sans l'autorisation du Gouverneur général, donnée sur avis du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 8. — Les effets du classement suivent l'immeuble classé en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée par celui qui l'a consentie à l'autorité administrative du lieu, qui en réfère par la voie hiérarchique au Gouverneur général.

Art. 9. — L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, que dans les conditions qui seront fixées par un arrêté du Gouverneur général sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. L'immeuble modifié irrégulièrement devra être remis dans l'état antérieur aux frais de l'auteur du fait et sous la surveillance de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 10. — Le Gouverneur général et les Chefs d'administration locale peuvent faire exécuter d'office les travaux de réparation et d'entretien qui, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés.

Un arrêté du Gouverneur général règle les conditions dans lesquelles seront réparties entre le budget général et les autres budgets existant en Indochine les dépenses afférentes aux monuments classés relevant desdits budgets.

Le classement d'un immeuble n'implique pas nécessairement la participation de l'Administration aux charges résultant des travaux de restauration, de réparation ou d'entretien. Lorsque l'Administration prend à sa charge une partie de ces travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par le propriétaire ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument.

Art. 11. — Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, le Gouverneur général, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, peut, s'il le juge utile, autoriser l'occupation temporaire de ces immeubles et des immeubles voisins.

Cette occupation est ordonnée par un arrêté du Chef de l'Administration locale. Sa durée ne peut excéder six mois. En cas de préjudice causé, elle peut donner lieu à une indemnité. Un arrêté du Gouverneur général réglera le montant et le mode d'attribution de cette indemnité, son imputation aux divers budgets et fixera son mode de répartition entre les différentes catégories des ayants-droit.

Art. 12. — Aucune construction neuve ne peut être adossée, avec ou sans mur mitoyen, à un immeuble classé sans une autorisation expresse du Gouverneur général, donnée sur l'avis conforme du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Toutes celles qui auraient été élevées sans cette autorisation devront être enlevées aux frais de celui qui les aura édifiées et sous la surveillance de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Nul ne peut acquérir de droit par prescription sur un immeuble classé.

Les servitudes légales d'alignement et autres, qui pourraient modifier l'aspect des monuments ou causer leur dégradation ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé, qu'avec l'agrément du Gouverneur général donné sur l'avis conforme du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

L'affichage est interdit sur les immeubles classés. Il peut être également interdit autour desdits immeubles dans un périmètre qui sera, pour chaque cas particulier, déterminé par arrêté du Chef de l'Administration locale, sur avis conforme du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 13. — Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé et notifié aux intéressés en la même forme que son classement.

Art. 14. — Des zones contenant un groupe de monuments, de vestiges anciens, d'objets d'art ou d'archéologie pourront être délimitées par arrêté du Gouverneur général, et des périmètres pourront être réservés autour de certains monuments. Ces zones et périmètres seront soumis à tous les effets du classement, sauf les exceptions qui seront spécifiées dans l'arrêté par lequel ils seront établis.

DES OBJETS MOBILIERS.

Art. 15. — Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de la préhistoire, de l'histoire ou de l'art, un intérêt public, peuvent être classés par arrêté du Gouverneur général, avec le consentement du propriétaire, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. Les effets du classement subsistent à l'égard des immeubles par destination classés qui redeviennent meubles proprement dits.

Art. 16. — Sont applicables aux objets mobiliers les dispositions de l'article 2, paragraphe 3, du présent arrêté.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par arrêté du Gouverneur général pris en Commission permanente du Conseil de Gouvernement.

Art. 17. — Il sera dressé, par les soins du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, une liste générale des objets mobiliers classés.

Tout objet mobilier appartenant à un immeuble classé est considéré comme classé.

Art. 18. — Tous les objets mobiliers classés sont imprescriptibles.

Les objets classés appartenant au domaine du Souverain ou de l'Etat protégé, au domaine d'une commune ou de toute autre personne morale de droit public ou privé, ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du Gouverneur général et dans les formes prévues par les lois et règlements. La propriété ne peut en être transférée qu'à l'Etat français, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Art. 19. — Les effets du classement suivent l'objet, en quelques mains qu'il passe. Tout particulier qui aliène l'objet classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement. Toute aliénation doit, dans les quinze jours de la date de son accomplissement, être notifiée, par celui qui l'a consentie, à l'autorité administrative du lieu, qui en réfère par la voie hiérarchique au Gouverneur général.

Art. 20. — L'acquisition faite en violation de l'article 18, § 2, est nulle. Les actions en nullité ou revendication peuvent être exercées à toutes époques, tant par le Gouverneur général ou son délégué que par le propriétaire originaire. Elles s'exercent sans préjudice des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être dirigées, soit contre les parties contractantes solidairement responsables, soit contre l'officier public qui a prêté son concours à l'aliénation. Lorsque l'aliénation illicite a été consentie par une commune ou par toute autre personne morale de droit public ou privé, cette action en dommages-intérêts est exercée par le Gouverneur général au nom et au profit du budget général.

L'acquéreur ou sous-acquéreur de bonne foi, entre les mains duquel l'objet est revendiqué, a droit au remboursement du prix de son acquisition ; si la revendication est exercée par le Gouverneur général, celui-ci aura recours contre le vendeur originaire pour le montant intégral de l'indemnité qu'il aura dû payer à l'acquéreur ou sous-acquéreur.

Les dispositions du présent article sont applicables aux objets perdus ou volés.

Art. 21. — L'exportation hors de l'Indochine française des objets classés ou ayant fait partie d'un monument classé est interdite. Elle peut néanmoins être autorisée exceptionnellement par arrêté du Gouverneur général sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 22. — Les objets d'art, statues, sculptures, inscriptions en pierre, bois ou métal, d'origine indochinoise et antérieurs au XIX^e siècle, ne pourront être exportés hors de l'Indochine française que s'ils sont accompagnés d'un certificat de non classement délivré par le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ou par ses délégués spécialement désignés à cet effet.

Au cas où l'exportateur ne pourrait présenter le certificat de non classement, les objets spécifiés au paragraphe précédent seraient retenus par les soins du service des Douanes et Régies jusqu'à production dudit certificat.

Le certificat de non classement peut être délivré valablement par le Directeur des Arts cambodgiens en ce qui touche les objets anciens vendus par le musée Albert Sarraut de Phnom Penh, conformément à l'arrêté du 14 février 1923.

Art. 23. — Les objets classés ne peuvent être modifiés, réparés ou restaurés sans l'autorisation du Gouverneur général ni hors de la surveillance de l'Ecole

Française d'Extrême-Orient et que dans les conditions fixées par cette autorisation. L'objet modifié sans autorisation devra, autant que possible, être remis dans l'état antérieur, aux frais de celui qui a effectué ou ordonné la modification, et sous la surveillance de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Les propriétaires ou détenteurs des objets mobiliers classés sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de les représenter, aux agents accrédités par le Gouverneur général.

Art. 24. — Le Gouverneur général pourra exercer sur toute vente publique d'œuvres d'art, un droit de préemption, par l'effet duquel il se trouvera subrogé à l'adjudicataire. La déclaration faite par le Gouverneur général ou son délégué qu'il entend éventuellement user de son droit de préemption, sera formulée à l'issue de la vente, entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications. La décision du Gouverneur général devra intervenir dans le délai de quinze jours.

DE LA GARDE ET DE LA CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES.

Art. 25. — Les différents services administratifs, les communes, les établissements publics et les personnes privées sont tenus d'assurer la garde et la conservation des objets mobiliers classés dont ils sont propriétaires, affectataires ou dépositaires, et de prendre à cet effet toutes les mesures nécessaires. Les dépenses nécessitées par ces mesures sont, à l'exception des frais de construction ou de reconstruction des locaux, obligatoires pour les dits services, communes ou établissements.

Art. 26. — Lorsque la conservation ou la sécurité d'un objet classé appartenant à une commune ou à un établissement public ou à une personne privée est mise en péril, et lorsque la collectivité ou la personne propriétaire, affectataire ou dépositaire ne veut ou ne peut pas prendre immédiatement les mesures jugées nécessaires pour remédier à cet état de choses, le Gouverneur général peut, sur le rapport du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, ordonner d'urgence, par arrêté motivé, les mesures conservatoires utiles, et même, en cas de nécessité, le transfert de l'objet dans un musée ou dans un dépôt public.

L'arrêté détermine l'imputation des frais occasionnés par les opérations prescrites.

Art. 27. — Les objets d'art, de préhistoire ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, etc., existant sur ou dans le sol d'un immeuble concédé par le domaine du souverain ou de l'Etat protégé, d'une commune ou de toute autre personne morale de droit public ou privé, restent la propriété de ce domaine.

FOUILLES ET DÉCOUVERTES.

Art. 28. — Nul ne peut entreprendre de fouilles, à l'effet de rechercher des antiquités, sur un terrain appartenant au domaine du souverain ou de l'Etat protégé, au domaine d'une commune ou de toute autre personne morale de droit public, sans en avoir obtenu l'autorisation écrite du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. L'autorisation peut être subordonnée à toutes les conditions qui seront jugées utiles.

Nul ne peut ouvrir, fouiller ou détruire d'anciens tombeaux abandonnés sans avoir obtenu l'autorisation prévue au paragraphe précédent.

Nul ne peut exécuter, sur son propre terrain, de fouilles à l'effet de rechercher des antiquités qu'après en avoir donné avis, deux mois à l'avance, à l'autorité administrative la plus proche. Celle-ci en rendra compte immédiatement à l'administrateur chef de la province, ou, s'il s'agit d'une municipalité, au maire de la ville. L'administrateur ou le maire devra en référer sans délai au Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, qui aura le droit de prescrire toutes les mesures de contrôle et de surveillance qu'il jugera utiles et au besoin de faire suspendre les travaux de fouilles jusqu'à décision du Gouverneur général, au cas où il estimerait nécessaire de proposer la dépossession du propriétaire ou de l'occupant ou au cas où il reconnaîtrait que les travaux sont dirigés de façon à endommager les antiquités dégagées.

Art. 29. — Quiconque, par suite de fouilles, de travaux ou de faits quelconques, aura découvert dans un terrain quelconque des monuments, ruines, sculptures, inscriptions ou objets quelconques pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'archéologie ou l'art, devra en aviser dans les vingt-quatre heures l'autorité administrative la plus proche, qui devra assurer la conservation provisoire des objets découverts et en rendre compte sans délai à l'administrateur chef de la province, ou, s'il s'agit d'une municipalité, au maire de la ville. L'administrateur ou le maire devra en référer sans délai au Gouverneur général, sous le couvert du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Toute infraction aux prescriptions qui précèdent devra obligatoirement être déférée par le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient au Gouverneur général qui décidera des suites à donner à cette constatation.

Si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, le Gouverneur général pourra, en appliquant la procédure de déguerpissement suivie dans le pays protégé, poursuivre la dépossession du propriétaire ou de l'occupant.

Art. 30. — Les objets d'art ou d'antiquité découverts au cours de fouilles ou de travaux quelconques peuvent devenir la propriété du domaine colonial, s'il n'en est déjà le propriétaire légal, à la condition que le Gouverneur général

les revendique dans un délai de six mois après l'avis qui aura été donné de cette découverte à l'administration conformément à l'article précédent. L'acte notifiant à l'intéressé cette revendication devra spécifier l'indemnité qui lui est offerte.

DISPOSITIONS PÉNALES.

Art. 31. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 3 (modification sans avis préalable d'un immeuble inscrit sur l'inventaire supplémentaire), des § 2 et 3 de l'article 8 (aliénation d'un immeuble classé sans notification du classement ou de l'aliénation), du § 5 de l'article 12 (interdiction d'affichage), des paragraphes 2 et 3 de l'article 19 (aliénation d'un objet mobilier classé), du paragraphe 2 de l'article 23 (non-représentation des objets mobiliers classés), sera punie d'une amende de 10 à 100 piastres.

Art. 32. — Toute infraction aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 (effet de la proposition du classement d'un immeuble), de l'article 9 (modification d'un immeuble classé), des paragraphes 1 et 4 de l'article 12 (constructions neuves adossées à l'immeuble classé, établissement de servitude) ou de l'article 23 (modification d'un objet mobilier classé) du présent arrêté, sera punie d'une amende de 10 à 500 piastres, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront ordonné les travaux exécutés ou les mesures prises en violation desdits articles.

Art. 33. — Quiconque aura aliéné, acquis sciemment, soustrait, exporté ou tenté d'exporter un objet mobilier classé, en violation des articles 19, 20 et 21 du présent arrêté, sera puni d'une amende de 100 à 3000 piastres et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées à l'article 20.

Art. 34. — Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé un immeuble ou un objet mobilier classé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 40 à 200 piastres.

Art. 35. — Les infractions prévues dans les quatre articles précédents seront constatées par des procès-verbaux dressés par toutes les autorités publiques qualifiées.

Les conservateurs, inspecteurs, gardiens attachés à un musée ou dépôt archéologique, à un monument, à un groupe ou à un ensemble de monuments s'ils sont commissionnés et dûment assermentés, seront qualifiés pour constater par procès-verbaux toutes infractions au présent arrêté.

— 657 —

Le Directeur, les membres et les correspondants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, le Directeur des Arts cambodgiens, les membres de la Commission des Antiquités du Tonkin et ceux de la Commission des Antiquités du Cambodge auront le droit de requérir des autorités françaises ou indigènes la constatation des dommages causés aux monuments ou objets classés et les mesures urgentes destinées à prévenir ces dommages.

Copie des procès-verbaux dressés en vertu du présent article, ainsi que tous renseignements utiles seront obligatoirement adressés par la voie hiérarchique au Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Les actions relatives aux infractions susdites seront intentées et suivies conformément aux règles de procédure criminelle respectivement applicables dans les différents pays de l'Union indochinoise et sans préjudice de toute intervention du Gouverneur général à titre de partie civile.

Art. 36. — Tout conservateur ou gardien qui, par collusion avec l'auteur du délit, aura laissé dégrader un monument classé, mutiler ou soustraire une partie de monument classé ou un objet classé, sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 7 à 120 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 37. — Les dispositions relatives aux circonstances atténuantes prévues dans les différents codes en vigueur dans chacun des pays de l'Union seront applicables aux cas prévus au présent chapitre.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 38. — Le Gouverneur général peut établir un droit d'entrée pour la visite des monuments historiques classés. Il peut également décider que le droit de peindre, dessiner, photographier et cinématographier dans les monuments précités donnera lieu à la perception d'une taxe spéciale. Le produit des taxes ainsi perçues sera versé au budget de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour être affecté au développement des collections et à la conservation des monuments.

Art. 39. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, les Résidents supérieurs au Tonkin, en Annam, au Cambodge et au Laos, le Directeur de l'Administration judiciaire de l'Indochine, le Directeur des Douanes et Régies et le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 11 juillet 1925.

MONGUILLOT.

VI

2 juin 1926.

Arrêté relatif à l'exportation des objets d'art hors de l'Indochine française. (J. O., 1926, p. 1507.)

Le Gouverneur général de l'Indochine,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 3 avril 1920 conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920, réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime de la personnalité civile ;

Vu le décret du 23 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de la loi du 13 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 relatif à la protection des objets d'art ou d'archéologie régis par la loi française ou appartenant à des justiciables des tribunaux français ;

Vu l'ordonnance royale de S. M. l'Empereur d'Annam en date du 14 décembre 1922, rendue exécutoire par arrêté du Résident supérieur en Annam du 23 février 1923 et déléguant au Gouverneur général le droit d'assurer la protection des monuments historiques par toutes les règles qu'il croira bon d'édicter ;

Vu l'ordonnance royale de S. M. le Roi du Cambodge en date du 11 octobre 1923, rendue exécutoire par arrêté du Résident supérieur au Cambodge en date du 18 octobre 1923 et contenant la même délégation pour le Cambodge ;

Vu les ordonnances royales du 3 juin 1886 et du 26 juillet 1897 portant fixation des pouvoirs du Kinh-lực et dévolution de ses attributions au Résident supérieur au Tonkin ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925 portant classement des monuments historiques de l'Indochine française ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1925 relatif au classement, à la conservation et à la protection des monuments historiques et des objets d'art en pays de protectorat ;

Sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et l'avis conforme du Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine ;

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les objets accompagnés d'un certificat de non classement spécifiés à l'article 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et à l'article 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ne pourront être exportés hors de l'Indochine française que par les seuls ports de Haiphong, Tourane, Quinhon, Saigon et Réam.

Art. 2. — Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient désignera par décision le ou les délégués spécialement chargés de délivrer en son nom les certificats de non classement pour chacun de ces cinq ports.

Art. 3. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, le Gouverneur de la Cochinchine, les Résidents supérieurs au Tonkin, en Annam, au Cambodge et au Laos, le Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine et le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 2 juin 1926.

Par délégation,
Le Secrétaire général
du Gouvernement général de l'Indochine,
MONGUILLOT.

VII

21 juin 1926.

Décision désignant des délégués du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient chargés de délivrer les certificats de non classement valables pour l'exportation des objets d'art indochinois.

Le Directeur *p. i.* de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Vu le décret du 3 avril 1920, conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920, réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime de la personnalité civile ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1926 énumérant limitativement les ports de l'Indochine française par lesquels pourront être exportés les objets accompagnés d'un certificat de non classement ;

Décide :

Art. 1^{er}. — Les délégués spécialement désignés à l'effet de délivrer au nom du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient les certificats de non classement prévus par les articles 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925, sont :

- 1^o pour le port de Haiphong : le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient à Hanoi ;
- 2^o pour les ports de Tourane et de Quinhon : M. le Dr Sallet, correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, à Hué-Tourane ;
- 3^o pour le port de Saigon :
 - a) en ce qui concerne les objets provenant d'Annam ou de Cochinchine : M. Jean Bouchot, attaché au Service des Archives et Bibliothèque de la Cochinchine, à Saigon ;
 - b) en ce qui concerne les objets provenant du Cambodge ou du Laos : M. George Groslier, correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, à Phnom Penh ;
- 4^o pour le port de Réam : M. George Groslier, correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, à Phnom Penh.

— 660 —

Art. 2. — Les délégués sus-désignés pour les ports de Tourane, de Qui-nhon, de Saigon et de Réam recevront chacun pour l'exécution des formalités de délivrance du certificat de non classement une indemnité forfaitaire journalière de *une piastre* à compter de la date de la signature de la présente décision.

Art. 3. — La dépense sera imputée sur les crédits de l'article 1^{er} du budget de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et les mandats établis à Hanoi seront directement adressés aux bénéficiaires.

Art. 4. — Le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hanoi, le 21 juin 1926.

L. AUROUSSEAU.

VIII

23 juin 1926.

Instructions relatives à la délivrance du certificat de non classement valable pour l'exportation des objets d'art indochinois.

N^o 573

Hanoi, le 23 juin 1926.

Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient

à MM. J. BOUCHOT, *Attaché au service des Archives et Bibliothèques de la Cochinchine, Saigon ;*

G. GROSLIER, *Correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, Phnom Penh ;*

Dr A. SALLET, *Correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, Hué-Tourane.*

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli :

a) un exemplaire du fascicule contenant les textes de législation relatifs au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques de l'Indochine française. Ce fascicule contient, entre autres textes, les arrêtés du 30 avril 1925 et du 11 juillet 1925 dont certains articles réglementent l'exportation des objets d'art hors de l'Indochine française ;

b) une ampliation de l'arrêté en date du 2 juin 1926 fixant limitativement les ports de sortie par lesquels pourront être exportés hors de l'Indochine les objets accompagnés d'un certificat de non classement, spécifiés à l'article 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et à l'article 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ;

c) une décision vous désignant spécialement à l'effet de délivrer en mon nom les certificats de non classement sus-mentionnés pour les ports de Tourane et de Quinhon (Dr Sallet) ; de Saïgon en ce qui concerne les objets provenant d'Annam ou de Cochinchine (M. J. Bouchot) ; de Saïgon en ce qui concerne les objets provenant du Cambodge ou du Laos (M. G. Groslier) ; de Réam (M. G. Groslier) ;

d) deux exemplaires d'un registre imprimé contenant 100 feuilles de certificat en triple expédition (une à conserver, une à envoyer au service des Douanes et Régies, une à remettre à l'exportateur) ;

e) une copie des instructions que le Directeur des Douanes et Régies adresse par ce courrier à son personnel.

Je vous prie de vouloir bien assurer, dès réception de la présente lettre, l'application des dispositions réglementaires concernant l'exportation des objets d'art, en vous inspirant des indications qui suivent.

I. DÉCLARATION. — Le public sera informé par les voies légales (Bulletins des Chambres de commerce, journaux locaux, affiches) qu'au cas où il désirerait exporter des objets spécifiés comme devant être accompagnés d'un certificat de non classement (articles 10 de l'arrêté du 30 avril et 22 de celui du 11 juillet 1925), il aurait l'obligation de vous adresser au moins trois semaines avant la date de l'embarquement une déclaration portant la date du départ et le nom du paquebot et accompagnée d'une liste (en double exemplaire) complète et descriptive des objets qu'il désire exporter, avec la mention de leur numéro d'ordre, de leur origine, de leurs dimensions (hauteur, diamètre ou largeur), de leur poids et de la matière de laquelle ils sont faits. (Cette déclaration et cette liste sont d'ailleurs exigées par le service des Douanes et Régies pour la délivrance des certificats d'origine, formalité indépendante de celle de la délivrance des certificats de non classement ; ainsi l'obligation d'obtenir ces certificats n'exige-t-elle aucun surcroît de formalité à la charge du public.)

Vous voudrez bien délivrer, quand il y aura lieu de le faire, les certificats demandés dans le plus bref délai possible et noter que vous n'aurez à établir de certificats que pour les objets non classés antérieurs au XIX^e siècle, faits de pierre, de bois ou de métal. Vous n'aurez donc en aucun cas à vous préoccuper des objets de céramique (porcelaine, faïence, terres cuites, etc.), même anciens, s'ils ne sont pas classés. Il conviendra d'autre part, s'il s'agit d'objets non classés de date douteuse ou d'intérêt médiocre, de vous montrer tout à fait large à l'égard des exportateurs et de dispenser ces derniers de la formalité de la déclaration et de celle du certificat en vous entendant avec le service des Douanes et Régies afin que ce service laisse passer librement les objets en question comme postérieurs au début du XIX^e siècle. Le Directeur des Douanes et Régies adresse d'ailleurs à son personnel des instructions dans le même sens.

Loin d'être une obligation vexatoire ou une gêne pour l'exportateur de bonne foi désireux d'emporter des objets d'art non classés d'intérêt courant, la nécessité de l'obtention du certificat de non classement devra au contraire être imposée le plus rarement possible et exclusivement dans les cas où il y aurait intérêt à contrôler strictement telle exportation suspecte ou à garder trace de la sortie d'objets non classés importants pour l'art, l'histoire ou l'archéologie.

Voici les différents cas qui peuvent se présenter :

II. OBJETS COURANTS. CERTIFICAT INUTILE. — Si l'examen des pièces ou même la simple lecture de la déclaration vous convainc que les objets présentés sont sans aucun intérêt pour l'art, l'histoire ou l'archéologie et échappent absolument, par leur nature, à la portée des dispositions des articles 10 de l'arrêté du 30 avril et 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ; si en d'autres termes il vous paraît qu'il n'y a pas lieu à la délivrance du certificat de non classement, vous auriez à faire retour à l'exportateur, dans les huit jours, d'un exemplaire de sa liste suivie de la mention : « certificat de non-classement inutile ; n^o, date, signature ». D'autre part, vous auriez à envoyer dans le même délai et avec la même mention le second exemplaire de la liste au représentant qualifié du service des Douanes et Régies. Ce dernier, muni de la déclaration ainsi visée par vos soins, laissera sortir les objets après avoir vérifié s'il y a concordance entre la liste et les objets présentés. En cas de non concordance, il priera l'exportateur de se mettre en règle auprès de vous et vous en informera.

III. OBJETS NON CLASSÉS. DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT. — Si l'exportateur vous présente des objets d'art, statues, sculptures, inscriptions en pierre, bois ou métal, d'origine indochinoise et antérieurs au XIX^e siècle *non classés*, ou n'étant pas susceptibles de l'être, ou ne provenant pas de fouilles clandestines, vous aurez à établir en bonne et due forme et à délivrer (dans les 15 jours qui suivront la date de la remise par l'exportateur de la déclaration et de la liste) un certificat de non classement conforme au modèle contenu dans le registre qui vous est envoyé. Vous conserverez toutes les indications nécessaires sur le talon du certificat et enverrez : 1^o à l'exportateur le certificat proprement dit ; 2^o un duplicata de ce certificat au représentant du service des Douanes et Régies. Ce dernier, en possession du certificat délivré par vous, laissera sortir les objets après avoir vérifié s'il y a concordance exacte entre le certificat et les objets présentés à son examen. En cas de non concordance, il vous en informera aussitôt et refusera l'autorisation de sortie tant que l'exportateur n'aura pas régularisé la situation.

IV. OBJETS CLASSÉS. REFUS DU CERTIFICAT ET SAISIE. — Si votre examen, ou les renseignements dont vous disposez, vous amenaient à constater que les objets présentés sont portés explicitement ou implicitement sur la liste de classement (arrêté du 16 mai 1925), vous auriez d'abord, naturellement, à refuser le certificat ; puis, et dans les 48 heures, à faire retenir ces objets par

le fonctionnaire compétent des Douanes et Régies et à m'informer télégraphiquement. L'agent des Douanes et Régies, — après avoir dressé : 1^o un procès-verbal en vertu des dispositions de l'article 25 du décret du 31 décembre 1924 et de l'article 33 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ; 2^o un acte conservatoire, — vous ferait parvenir sans retard les objets ; vous lui délivreriez un reçu détaillé et vous auriez à les faire entrer (en leur donnant un numéro dans l'ordre d'un inventaire particulier spécialement tenu à cet effet), soit au Musée de Tourane (objets d'origine chame) ou au Musée Khái-dinh de Hué (objets annamites). (Dr Sallet) ; soit à la section archéologique du Musée de Phnom Penh (M. G. Groslier) ; soit au dépôt qui sera spécialement créé à Saigon sous la surveillance de M. J. Bouchot. Vous voudriez bien dans chaque cas, d'accord avec l'agent des Douanes et Régies, informer sans délai et par écrit l'exportateur des mesures prises et de l'inscription des objets retenus sous tel numéro d'inventaire de tel musée ou dépôt.

Je signale notamment à votre vigilance les sculptures ou inscriptions sur pierre et les bronzes anciens appartenant à l'art khmer ou cham, qui doivent en règle générale être présumés classés et retenus dans les formes indiquées ci-dessus.

V. OBJETS PROVENANT DE FOUILLES NON AUTORISÉES. *a*) REFUS DU CERTIFICAT ET RÉTENTION DES OBJETS EN CAS DE REVENDICATION. *b*) DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT S'IL N'Y A PAS LIEU A REVENDICATION. — Il conviendra de faire retenir dans les mêmes condions et dans les mêmes formes par le service des Douanes et Régies les objets provenant de fouilles non autorisées, dont les détenteurs ne sauraient être considérés comme propriétaires légitimes. Dans ce cas vous m'informerez, également par la voie télégraphique, de la saisie opérée et des circonstances propres à me renseigner sur l'origine et l'importance des objets retenus. Je vous répondrai en vous faisant connaître s'il me paraît qu'il y a lieu d'appliquer au cas signalé les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 30 avril 1925 et celles de l'article 30 de l'arrêté du 11 juillet 1925 où est prévue la possibilité d'une action en revendication au profit du domaine colonial. Si cette action ne doit pas être exercée, il y aura lieu de faire restituer les objets à l'exportateur et de lui délivrer le certificat de non classement demandé. Toutes ces opérations devront être terminées dans un délai de 48 heures à partir de la date de la saisie par la douane. Si au contraire la revendication est décidée, vous aurez à vous faire remettre par le service des Douanes et Régies les objets en question et à les inscrire dans les formes sus-indiquées, à l'inventaire particulier des dépôts ci-dessus désignés. Vous confirmerez à l'exportateur la rétention des objets présentés en l'informant de la décision et des mesures prises et en lui faisant connaître que la notification officielle de la revendication lui sera directement adressée de Hanoi.

VI. OBJETS SUPPOSÉS CLASSÉS, O J SUSCEPTIBLES D'ÊTRE CLASSÉS. REFUS DU CERTIFICAT. — Dans le cas où un exportateur vous présenterait des objets en

pierre, bois ou métal, qui par leur origine artistique ou leur antiquité apparente sembleraient devoir être compris parmi les objets classés ou provenir de monuments classés, il vous appartiendrait de réclamer de lui toutes justifications touchant leur origine. Si ces justifications ne pouvaient être fournies, la déclaration et les listes seraient retenues par vos soins et le certificat demandé devrait être refusé. Vous voudriez bien m'en informer télégraphiquement. Au cas où vous ne pourriez acquérir la certitude que les objets présentés sont classés, vous auriez à les laisser à la disposition de leur propriétaire en lui confirmant votre refus de lui délivrer le certificat et en l'informant des responsabilités qu'il encourrait s'il y avait tentative d'exportation clandestine. Vous auriez d'autre part à porter immédiatement l'incident à la connaissance du service des Douanes et Régies en lui adressant un des exemplaires de la déclaration de l'exportateur. Le service des Douanes et Régies, au cas où les objets seraient tout de même présentés, refuserait l'autorisation de sortie.

VII. Si l'exportateur, par ignorance, omission, erreur, ou pour quelque raison que ce soit, ne présente pas les objets à votre examen préalable et s'adresse directement au service des Douanes et Régies pour tenter de les exporter, le représentant de ce dernier service a reçu des instructions pour prendre, suivant les cas, les décisions indiquées ci-dessous :

A. **OBJETS COURANTS ET SANS INTÉRÊT ARTISTIQUE, HISTORIQUE OU ARCHÉOLOGIQUE** (non prévus aux articles 10 de l'arrêté du 30 avril et 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925). Libre sortie si le service des Douanes et Régies est convaincu du bienfondé de sa décision. S'il y a doute, vous serez immédiatement informé pour examen et attribution et vous agirez dans les conditions déterminées ci-dessus au paragraphe II.

B. **OBJETS NON CLASSÉS PRÉVUS AUX ARTICLES 10 DE L'ARRÊTÉ DU 30 AVRIL ET 22 DE L'ARRÊTÉ DU 11 JUILLET 1925.** Le service des Douanes et Régies arrête les objets à la sortie et invite l'exportateur à se mettre en règle auprès de vous. Vous serez d'autre part informé par les Douanes et Régies et agirez dans les conditions indiquées ci-dessus au paragraphe III.

C. **OBJETS CLASSÉS. REFUS ABSOLU DE SORTIE.** Le service des Douanes et Régies saisit immédiatement les objets après avoir dressé un acte conservatoire et un procès-verbal (art. 25 du décret du 23 décembre 1924 et art. 33 de l'arrêté du 11 juillet 1925). Il vous fera parvenir sans délai les objets et vous agirez dans les conditions prescrites ci-dessus au paragraphe IV.

D. **OBJETS PROVENANT DE FOUILLES NON AUTORISÉES.** Le service des Douanes et Régies retient provisoirement les objets pendant un délai de 48 heures après avoir délivré à l'exportateur un bulletin de dépôt et dressé procès-verbal s'il y a lieu. Vous serez informé sur le champ et opérez en toute diligence, vu la brièveté du délai, pour être à même d'agir dans les conditions stipulées ci-

dessus au paragraphe V et de pouvoir faire connaître dans le délai prescrit votre décision au service des Douanes et Régies (délivrance du certificat ou bien refus du certificat et revendication).

E. OBJETS SUPPOSÉS CLASSÉS OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE CLASSÉS. REFUS DE SORTIE. Pendant un délai de 48 heures et après avoir établi un bulletin de dépôt, le service des Douanes et Régies retient provisoirement les objets et vous informe aussitôt afin que vous puissiez procéder à l'examen desdits objets dans les conditions définies ci-dessus au paragraphe VI, mais avant l'expiration du délai de rétention, soit dans les 48 heures. Passé ce délai, les objets seraient rendus à leur détenteur qui n'est plus astreint à vous les présenter. Cependant il ne peut les exporter avant d'avoir reçu de vous un certificat de non classement, c'est-à-dire avant de vous avoir donné toutes justifications touchant leur origine.

VIII. Au cas où vous auriez directement connaissance, d'une manière ou d'une autre, d'une tentative d'exportation clandestine, d'une aliénation, acquisition, soustraction ou détention irrégulière intéressant des objets classés ou susceptibles de l'être, il vous appartiendrait 1^o d'informer immédiatement le service des Douanes et Régies afin de le mettre à même d'intervenir utilement pour empêcher l'exportation desdits objets; 2^o de m'informer télégraphiquement; 3^o d'adresser sur le champ, *mais seulement dans le cas unique où vous auriez la certitude qu'il s'agit d'un objet classé comme monument historique*, une plainte officielle au Commissaire de police et au Parquet, en vertu des articles 19, 20, 22 et 27 du décret du 23 décembre 1924; des articles 6, 7, 9 et 10 de l'arrêté du 30 avril 1925; des articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 27, 29, 30 et 35 de l'arrêté du 11 juillet 1925.

Le certificat de vente accompagnant les objets vendus par le musée Albert Sarraut de Phnom Penh en exécution de l'arrêté du 14 février 1923 vaudra certificat de non classement (dernier alinéa de l'article 23 de l'arrêté du 11 juillet 1925).

L. AUROUSSEAU.

Hanoi, le 25 Juin 1926.

Le Directeur p. i. des Douanes et Régies de l'Indochine, à Messieurs les Sous-Directeurs des Douanes et Régies de l'Indochine et l'Inspecteur indépendant à Vientiane.

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli :

a) six exemplaires du fascicule contenant les textes de législation relatifs au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques de l'Indochine française. Ce fascicule contient, entre autres textes, les arrê-

tés des 30 avril et 11 juillet 1925 dont certains articles réglementent l'exportation des objets d'art hors de l'Indochine française ;

b) une ampliation de l'arrêté en date du 2 juin 1926 limitant à Haiphong, Tourane, Quinhon, Saigon et Réam les seuls ports par lesquels pourront être exportés les objets accompagnés d'un certificat de non classement et spécifiés à l'article 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et à l'article 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ;

c) une décision du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, en date du 21 juin 1926, désignant les fonctionnaires ayant pouvoir de délivrer en son nom les certificats de non classement susmentionnés et qui sont : 1^o pour le port de Haiphong, M. le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ; 2^o pour les ports de Tourane et de Quinhon, M. le Dr Sallet ; 3^o pour celui de Saigon : a) en ce qui concerne les objets provenant d'Annam ou de Cochinchine : M. Bouchot à Saigon, b) en ce qui concerne les objets provenant du Cambodge ou du Laos : M. G. Groslier en résidence à Phnom-penh ; 4^o pour celui de Réam : M. G. Groslier. Pour le port de Haiphong, les certificats de non classement réglementaires seront délivrés par M. le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient lui-même ou par son ordre.

Je vous prie de vouloir bien assurer, dès réception de la présente, l'application des dispositions réglementaires concernant l'exportation des objets d'art en vous inspirant des indications ci-après, qui ont été arrêtées de concert avec M. le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Le délégué de l'Ecole, avec qui vous aurez à vous entendre pour la mise au point de tous détails utiles ainsi que, s'il échet, pour le règlement des cas embarrassants, vous fera parvenir directement une expédition de chaque certificat de non classement qu'il aura délivré, ce qui permettra au service de s'assurer de l'authenticité de l'expédition qui devra lui être présentée par le déclarant. Je vous signale à ce sujet qu'il n'est prescrit de certificats que pour les objets *non classés* antérieurs au XIX^e siècle, faits de pierre, de bois ou de métal. Le vérificateur n'aura donc pas à se préoccuper des objets de céramique (porcelaine, faïence, terres cuites, etc.), *même anciens* s'ils ne sont pas classés. D'autre part, il entre dans les vues du Gouvernement général, lorsqu'il s'agit d'objets non classés de date douteuse ou d'intérêt médiocre, de se montrer très large à l'égard des exportateurs et de dispenser ces derniers de la formalité de la déclaration et de celle du certificat de non classement. Il conviendra également de vous entendre à ce sujet avec le représentant de l'Ecole Française, qui a reçu de son directeur des instructions conformes, afin de laisser passer librement les objets en question comme postérieurs au début du XIX^e siècle. Aux termes de ces instructions, « la production du certificat de non classement, loin de constituer une mesure vexatoire ou une gêne pour l'exportateur de bonne foi, désireux d'emporter des objets d'art non classés d'intérêt courant, devra, au contraire, être imposée le plus rarement possible

et exclusivement dans les cas où il y aurait intérêt à contrôler strictement telle exportation suspecte ou à garder trace de la sortie d'objets non classés importants pour l'art, l'histoire ou l'archéologie ».

Dans le cas où un exportateur présenterait des objets en pierre, bois ou métal qui, par leur caractère artistique ou leur antiquité apparente, sembleraient devoir être compris parmi les objets classés ou provenir de monuments classés, le service de la visite aurait à les retenir au moyen d'un bulletin de dépôt (modèle n° 1 ci-joint) établi en double expédition dont une destinée à l'intéressé, et à en aviser immédiatement par téléphone ou au besoin par télégramme le représentant de l'Ecole Française, en lui fournissant succinctement les éléments indispensables pour apprécier, au point de vue considéré, la valeur des objets ainsi retenus. Il appartiendrait alors à ce fonctionnaire de réclamer éventuellement telles justifications d'origine requises en la circonstance, et de vous faire connaître, dans les 48 heures au plus tard, la suite qu'il convient de donner à l'affaire. Si ces justifications ne pouvaient être fournies et que, comme il est prescrit dans cette hypothèse, le certificat de non classement était refusé, le service se bornerait à restituer les objets retenus à leur propriétaire, en informant ce dernier des responsabilités qu'il encourrait en cas d'exportation clandestine.

Si, au contraire, l'enquête faite par le correspondant de l'Ecole amenait à constater que les objets litigieux sont portés explicitement ou implicitement sur la liste de classement (arrêté du 16 mars 1925), le service aurait : 1° à dresser procès-verbal pour tentative d'exportation frauduleuse (art. 25 du décret du 31 déc. 1924 et 33 de l'arrêté du 11 juillet 1925), 2° à rédiger dans la forme ordinaire un acte conservatoire (modèle n° 2 ci-joint) dans lequel seraient indiqués, en même temps que les motifs de la rétention, les conditions dans lesquelles elle serait maintenue jusqu'à décision à intervenir de l'autorité supérieure.

Les objets accompagnés d'une expédition de l'acte conservatoire, établie sur papier libre, seront envoyés sans retard, et à leurs frais, au Directeur ou au représentant de l'Ecole Française qui en délivreront reçu pour décharge au service. Une copie de l'acte conservatoire timbrée à 0\$24 sera toujours remise au déclarant en même temps que l'avis par écrit du Directeur ou du correspondant de l'Ecole faisant connaître les mesures prises et l'inscription sous tel numéro d'inventaire des dits objets. L'original de l'acte conservatoire qui devra être remis au bureau du Contentieux de la subdivision sera timbré à 0\$24 et soumis à la formalité de l'enregistrement gratis conformément au paragraphe 2, 1^{er} alinéa, de l'article 74 de l'arrêté du 16 avril 1916, concernant l'enregistrement des actes régis par la loi française. Par contre, le bulletin de dépôt ne constituant qu'une formalité provisoire, l'original en sera également timbré mais non enregistré. Cette pièce sera conservée par le chef du bureau de la visite jusqu'à ce qu'une décision ait été prise à l'égard des objets retenus, après quoi il sera remis à toutes fins utiles au bureau du Contentieux.

Dans l'un comme dans l'autre des deux cas précités, les frais de timbre seront toujours laissés à la charge de l'Ecole Française, qui vous en remboursera l'avance après entente avec le Directeur ou son représentant, par le moyen que vous estimerez le plus expédient.

Je signale notamment à votre vigilance les sculptures ou inscriptions sur pierre et les bronzes anciens appartenant à l'art khmer ou cham, qui doivent, en règle générale, être présumés classés et retenus dans les formes indiquées ci-dessus. Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ou ses délégués seront toujours disposés à vous donner verbalement ou par écrit les indications qui vous paraîtraient nécessaires pour faciliter la tâche du service ou guider ses appréciations en ces matières spéciales.

Il conviendra de retenir dans les mêmes conditions, sans préjudice des procès-verbaux réguliers auxquels il y aurait motif à recourir pour fraudes prévues dans les dispositions combinées des articles 31 de la loi du 31 décembre 1913, 33 de l'arrêté du 11 juillet 1925 et 25 du décret du 23 décembre 1924, les objets provenant de fouilles non autorisées, dont les détenteurs ne sauraient être considérés comme propriétaires légitimes. Dans ce cas également le Directeur de l'Ecole ou son délégué seraient toujours avertis par vos soins et par les voies les plus rapides, et tous renseignements utiles leur seraient fournis en vue de leur permettre de prendre telle décision qu'il appartiendrait et à laquelle le service aurait à se conformer.

En pratique, il a été entendu que les objets seront toujours présentés en nature au service des Douanes qui opérera, conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus, s'il y a lieu à rétention ou à saisie. D'une manière comme d'une autre les objets simplement retenus ou régulièrement saisis seront transmis le plus tôt possible aux frais de l'Ecole à son Directeur ou à son délégué contre reçu remis au service pour sa décharge.

Il a été convenu également qu'au cas où le Directeur ou les délégués de l'Ecole Française auraient directement connaissance d'une tentative d'exportation clandestine, d'une aliénation, acquisition, soustraction ou détention irrégulière intéressant les objets classés ou susceptibles de l'être, vous en seriez informé aussitôt afin que le service puisse intervenir utilement pour empêcher l'exportation des dits objets en attendant que lui soient notifiées par l'un des fonctionnaires désignés ci-dessus les mesures que comporteraient les circonstances. Il va sans dire que si, de son côté, le service venait à acquérir, dans ce même ordre d'idée, des renseignements quelconques, il aurait à les communiquer d'urgence au représentant de l'Ecole et à se concerter avec lui en vue d'exercer une action commune pour éviter la sortie ou même la disparition des objets de cette catégorie.

Tous les agents des Douanes et Régies dans l'intérieur auront pour mission de contribuer autant que possible à une action commune en vue de prévenir les actes frauduleux visés par la réglementation nouvelle ; les inspecteurs, au cours de leurs tournées, les receveurs subordonnés ou auxiliaires auraient à

télégraphier d'urgence à leur chef de subdivision, qui les communiquerait à son tour au Directeur ou au délégué de l'Ecole Française, les renseignements du genre de ceux qui viennent d'être décrits, notamment au paragraphe précédent et qui, par leur nature, leur paraîtraient devoir être utiles aux services des ports pour déjouer ou réprimer telle opération interdite.

En ce qui concerne les objets vendus par le musée Albert Sarraut de Phnom Penh, en exécution de l'arrêté du 14 février 1923, le certificat de vente accompagnant ces objets vaudra certificat de non classement prévu au dernier alinéa de l'article 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 (page 399 (129) du recueil ci-annexé).

Dans tous les cas où des objets d'art auront été, pour quelque cause que ce soit, retenus par le service, ils devront être enfermés sous clef et entretenus avec le plus grand soin.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt que présente pour l'histoire et l'art de la colonie la mise en vigueur des règles de protection nouvellement édictées. Je compte sur le dévouement et la vigilance de tout le personnel pour qu'il en soit fait, sans négligence comme sans rigueur inutile, une stricte et saine application.

En vous priant de m'accuser réception des présentes instructions, j'attacherai du prix à recevoir dans un délai maximum d'un mois, à dater du jour où elles vous seront parvenues, les observations que pourraient vous suggérer leur exécution dans la pratique, ainsi que, éventuellement, toutes propositions touchant les modifications ou additions qu'il vous semblerait utile d'y apporter.

BOREL.

Modèle no 1.

BULLETIN DE DÉPÔT D'OBJETS D'ART.

L'an mil neuf cent vingt et le

Nous, soussignés, (noms, prénoms et grades du vérificateur et de son aide) certifions qu'il a été déposé ce jour au bureau de la Douane de par M. . . . , domicilié à , pour être soumis à l'examen de l'expert compétent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, conformément aux règles établies sur la matière:

— 670 —

..... (nombre et description sommaire des objets retenus)

 dont le déclarant a estimé la *valeur globale* à la somme de.
 (en toutes lettres).

Ce dernier a été invité à se mettre dans le plus bref délai possible en rapports avec M., représentant (ou Directeur) de l'Ecole Française d'Extrême Orient à et à lui fournir toutes justifications utiles touchant (le ou les) objets énumérés ci-dessus, lui intimant que faute de ce faire dans les quarante-huit heures, et sans préjuger de la décision qui interviendra, (ledit ou lesdits) objets pourront être saisis.

Le déclarant,

Les vérificateurs,

Vu :

Le Chef de la vérification,

NOTA. — La restitution des objets ne pourra jamais être opérée, le cas échéant, que contre remise à la Douane par le propriétaire du présent certificat.

Modèle n° 2.

ACTE CONSERVATOIRE.

L'an mil neuf cent vingt et le

Nous, soussignés, (noms, prénoms et grades du vérificateur et de son aide) en résidence à ,
 certifions qu'il nous a été remis par (ou au nom de) M. ,
 domicilié à une déclaration pour exportation, le
 sous n° se rapportant à (nombre
 et description sommaire des objets)
 pesant net : 1^o — 2^o — (en toutes lettres et par objet) d'une *valeur estimée*
par le déclarant à 1^o — 2^o — etc. (en toutes lettres et par objet);

Que, procédant à la vérification des dits objets en présence de M.
 (propriétaire ou son représentant), nous avons cru reconnaître
 qu'ils consistaient en

Ayant fait part de notre appréciation à M. ,
 toujours présent à nos opérations, l'avons informé que, conformément aux
 règles établies sur la matière, le litige serait déféré à M. ,
 Directeur (ou représentant) de l'Ecole Française d'Extrême-Orient à
 avec qui nous l'avons invité à se mettre en rapports dans le plus court
 délai possible en vue de fournir tous renseignements qui lui seront demandés.

A cet effet, avons retenu les objets ci-dessus décrits, qui ont été confiés à
 la garde de M. (nom,
 prénoms et grade du gardien responsable)

 après avoir été revêtus un à un du cachet à la cire de la douane, ainsi que de
 celui du déclarant, cachets dont les empreintes sont en marge du présent.

Dont acte que M. a signé avec
 nous, le jour, mois et an que dessus pour valoir et servir ce que de droit.

Le déclarant,

Les vérificateurs,

Vu :

Le Chef de la visite,

IX

20 août 1926.

Décision désignant des délégués suppléants pour la délivrance du certificat de non classement.

Le Directeur *p. i.* de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Vu le décret du 3 avril 1920, conférant la personnalité civile à l'Ecole Française
 d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920, réglant l'organisation et le fonctionnement de
 l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime du décret du 3 avril 1920 ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 réglant l'application en Indochine de la loi du 13
 décembre 1923 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 relatif à la protection des objets d'art ou d'archéologie
 régis par la loi française ou appartenant à des justiciables des tribunaux
 français ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925 portant classement des monuments historiques de l'Indo-
 chine française ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1925, relatif au classement, à la protection et à la conser-
 vation des monuments historiques et des objets d'art en pays de protectorat ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1926 fixant limitativement les ports de l'Indochine française
 ouverts à l'exportation des objets d'art ;

Vu la décision du 21 juin 1926 désignant, pour les ports de Haiphong, Tourane, Quinhon, Réam et Saigon, les délégués du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour la délivrance des certificats de non classement prévus par les arrêtés des 30 avril et 11 juillet 1925 ;

Décide :

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour suppléer, en cas d'absence, les délégués titulaires nommés par la décision du 21 juin 1926 pour le contrôle de l'exportation des objets d'art indochinois et la délivrance des certificats de non classement :

1^o pour les ports de Tourane et de Qui-nhơn : M. Blondel, ingénieur des Travaux Publics, conservateur-adjoint du Musée de l'Indochine, section des Antiquités chames, à Tourane ;

2^o pour le port de Saigon : en ce qui concerne les objets provenant du Cambodge ou du Laos : M. Silice, professeur à l'Ecole des Arts cambodgiens à Phnom Penh, ou, à son défaut, M. Bellugue, professeur technique, adjoint à la direction des Arts cambodgiens, à Phnom Penh ;

3^o pour le port de Réam : M. Silice, professeur à l'Ecole des Arts cambodgiens, ou, à son défaut, M. Bellugue, professeur technique, adjoint à la direction des Arts cambodgiens à Phnom Penh.

Art. 2. — Chaque fois que l'intervention d'un des suppléants désignés ci-dessus sera rendue nécessaire par suite de l'absence du titulaire, celui-ci devra lui remettre une délégation écrite et signée de lui, valable seulement pour la durée de cette absence.

Un exemplaire de cette délégation sera chaque fois adressé au bureau des Douanes intéressé.

Art. 3. — Le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hanoi, le 20 août 1926.

L. AUROUSSEAU.

— 673 —

X

3 septembre 1926.

Décision chargeant M. J. Wilkin, chef de bureau à l'Ecole Française d'Extrême-Orient, de la délivrance des certificats de non classement pendant la durée de l'absence du secrétaire de l'Ecole.

Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Vu le décret du 3 avril 1920, conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920 réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime du décret du 3 avril 1920 ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 réglant l'application en Indochine de la loi du 13 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 relatif à la protection des objets d'art ou d'archéologie régis par la loi française ou appartenant à des justiciables des tribunaux français ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925 portant classement des monuments historiques de l'Indochine française ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1925 relatif au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques et des objets d'art en pays de protectorat ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1926 fixant limitativement les ports de l'Indochine française ouverts à l'exportation des objets d'art ;

Vu la décision du 21 juin 1926 désignant les délégués chargés de délivrer au nom du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient les certificats de non classement prévus par les articles 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925 ;

Vu l'absence du Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Décide :

Art. 1^{er}. — M. J. Wilkin, chef de bureau à l'Ecole Française d'Extrême-Orient, est chargé pendant la durée de l'absence du Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, de la délivrance, pour le port de Haiphong, des certificats de non classement prévus par les articles 10 de l'arrêté du 30 avril 1925 et 22 de l'arrêté du 11 juillet 1925.

Art. 2. — Le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hanoi, le 3 septembre 1926.

L. AUROUSSEAU.

— 674 —

XI

8 septembre 1926.

**Décret du 7 juin 1926 modifiant l'article 4 du décret du 23 décembre 1924
relatif au classement et à la protection des monuments historiques.**
(*J. O.*, 1926, p. 2568.)

Le Gouverneur général de l'Indochine,

Vu les décrets du 20 octobre 1911 portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu le décret du 1^{er} février 1922 relatif à la promulgation des actes officiels en Indochine ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913, relative au classement et à la protection des monuments historiques et ensemble l'arrêté en date du 15 février 1925 portant promulgation de ce texte ;

Vu le décret du 7 juin 1926 modifiant le décret du 23 décembre 1924 sus-visé,

Arrête :

Article unique. — Est promulgué en Indochine le décret du 7 juin 1926 modifiant le décret du 23 décembre 1924 relatif au classement et à la protection des monuments historiques en Indochine.

Saigon, le 8 septembre 1926.

Alexandre VARENNE.

RAPPORT

au Président de la République Française.

Paris, le 7 juin 1926.

Monsieur le Président,

L'article 4 du décret du 23 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de la loi du 31 décembre 1913, relative au classement et à la protection des monuments historiques, a fixé que :

« Les immeubles appartenant à l'Etat français sont classés par arrêté du Gouverneur général, avec l'autorisation préalable du Ministre dans les attributions duquel l'immeuble se trouve placé ; pour les autres immeubles, le classement est prononcé par un décret en conseil d'Etat sur la proposition concertée du Ministre des Colonies et du Ministre des Beaux-arts. »

Les articles suivants dudit décret, articles 5 et 6, réglementent le classement comme monuments historiques des immeubles appartenant au domaine

— 675 —

colonial, au domaine local, aux particuliers, etc., c'est-à-dire de tous les immeubles n'appartenant pas à l'Etat.

La seconde phrase de l'article 4 précité vise donc uniquement les immeubles appartenant à l'Etat français, pour lesquels l'autorisation préalable du ministre, dans les attributions de qui ils se trouvent placés, aurait été refusée.

Il m'a paru important de fixer ce point par un nouveau texte, et sur la proposition du Gouverneur général de l'Indochine, j'ai, d'accord avec le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts, fait préparer, dans ce but, le projet de décret ci-joint, que, le Conseil d'Etat consulté, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,

LÉON PERRIER.

DÉCRET.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Colonies ;

Vu le décret du 23 décembre 1924, relatif au classement et à la protection des monuments historiques en Indochine ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'article 4 du décret du 23 décembre 1924 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — Les immeubles appartenant à l'Etat français sont classés, par arrêté du Gouverneur général, avec l'autorisation préalable du ministre dans les attributions duquel l'immeuble se trouve placé. Dans le cas où cette autorisation n'est pas accordée, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat sur la proposition concertée du Ministre des Colonies et du Ministre des Beaux-arts. »

Art. 2. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République Française* et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de l'Indochine Française*.

Fait à Paris, le 7 juin 1925.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,

LÉON PERRIER.

XII

27 octobre 1926.

Décision chargeant M. G. Mignon de suppléer, en cas d'absence, M. J. Bouchot, délégué pour la délivrance des certificats de non classement en ce qui concerne le port de Saigon.

Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Vu le décret du 3 avril 1920, conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920 réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime du décret du 3 avril 1920 ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 réglant l'application en Indochine de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 relatif à la protection des objets d'art ou d'archéologie régis par la loi française ou appartenant à des justiciables des tribunaux français ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925 portant classement des monuments historiques de l'Indochine française ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1925 relatif au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques et des objets d'art en pays de protectorat ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1926 fixant limitativement les ports de l'Indochine française ouverts à l'exportation des objets d'art ;

Vu la décision du 21 juin 1926 désignant, pour les ports de Tourane, Quinhon, Réam et Saigon, les délégués du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour la délivrance des certificats de non classement prévus par les arrêtés des 30 avril et 11 juillet 1925,

Décide :

Art. 1^{er}. — M. G. Mignon, Directeur de la revue *Extrême-Asie*, est désigné pour suppléer, en cas d'absence, M. J. Bouchot, délégué par la décision du 21 juin 1926 pour la délivrance des certificats de non classement, en ce qui concerne le port de Saigon (objets provenant de l'Annam ou de la Cochinchine).

Art. 2. — Chaque fois que l'intervention de M. Mignon sera rendue nécessaire par suite de l'absence du titulaire, celui-ci devra lui remettre une délégation écrite et signée de lui, valable seulement pour la durée de cette absence.

Un exemplaire de cette délégation sera chaque fois adressé au bureau des Douanes intéressé.

Art. 3. — Le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hanoi, le 27 octobre 1926.

L. AUROUSSEAU.

— 677 —

XIII

30 octobre 1925.

Arrêté créant le parc archéologique d'Angkor. (J. O., 1925, p. 2347.)

Le Gouverneur général *p. i.* de l'Indochine, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret du 3 avril 1920 conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques et notamment les articles 22 et 30 dudit décret ;

Vu l'arrêté du 15 février 1925 promulguant en Indochine le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Le Résident supérieur au Cambodge et la Commission permanente du Conseil de Gouvernement de l'Indochine entendus,

Arrête :

Article 1er. — Il est créé au Cambodge, dans la circonscription résidentielle de Siemréap, sous la dénomination de « Parc d'Angkor », une zone réservée comprenant les principaux monuments archéologiques du groupe d'Angkor, et ayant pour objet d'assurer la conservation et l'entretien de ces monuments, leur gardiennage par un personnel spécial, ainsi que l'amélioration des conditions d'accès et de circulation.

Les limites du Parc d'Angkor seront déterminées par arrêté du Résident supérieur au Cambodge, sur l'avis conforme du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 2. — Le personnel de gardiennage dont il est question à l'article précédent se composera d'agents européens détachés des services locaux et prélevés sur les effectifs de la police urbaine, de la sûreté, de la garde indigène ou de la gendarmerie.

Le personnel indigène sera également prélevé sur les effectifs de ces mêmes services.

Ils conserveront leur statut respectif et seront affectés à ces emplois par le Résident supérieur au Cambodge.

Art. 3. — Un personnel de guides pourra être organisé suivant des modalités établies par le Résident supérieur.

Art. 4. — Toute personne n'étant pas domiciliée dans le Parc ou n'y étant pas appelée par ses fonctions officielles devra être munie d'un permis de visiter délivré par l'Administration locale et dont la validité sera de cinq, dix, quinze ou trente jours.

{

En dehors du personnel européen de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, toute personne désireuse de peindre, dessiner, photographier ou cinématographier dans le Parc devra se munir d'un permis spécialement délivré à cet usage par l'Administration locale ; ce permis s'appliquera à tous les monuments, sauf les exceptions qui y seront spécifiées.

Ce permis ne s'appliquera pas aux opérations de moulage ou d'estampage, pour lesquelles une autorisation spéciale devra être délivrée par le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, lorsqu'elles porteront sur des monuments ou objets archéologiques.

Art. 5. — La délivrance des permis visés à l'article 4 ci-dessus donnera lieu à la perception, suivant le cas, d'une des taxes ci-après :

1^o taxe de visite ;

2^o taxe d'autorisation de cinématographier.

La quotité de ces taxes sera fixée, sur les propositions concertées du Résident supérieur au Cambodge, en Conseil de protectorat, et du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, par arrêté du Gouverneur général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement.

Ce même arrêté énumérera les atténuations, réductions ou dispenses de taxes en ce qui concerne plus spécialement la qualité et la provenance du visiteur, le nombre de personnes d'une même famille, d'une même collectivité, les mutilés de guerre, etc.

Art. 6. — Le produit des taxes prévues à l'article 5 sera versé au budget de l'Ecole Française d'Extrême-Orient conformément aux dispositions de l'article 30 du décret du 23 décembre 1924, pour être délégué au budget local du Cambodge en vue de son affectation aux travaux et aux dépenses prévus aux articles 1, 2, 3 du présent texte ou s'y rapportant, tels que logement, moyens de transport, habillement des gardiens et guides, etc.

Art. 7. — Un programme de travaux d'assainissement, de création de voies d'accès ou de circulation, d'aménagement de la forêt sera dressé chaque année par le Résident supérieur, d'accord avec le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 8. — Le Résident supérieur au Cambodge décidera ou proposera toutes les réglementations utiles en ce qui concerne le droit de pacage des animaux, les droits de chasse, de pêche, de circulation et d'établissement des indigènes, etc.

Art. 9. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, le Résident supérieur au Cambodge et le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 30 octobre 1925.

MONGUILLOT.

XIV

19 novembre 1926.

Décision chargeant M. Enjolras de suppléer, en cas d'absence, le Dr A. Sallet, délégué pour la délivrance des certificats de non classement en ce qui concerne les ports de Tourane et de Qui-nhon.

Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Vu le décret du 3 avril 1920, conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1920 réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime du décret du 3 avril 1920 ;

Vu le décret du 25 décembre 1924 réglant l'application en Indochine de la loi du 31 décembre 1915 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 30 avril 1925 relatif à la protection des objets d'art ou d'archéologie régis par la loi française ou appartenant à des justiciables des tribunaux français ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925 portant classement des monuments historiques de l'Indochine française ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1925 relatif au classement, à la protection et à la conservation des monuments historiques et des objets d'art en pays de protectorat ;

Vu l'arrêté du 2 juin 1926 fixant limitativement les ports de l'Indochine française ouverts à l'exportation des objets d'art ;

Vu la décision du 21 juin 1926 désignant, pour les ports de Tourane, Quinhon, Réam et Saigon, les délégués du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour la délivrance des certificats de non classement prévus par les arrêtés des 30 avril et 11 juillet 1925 ;

Vu la décision du 20 août 1926 désignant M. Blondel, conservateur-adjoint du Musée cham de Tourane, pour suppléer, en cas d'absence, M. A. Sallet, délégué par la décision du 21 juin 1926, pour la délivrance des certificats de non classement, en ce qui concerne les ports de Tourane et de Quinhon ;

Vu la décision du 10 novembre 1926 nommant M. Enjolras conservateur-adjoint du Musée cham de Tourane, en remplacement de M. Blondel, parti en congé,

Décide :

Art. 1^{er}. — M. Enjolras, ingénieur des Travaux publics à Tourane, conservateur-adjoint du Musée de l'Indochine, section des antiquités chames, est désigné pour suppléer, en cas d'absence, M. le Dr A. Sallet, délégué par la décision du 21 juin 1926 pour la délivrance des certificats de non classement, en ce qui concerne les ports de Tourane et de Quinhon.

Art. 2. — Chaque fois que l'intervention de M. Enjolras sera rendue nécessaire par suite de l'absence du titulaire, celui-ci devra lui remettre une délégation écrite et signée de lui, valable seulement pour la durée de cette absence.

Un exemplaire de cette délégation sera chaque fois adressé au bureau des Douanes intéressé.

Art. 3. — Le Secrétaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hanoi, le 19 novembre 1926.

L. AUROUSSEAU.

XV

16 décembre 1926.

Arrêté délimitant le parc d'Angkor.

Le Résident supérieur au Cambodge, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret du 20 octobre 1911 ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application en Indochine de la loi du 13 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du Gouverneur général en date du 11 juillet 1925 relatif au classement, à la conservation et à la protection des monuments historiques des pays de protectorat ;

Vu l'ordonnance royale du 31 mars 1911 créant des périmètres réservés dans le groupe des ruines d'Angkor ;

Vu l'ordonnance royale du 11 octobre 1923, relative à la protection des monuments historiques du Cambodge ;

Vu l'arrêté du Gouverneur général en date du 30 octobre 1925 créant au Cambodge une zone réservée sous la dénomination de « Parc d'Angkor » ;

Vu l'avis du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Le Conseil de Protectorat entendu,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La limite du Parc d'Angkor, constituée par la zone réservée créée par l'arrêté du Gouverneur général en date du 30 octobre 1925, est déterminée sur le plan annexé au présent arrêté.

Elle suit à l'Ouest la route de Siemréap à Angkor Thom depuis l'angle Sud-Ouest des fossés d'Angkor Vat jusqu'à proximité du Phnom Bakheng, où elle fait vers l'Ouest un angle droit qui encadre le Phnom Bakheng et rejoint le fossé d'Angkor Thom ; elle suit la ligne extérieure des fossés Sud, Ouest et Nord d'Angkor Thom jusqu'à la porte Nord, suit la route jusqu'à l'angle Nord-Ouest du Prah Khan et le prolongement de cette route jusqu'au Prasat Ptu ; prend la direction Est sur une longueur de 5 kilomètres environ ; descend au Sud de manière à englober Ta Som ; se retourne vers l'Ouest jusqu'à la route, qu'elle suit en englobant Pre Rup jusqu'à l'angle Nord-Est du Srah Srang, descend en suivant le côté Est du Srah Srang jusqu'à la hauteur de Bat Chum et oblique vers le Sud-Ouest de manière à englober Bat Chum et Prasat Kravan, après lequel elle rejoint au kilomètre 8.500 la route du circuit, qu'elle suit jusqu'au point de départ, à l'angle Sud-Ouest des fossés d'Angkor Vat.

Art. 2. — Les automobiles ne pourront à l'intérieur du Parc dépasser la vitesse de 30 kilomètres à l'heure, et ne pourront stationner que sur les emplacements qui leur seront spécialement réservés.

Art. 3 — La chasse est interdite dans le Parc d'Angkor, mais la destruction des fauves et des animaux nuisibles est permise.

Art. 4. — Les villages compris dans le Parc d'Angkor continueront à jouir du droit de pêche et de pacage des bestiaux. Les animaux devront, toutefois, et sous peine d'amende, être gardés à vue.

Ceux trouvés errants aux abords immédiats des monuments seront mis en fourrière ; les propriétaires, pour les retirer, auront à acquitter, en sus de l'amende ci-dessus, les taxes de fourrière et de conduite.

La divagation des animaux sur les chaussées et terrasses d'Angkor est formellement interdite.

Les villages pourront continuer leurs cultures habituelles telles qu'elles existent à la date du présent arrêté.

Art. 5. — Aucune culture nouvelle ou extension de cultures existantes, aucune construction d'immeubles ou de route, aucune modification des voies d'accès, aucun défrichement ou transformation de forêt ne pourront être entrepris dans le Parc d'Angkor sans une autorisation du Résident de Siemréap donnée après entente préalable avec le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient.

Art. 6. — Les consignes de gardiennage, le service des guides établis par le Résident de Siemréap en accord avec le conservateur du groupe d'Angkor, délégué du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, sont exécutés sous les ordres et le contrôle du conservateur.

Art. 7. — L'Administrateur, Directeur des Bureaux de la Résidence supérieure, le Résident de Siemréap et le Conservateur du groupe d'Angkor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Phnom Penh, le 16 décembre 1926.

BAUDOIN.

XVI

21 décembre 1926.

Arrêté fixant la quotité des taxes applicables à la délivrance des permis de visite dans les limites du parc d'Angkor. (*J. O.*, 1926, p. 3490.)

Le Gouverneur général *p. i.* de l'Indochine, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général de l'Indochine et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret du 3 avril 1920 conférant la personnalité civile à l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Vu le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 relative au classement et à la protection des monuments historiques, et notamment les articles 22 et 30 dudit décret ;

Vu l'arrêté du 15 février 1925 promulguant en Indochine le décret du 23 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1925, portant classement des monuments historiques de l'Indochine ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1926 sur la conservation des monuments historiques appartenant aux pays de protectorat ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1925 créant au Cambodge, dans la circonscription de Siemréap, sous le nom de « Parc d'Angkor », une zone réservée comprenant les principaux monuments archéologiques du groupe d'Angkor et spécialement l'article 5 de cet arrêté ;

Sur la proposition concertée du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et du Résident supérieur au Cambodge ;

Le Conseil de Gouvernement de l'Indochine entendu,

Arrête :

Article 1^{er}. — La quotité des taxes applicables à la délivrance des permis de visite dans les limites du Parc d'Angkor, en exécution des articles 4 et 5 de l'arrêté du 30 octobre 1925, est fixée comme suit :

1^o Permis de visite (droit d'entrée dans le Parc) :

	DE 1 A 5 JOURS	DE 6 A 10 JOURS	DE 11 A 15 JOURS	DE 16 JOURS A 1 MOIS
Visiteur domicilié au Cambodge. .	1 \$ 00	2 \$ 00	3 \$ 00	5 \$ 00
Visiteur domicilié en Indochine. . .	2 00	4 00	6 00	10 00
Visiteur domicilié hors de l'Indo- chine	5 00	10 00	15 00	20 00

2^o Permis de :

a) peindre ou dessiner.	1 00	1 50	2 00	3 00
b) photographe (amateurs)	1 00	1 50	2 00	3 00
c) — (professionnels).	5 00	10 00	15 00	20 00
d) cinématographe (amateurs) . .	1 00	1 50	2 00	3 00
e) — (sociétés)	30 00	60 00	120 00	200 00

Toute prise de films avec acteurs devra donner lieu à une autorisation spéciale à délivrer par la Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ou son délégué.

Les domestiques indigènes, chauffeurs accompagnant leur maître, sont assujettis au permis de visiter suivant le tarif ci-après :

Domestique indigène, sujet ou protégé français	0 \$ 30
Domestique européen ou assimilé, ou asiatique étranger.	0 50

Art. 2. — Les catégories de visiteurs non assujettis au permis de visiter et exempts des droits de permis énoncés ci-dessus sont les suivantes :

1^o les membres de la famille royale, les ministres et les dignitaires de la cour du Cambodge ;

2^o les Européens, Asiatiques étrangers et indigènes domiciliés dans la circonscription de Siemréap ;

3^o les membres et correspondants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

4^o les personnes chargées de mission officielle séjournant à Angkor pour leurs travaux ;

5^o les membres de l'Association des Amis d'Angkor ;

6^o les fonctionnaires, officiers, colons non domiciliés dans la circonscription, mais en service, en tournée ou en mission à Siemréap ;

7^o les bonzes et les religieux des divers cultes de passage à Siemréap ;

8^o les mutilés de la Grande Guerre.

9^o En outre, des permis de circulation gratuits pourront être délivrés par délégation permanente du Résident supérieur au Cambodge, par le Résident de Siemréap aux associations civiles, ou groupes de sociétés, ou détachements de militaires ou de marins qui visiteraient les ruines ; ou aux indigènes ou Asiatiques étrangers se rendant à Angkor isolément ou en groupe dans un but religieux.

Les exemptions ci-dessus s'étendent aux membres de la famille et aux domestiques accompagnant leurs maîtres.

Les enfants au-dessous de 15 ans ne sont pas assujettis au permis.

Les personnes bénéficiant de ces exemptions devront justifier, à toute réquisition, de leur identité par la production d'une pièce officielle ou d'un permis de circulation délivré par le Résident de Siemréap.

Art. 3. — Le chef de famille ayant avec lui trois enfants et plus, bénéficiera d'une réduction de la moitié sur le tarif du permis de visite, pour lui et les membres de la famille. Le permis de peindre, dessiner, photographier ou cinématographier, est réduit de moitié pour cette catégorie d'assujettis. Les domestiques accompagnant le père de famille sont, en outre, exempts de la taxe du permis de visiter.

Art. 4. — Les taxes afférentes aux permis sont perçues par l'intermédiaire de la Résidence de Siemréap, ainsi que par les hôteliers qui seront désignés par le chef de la circonscription suivant la réglementation qui sera établie à cet effet.

Les infractions aux dispositions ci-dessus seront punies de peines de simple police. Les pénalités ne pourront dépasser le triple des taxes prévues.

Art. 5. — Le Secrétaire général du Gouvernement général de l'Indochine, le Résident supérieur au Cambodge et le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hanoi, le 21 décembre 1926.

P. PASQUIER.

II. — Ecole Française d'Extrême-Orient.

8 février 1926.

Arrêté rapportant celui du 6 mai 1921, relatif au terrain et au bâtiment situés vis-à-vis du pavillon *b* (ancien bureau des Douanes et Régies). (*J. O.*, 1926, p. 430.)

1^{er} avril 1926.

Arrêté accordant un congé administratif de huit mois à M. Henri MARCHAL, membre permanent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, pour en jouir à Paris. (*J. O.*, 1926, p. 962.)

8 avril 1926.

Arrêté portant à 8.000 francs l'indemnité annuelle des membres temporaires de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. (*J. O.*, 1926, p. 980.)

27 avril 1926.

— Arrêté relatif aux rappels d'ancienneté pour service militaire de M. H. MARCHAL, membre permanent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. (*J.O.*, 1926, p. 1150.)

— Arrêté nommant M. H. MARCHAL, membre permanent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient à 16.000 francs pour compter du 1^{er} janvier 1925. (*J.O.*, 1926, p. 1150.)

25 mai 1926.

Arrêté remettant les 58 objets précieux suivants, découverts le 23 décembre 1925 dans un terrain appartenant au domaine colonial, à l'Ecole Française d'Extrême-Orient qui en assurera la conservation dans ses collections artistiques et archéologiques :

- 1 gournette en deux parties avec une moitié de fermoir ciselé,
- 4 rosaces à fleurons cubiques,
- 2 rosaces à fleurons cubiques creux, oxydés,
- 2 boucles d'oreille (octaèdres) à anneaux doubles,
- 2 fragments composés chacun de 2 octaèdres,
- 2 conques estampées,
- 2 fleurons creux oxydés avec leur crochet,
- 1 chaîne estampée en 2 parties avec 1 moitié de fermoir sans pierres,
- 17 fragments ornements estampés dont 1 en 3 morceaux articulés,
- 2 agrafes avec griffes sans pierres,
- 1 agrafe avec 2 pierres (1 verte et 1 rouge),
- 6 anneaux en feuilles,
- 1 bague à chaton pierre verte,

7 bagues à chaton sans pierre,
1 anneau massif uni,
1 bracelet uni (martelé),
6 anneaux en forme de cor de chasse. (*J. O.*, 1926, p. 1448.)

1^{er} juillet 1926.

Arrêté plaçant M. E. AUBOUIN, professeur de 2^e classe du cadre des professeurs licenciés en service au Lycée Albert Sarraut, dans la position de congé hors cadres, à compter du 14 juin 1926, pour servir à l'Ecole Française d'Extrême-Orient en qualité de membre temporaire. (*J. O.*, 1926, p. 1713.)

6 juillet 1926.

Arrêté plaçant M. J. WILKIN, chef de bureau de 1^{re} classe du cadre permanent de la Mairie de Hanoi, dans la position hors cadres pour continuer ses services à l'Ecole Française d'Extrême-Orient. (*J. O.*, 1926, p. 1734.)

7 juillet 1926.

Décision chargeant M. L. FOMBERTAUX, membre temporaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, d'exercer par intérim les fonctions de conservateur des ruines du groupe d'Angkor pour compter de la date du départ de M. H. MARCHAL et jusqu'à l'arrivée de M. H. Parmentier, chef du Service archéologique de l'Ecole.

27 juillet 1926.

Arrêté complétant ainsi qu'il suit l'article 29 (20) de l'arrêté du 20 septembre 1920 portant énumération des immeubles cédés à l'Ecole Française d'Extrême-Orient :

- 7° Le dépôt archéologique d'Angkor Thom ;
- 8° L'immeuble de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, près du temple de Po Nagar à Nha-trang. (*J. O.*, 1926, p. 1864.)

28 juillet 1926.

Arrêté chargeant M. E. AUBOUIN, membre temporaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, d'une mission d'études au Japon. (*J. O.*, 1926, p. 2033.)

17 août 1926.

Décision chargeant le Dr SALLET, correspondant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et représentant de cette Institution en Annam pour la surveillance et le contrôle de l'exportation des objets d'art indochinois, de remplir, par délégation provisoire du chef du Service archéologique de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et sous son autorité, les fonctions de conservateur du musée čam de Tourane.

— 686 —

27 août 1926.

Décision chargeant M. H. PARMENTIER, chef du Service archéologique, des fonctions de conservateur des ruines du groupe d'Angkor, pour compter de la date de son arrivée à Siemréap, et jusqu'à la date du retour à Siemréap de M. Marchal, conservateur titulaire, en congé administratif en France.

1^{er} septembre 1926.

Décret nommant M. Léonard AUROUSSEAU directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, pour une période de 6 années, à compter du 12 novembre 1926. (*J. O. I. F.*, 1926, p. 2846 ; *J. O. R. F.*, 1926, p. 10020.)

8 septembre 1926.

Arrêté nommant les correspondants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient (*J. O.*, 1926, 2571.)

Le Gouverneur général de l'Indochine,

Vu les décrets du 20 octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur général et organisation financière et administrative de l'Indochine ;

Vu les décrets du 3 avril 1920 et l'arrêté du 20 septembre 1920 réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole Française d'Extrême-Orient sous le régime de la personnalité civile, et plus particulièrement les articles 19 et 20 de l'arrêté susmentionné ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1923, nommant les correspondants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;

Sur la proposition du Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Sont nommés correspondants de l'Ecole Française d'Extrême-Orient pour une période de trois ans à compter de la date de la signature du présent arrêté :

MM. BONIFACY (A.), lieutenant-colonel d'Infanterie coloniale en retraite à Hanoi ;

BOUCHOT (Jean), archiviste-bibliothécaire, représentant de l'Ecole Française d'Extrême-Orient à Saigon ;

BOUILLARD (G.), ingénieur-conseil des chemins de fer chinois à Pékin ;

CÆDÈS (G.), directeur de la Bibliothèque Nationale Vajirañña à Bangkok ;

CORDIER (Georges), directeur des Ecoles franco-chinoises à Yunnanfou ;

DAMRONG RAJANUBHAB (S. A. R. le prince), à Bangkok ;

DURAND (E.M.), missionnaire en Annam ;

DUROISSELLE (Charles), directeur du Service archéologique de Birmanie à Mandalay ;

— 687 —

MM. GOURDON, inspecteur général honoraire de l'Instruction publique en Indochine ;

GROSLIER (George), directeur des Arts cambodgiens à Phnom Penh (Cambodge) ;

GUESDE (Pierre), ancien Résident supérieur en Indochine, commissaire général de l'Indochine aux Expositions coloniales ;

HOLBÉ, à Saigon ;

Mlle S. KARPELÈS, conservateur de la Bibliothèque Royale du Cambodge à Phnom Penh ;

MM. LA VALLÉE POUSSIN (L. de), professeur à l'Université de Gand ;

LUNET DE LAJONQUIÈRE (E.), chef de bataillon d'Infanterie coloniale en retraite ;

MASPERO (Georges), ancien Résident supérieur en Indochine ;

MEILLIER (M.), administrateur des Services civils en Indochine ;

PIREY (Henri de), missionnaire en Annam ;

PIREY (Max de), missionnaire en Annam ;

SALLET (Dr A.), à Tourane ;

VOGEL (J. Ph.), professeur à l'Université de Leide.

Art. 2. — Le Directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Saigon, le 8 septembre 1926.

A. VARENNE.

25 octobre 1926.

Décision affectant M. V. GOLOUBEV, membre permanent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, à Sambor Prei Kuk (Kompong Thom) pour y diriger les travaux de dégagement, de fouilles et de recherches archéologiques dans le groupe des ruines de Sambor.

10 novembre 1926.

Décision mettant M. ENJOLRAS, ingénieur des Travaux publics à Tourane, à la disposition du Dr Sallet pour exercer les fonctions de conservateur-adjoint du Musée de l'Indochine, section des antiquités chames, et en remplacement de M. Blondel, parti en congé.

26 novembre 1926.

Arrêté autorisant le prélèvement, sur la caisse de réserve du budget de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, d'une somme de dix-huit mille piastres destinée à régler les dépenses suivantes :

- a) travaux de dégagement et de fouilles au Prah Khan d'Angkor (5.000\$00);
- b) travaux de dégagement et de fouilles aux ruines de Sambor (5.000\$00);
- c) travaux d'aménagement définitif des magasins de l'Ecole Française d'Extrême-Orient et de l'immeuble affecté aux membres temporaires, à Hanoi (5.000\$00);
- d) loyer du Musée provisoire (3.000\$00). (*J. O.*, 1926, p. 3205.)

2 décembre 1926.

Arrêté nommant M. Emile GASPARDONE, diplômé de l'Ecole des Langues orientales, membre temporaire de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, et prorogeant pour une période d'un an à compter du 7 avril 1926, le terme de séjour de MM. FOMBERTAUX et REVÈRON, architectes, membres temporaires de l'Ecole Française d'Extrême-Orient. (*J. O.*, 1926, p. 3291-3292.)

31 décembre 1926.

Arrêté portant la solde de présence de M. Charles BATTEUR, membre permanent de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, de 14.000 à 16.000 francs pour compter du 1^{er} janvier 1927. (*J. O.*, 1927, p. 64.)